Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire d'Epinay-sur-Seine
12 et 13 novembre 1988

Sommaire

Gilbert Roger 2
Gilbert Bonnemaison 2
Le président (Claude Estier) 3
Henri Emmanuelli 3
Bernard Roman 9
Pierre Mauroy 11
Didier Leconte 23
Yvette Roudy 24
Marcel Debarge 26
Gérard Fuchs 26
Louis Mermaz 30
La présidente (Michèle André) 36
Michel Coffineau 36
Jean-Marie Cambacérès 39
Alain Richard 41
Rodolphe Pesce 47
Yannick Bodin 50
Lionel Jospin 50
Michel Debout 56
Laurent Fabius 57
Françoise Seligmann 64
Pierre Guidoni 64
Catherine Trautmann 67
Gérard Le Gall 69
Le président (Pierre Guidoni) 72
Jean Poperen 72
Louis Mexandeau 77
Henri Fiszbin 79
Frédéric Vallier 83
Isabelle Thomas 84
Jean Claude Boulard 86
Claude Ibanez 89
Jean-Luc Mélenchon 89
Marie-Noëlle Lienemann 93
Marie-Andrée Laubère 97
Le président (Bernard Roman) 98
Marcel Debarge 99
Gérard Dupeyrat 103

Fondation Jean-Jaurès

Marcel Debarge 105
Gérard Le Gall 106
Yannick Bodin 108

Séance du samedi 12 novembre 1988 (Matinée)

Gilbert Roger

Nous allons ouvrir les travaux de cette Convention nationale extraordinaire des 12 et 13 novembre.
Camarades, au nom de la fédération Socialiste de la Seine Saint-Denis, nous vous souhaitons la bienvenue ici à Epinay-sur-Seine pour cette convention.
La parole est à Gilbert Bonnemaison, député maire d'Epinay.

Gilbert Bonnemaison

Chers camarades, quelques mots pour vous souhaiter la bienvenue à Epinay-sur-Seine. Bienvenue dans cette salle nouvelle que la municipalité et le Conseil municipal viennent de réaliser.
Bienvenue au nom des militants de la section d'Epinay-sur-Seine.
En ouvrant dans cet espace auquel nous avons donné le nom d'espace Lumière, lumière parce que dans cette salle, nous faisons des débats, du théâtre, lumière parce que nous y tenons des réunions Socialistes et des conventions et que c'est bien un signe de lumières.
Lumières parce que nous sommes à deux pas des studios Eclair où l'on a produit tant de chefs d'œuvres cinématographiques et Lumières en rappel de souvenirs et en hommage aux frères Lumière, inventeurs du cinématographe.
Puis-je vous dire, en ouvrant cette première convention, cette première réunion de spécialistes dans cette nouvelle salle, que je pense à ce jour où il y a maintenant bien des années, c'est si loin et c'est si proche, je déclarais à quelques pas d'ici, dans le gymnase Léo Lagrange, ouvert le Congrès de l'unité Socialiste.
En ayant organisé, à l'époque, sur le plan matériel cette manifestation, je savais bien que nous préparions quelque chose d'important.
Cornent aurais-je osé imaginer le devenir de ce qui se produisait ce jour-là ?
Comment aurais-je osé imaginer - et je suis capable d'une certaine ampleur dans la pensée - même si tant d'espérances étaient réunies, que François Mitterrand, avec ce nouveau Parti constitué, nous emmènerait sur un si long et si beau chemin ?
Je veux espérer que les travaux que nous allons accomplir aujourd'hui seront porteurs d'une richesse qui permette de prolonger encore loin en avant les succès, les expériences que nous avons obtenues et d'abord, que cette Convention nationale est le prélude à une grande victoire pour les prochaines élections municipales.
C'est ce que je souhaite pour le Parti. C'est, mes chers camarades, ce que je souhaite, pour chacun d'entre vous.

Fondation Jean-Jaurès

Bons travaux, bonne réussite, bonne bataille pour demain.
(Vifs applaudissements)

Gilbert Roger - Merci, Gilbert.
(La séance est placée sous la présidence de Claude Estier)
Claude, tu as la parole.
(Claude Estier prend la présidence)

Le président (Claude Estier)

Merci. Merci à Gilbert Roger, secrétaire fédéral de la Seine Saint-Denis, merci à Gilbert Bonnemaison pour les paroles d'accueil qu'il vient de prononcer dans cet espace nouveau, si proche de celui où nous avons tenu notre Congrès de fondation du Parti en 1971. Je crois que c'est de bon augure pour les travaux qui nous attendent aujourd'hui et demain.
Je voudrais d'abord vous donner la proposition de composition du bureau de cette convention : Daniel Vaillant, Marcel Debarge, Françoise Seligmann, Pierre Brana, Pierre Guidoni.
Pas d'objections ?
Le bureau est ainsi composé.
Merci.
Pour la Commission de vérification des mandats, nous proposons : Yannick Bodin, Jean-Marcel Bichat, Frédéric Rosmini, Nicole Bricq, Daniel Frachon, Richard Villard, Pierre Schapira.
Pas d'objections ?
La Commission de vérification des mandats est ainsi composée.
Je demande aux délégués, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, de remettre les résultats des votes des fédérations à l'accueil des délégués, à l'entrée.
Je vais maintenant, donner la parole successivement à Henri Emmanuelli, pour le rapport d'activité, à Bernard Roman qui va vous parler des projets du nouvel hebdomadaire du Parti, puis au Premier secrétaire, Pierre Mauroy.
Après quoi, nous ouvrirons immédiatement la discussion.
Je voudrais, que pendant les premières interventions, vous me fassiez parvenir - j'en ai déjà quelques-unes - les demandes d'interventions de manière à ce que l'on puisse organiser la discussion et que, comme l'engagement en a été pris, les délégués des fédérations puissent s'exprimer dans les premiers.
Vous me faites parvenir les demandes d'interventions et je donne maintenant la parole à Henri Emmanuelli, pour le rapport d'activité.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, depuis notre Comité directeur du 10 septembre, notre Parti a connu une activité importante, qui, comme vous le savez tous, a été marquée par deux échéances électorales et il a eu, par ailleurs, à s'exprimer ou à prendre position sur un certain nombre d'événements externes ou internes.
Afin de ne pas alourdir ce rapport, j'ai fait inclure comme la dernière fois un

Fondation Jean Jaurès

document qui vous a été remis dans les chemises qui sont sur vos tables et je me bornerai pour ce qui me concerne à évoquer les éléments les plus marquants, étant entendu que comme vient de vous l'annoncer Claude Estier, Bernard Roman fera un rapport complémentaire sur le projet d'un hebdomadaire. Etant entendu aussi que dans la mesure où Pierre Mauroy souhaite introduire le débat politique, je ne parlerai pas évidemment des municipales.
En ce qui concerne les échéances électorales, nous en avons connu deux : les élections cantonales et le referendum.
Sur les élections cantonales, je voudrais rappeler qu'à l'issue du premier tour des élections, le Parti Socialiste a confirmé nettement sa place de première force politique avec 30,4% des suffrages exprimés.
Il obtient, malgré la présentation d'un nombre de candidats inférieur à ce qu'elle avait été en 1982, le meilleur score de son histoire pour ce type de scrutin.
Je voudrais préciser que lorsque le Parti qui a présente 1713 candidats contre 1859 en 1982, n'était pas présent, il soutenait dans tous les cas, soit un candidat MRG, soit un divers gauche, soit un candidat de la majorité présidentielle. et au total la mouvance Parti Socialiste plus alliés a recueilli 34,2% des suffrages.
Entre les deux tours, dans la quasi-totalité des cantons la discipline républicaine a été respectée toutefois, comme vous le savez, notre Parti a été amené à dénoncer les graves manquements du Parti Communiste à la règle notamment dans l'Allier et dans l'Aisne qui étaient deux départements que nous pouvions espérer conquérir.
Ces manquements avaient manifestement pour but de permettre au Parti Communiste d'illustrer le procès en dérive droitière qu'il ne cesse d'instruire contre nous plutôt que de sanctionner de véritables problématiques politiques.
C'est regrettable à tous égards et de notre coté, nous avons été amenés à sanctionner quelques rares d'indiscipline. Malgré cela, je crois que nous pouvons constater que dans l'ensemble les reports de voix au sein de la Gauche se sont bien effectués, ce qui nous a permis de reconquérir le département de la Gironde et de gagner 89 sièges supplémentaires.
J'ajouterai une autre considération : malgré un rapport de forces qui est grosso modo 50-50, en réalité il est favorable à la Gauche, la Gauche ne dirigera qu'un tout petit tiers des départements français, c'est-à-dire exactement 28.
Il y a là, chers camarades, une grave distorsion de la volonté populaire que nul ne peut nier et qui pose un problème sérieux sur lequel nous devons réfléchir et surtout porter remède;sans préjuger de cette réflexion, camarades, il parait difficile d'imaginer que les prochaines élections cantonales dans trois ans aient lieu sur les mêmes bases.
De même qu'il parait difficile d'imaginer qu'on ne tire pas, sur le plan électoral, les conséquences de la décentralisation en mettant fin au système du renouvellement par moitié qui a le triple inconvénient de multiplier les scrutins, de fragiliser l'exécutif qui est élu pour trois ans, ce qui ne correspond plus à la réalité, et l'inconvénient aussi surtout, chers camarades, de répondre à une tradition qui était celle d'une France où l'on se méfiait des élans du suffrage universel, où l'on était davantage préoccupé de briser ces élans que d'assurer

une juste représentation ou l'efficacité de l'exécutif.
Voilà pour les élections cantonales. En ce qui concerne le referendum, je rappellerai, mais nous le savons tous ici, que contrairement à la thèse propagée par certains, ce referendum était l'une des conditions des accords de Matignon, et qu'il était donc incontournable.
Ceux qui ont voulu biaiser avec cette réalité, ne sortent pas grandis de cette affaire. Il leur faudra me semble-t-il, davantage qu'un rassemblement à Colombey-les-Deux-Églises pour effacer ce mauvais coup porté à la fois à la France, et d'une certaine manière au gaullisme avec lequel, ils ont, me semble-t-il, signé un acte de séparation définitive. Il n'y avait déjà plus beaucoup de rapport entre le chiraquisme à 19% d'aujourd'hui et la majorité gaulliste d'avant-hier. Il n'y en a désormais plus aucun dans la mesure où l'on a vu le RPR se faire l'apologiste du sabordage de la procédure référendaire, ou l'on a vu surtout mettre en cause finalement le principe d'autodétermination.
Cela dit, chers camarades, nous devons nous féliciter de la victoire du "oui", qui est aujourd'hui une réalité, une réalité juridique, et même une réalité constitutionnelle, qui permet la mise en œuvre des accords de Matignon, qui sont, pour notre gouvernement, un succès important, et qui a, nous le savons tous, la ferme volonté de concrétiser ; nous devons nous féliciter aussi, malgré ce qui a été dit ici ou là, de la mobilisation de notre Parti, car en définitive seul notre Parti s'est mobilisé pour ce referendum, parmi toutes les formations qui pourtant s'étaient prononcées pour le "oui".
Certes, mes chers camarades, à l'occasion de ces deux scrutins, nous avons pu observer une abstentionnisme inquiétant, et au moment où je m'exprime les raisons de cet abstentionnisme ont été à la fois répertoriées et commentées.
Je ne les reprendrai pas, rassurez-vous, je voudrais simplement dire ceci : il me semble pour le referendum, que parmi les causes de l'abstentionnisme, on n'a pas suffisamment insisté sur une chose toute simple, à savoir que dans l'esprit de la majorité de nos concitoyens les accords de Matignon étaient une affaire réglée, qu'ils n'ont pas bien compris, dans ces conditions, la nécessité de se rendre aux urnes.
Sur un plan plus général, et s'agissant toujours de l'abstentionnisme, je voudrais vous dire, mes chers camarades, que nous vivons une drôle de saison. Vous avez tous noté, comme moi, sans doute que la mort fait partie d'un certain type de commentaire, c'est à qui parmi ces commentateurs, qui ne sont pas dans nos rangs, se réjouira le plus fort de la faillite supposée des idéologies, du dépassement des clivages gauche/droite, bref du recul du politique. On observe même que l'ancienne motion nègre-blanc, qui était le concert de la 3ème République, ou que les accords de partis, à la barbe, sur le dos du suffrage universel, redeviendraient des objectifs et des modes de gouvernement souhaitables.
Bien entendu, on nous les présente sous un nouveau vocable, mais mes chers camarades, tout cela est un petit peu inquiétant, et cela va très loin, parce que cette semaine, emporté par l'élan, l'un de ces commentateurs va jusqu'à écrire qu'en définitive l'abstention est bien la marque de la modernité politique.

Faudra-t-il, chers camarades, attendre que plus un citoyen ne se rende aux urnes pour que nous puissions considérer que nous avons atteint les sommets de la démocratie, sommets sur lesquels serait installée une élite compétente, qui ferait le bonheur des peuples sans eux, pas forcément malgré eux, mais en tout cas sans eux ?
J'ajoute que ce commentateur a au moins le mérite de la franchise, qu'il a pour lui une certaine logique, ce que n'ont pas ses congénères qui eux, après avoir tout fait pour dévaloriser le politique, s'étonnent de surcroît gravement de la baisse du civisme.
Chers camarades, pour ce qui nous concerne, nous savons tous et depuis longtemps que lorsque la politique recule, c'est toujours au profit du conservatisme, et c'est la raison pour laquelle, tout au long de notre histoire la Gauche a plaidé pour la politisation et la Droite pour l'apolitisme.
Nous savons aussi, que lorsque les idées reculent, ou se brouillent, c'est la passion et l'obscurantisme qui avancent et ce n'est sûrement pas un hasard, chers camarades, si l'intolérance gagne, si'l'intégrisme décidément n'est pas le triste privilège exclusif de l'Islam, et se manifeste avec arrogance.
Je voudrais, à ce stade, féliciter en votre nom à tous le ministre de la Culture et et le ministre de l'Intérieur qui ont su réagir, comme il fallait, face aux incendiaires de cinémas, féliciter aussi le ministre de la Santé d'avoir pris ses responsabilités face à ceux qui prétendaient imposer une nouvelle version de l'ordre moral.
(Applaudissements)
Il est temps, je crois, camarades, que nous réagissions avec sérénité, mais avec fermeté, face à tous ces pseudo raisonnements qui représentent autant de dérives, parfois tout à fait innocentes, parfois tout à fait intentionnées, mais qui n'en sont pas moins dangereuses.
C'est aux Socialistes, sur ce terrain des valeurs d'être aux avant-postes, et je sais que le secrétaire à la Culture, Max Gallo a d'ores et déjà programmé un certain nombre de rencontres et de colloques afin d'essayer d'apporter à quelques esprits brouillions davantage de clarté. Je le remercie par avance du travail qu'il fera.
Sur la situation politique proprement dite, mes chers camarades, au cours de cette période, je le disais en introduction, notre Parti a eu à s'expliquer, à prendre position, à s'exprimer, sur un certain nombre d'événements extérieurs et intérieurs. Rassurez-vous, je ne vais pas les passer en revue. Mais je ne peux pas ne pas dire un mot sur les critiques qui ont été adressées à notre Parti à propos du problème algérien.
Beaucoup d'entre nous, camarades, ont vécu avec angoisse le drame algérien. L'Algérie nous est proche, à la fois en raison du drame passé et parce que les gouvernements de gauche et notre Parti ont toujours voulu accompagner l'Algérie dans sa marche vers le progrès, ceci d'ailleurs expliquant cela.
Je rappelle que le Président de la République en décembre 1981 est allé en Algérie pour établir une nouvelle relation de confiance mutuelle, mais ayant rappelé cela je voudrais dire ici que dans les événements douloureux qui se sont

Fondation Jean Jaurès

déroulés, et contrairement à ce qui a été dit, nous avons été clairs et responsables : le peuple algérien a été victime d'une répression dont rien ne saurait justifier le caractère brutal, et meurtrier. Quand il y a atteinte aux Droits de l'homme, ou que ce soit, nous devons le dire, et nous l'avons fait sans ambiguïté d'abord par une déclaration du Premier secrétaire, ensuite par un communiqué du Secrétariat national aux Droits de l'homme, qui bizarrement est passé inaperçu, enfin par une prise de position claire du Bureau exécutif.
Heureusement, au moment où nous sommes réunis, il semble que le président Chadli ait compris que la réponse aux aspirations de la jeunesse et du peuple algérien ne pouvait être la violence et la répression, Le referendum et les mesures qui l'ont accompagné, sont là pour en témoigner. Par suite, et même si nous restons vigilants, nous ne pouvons, je crois, qu'enregistrer avec espoir la voie choisie, c'est-à-dire celle du dialogue et de la réforme, et souhaiter que la marche en avant vers la démocratie devienne une réalité.
Sur le plan purement intérieur, mes chers camarades, c'est évidemment la situation sociale qui retient notre attention à tous.
Je pense, pour ce qui me concerne, chers camarades, que les mouvements sociaux qui se sont développés et dont je tiens à rappeler que le Parti avait pressenti l'imminence, à plusieurs reprises, ne sont pas dirigés contre le gouvernement mais qu'ils doivent être interprétées comme un appel et comme l'expression d'une aspiration réelle vers plus de justice. François Mitterrand, avait dès le départ de la campagne présidentielle indiqué à l'époque que, je cite : "seule l'instauration de la justice sociale pourrait garantir la cohésion sociale et que l'on ne ferait rien de positif ni de durable sans cette cohésion".
Je rappelle que cette cohésion sociale avait été volontairement mise à mal par la Droite qui, au cours des deux années passées n'y a évité aucune provocation. Je n'en ferai pas le détail.
Or, les Français, c'est clair, ont sanctionné cette politique et ils ont marqué très nettement leur aspiration vers davantage de justice.
Il faut, chers camarades, dans la mesure des possibilités répondre à cette attente légitime.
Déjà, instauration de l'impôt de solidarité sur la fortune et du revenu minimum d'insertion marquent la volonté du gouvernement et de la majorité présidentielle de mieux répartir la charge de la rigueur. Ce sont des réformes importantes, qui comme vous le savez, n'ont pas encore été promulguées, et donc notamment pas encore commencé à produire leurs effets, mais, l'évolution très différenciée des diverses catégories de revenus, au bénéfice des non-salariés et au détriment des autres, et plus précisément des salariés de la fonction publique, pose un problème que nous n'avons pas créé, mais qu'il nous faut avec prudence, mais détermination nous efforcer de régler. Je crois que les propositions faites par le gouvernement et acceptées par la majorité des syndicats vont dans ce sens.
Tout n'est pas résolu, et nous savons que tout n'est pas possible tout de suite; mais il nous faut convaincre de notre volonté de répartir avec justice le poids des efforts et les premiers fruits d'une nette amélioration de la croissance, dont nous savons qu'elle reste malgré tout fragile.

Fondation Jean Jaurès

Dans cette perspective, qui est à l'évidence celle du gouvernement je me permets d'attirer votre attention sur une difficulté supplémentaire, je veux parler de la fragilisation ou de la disparition des moyens de régulation qui étaient précédemment ceux du pouvoir exécutif.
La disparition du contrôle des prix, prive le gouvernement de tout moyen d'action sur les revenus non salariés. Cela ne prête pas à conséquence en matière industrielle où la concurrence est vive mais cela pose quelques problèmes lorsqu'il s'agit des services et de ce point de vue je crois que nous ne pouvons que nous féliciter des récentes propositions formulées par le ministre de l'Economie et des finances, par le secrétariat d'Etat à la Consommation, propositions qui vont dans le sens d'un renforcement de la concurrence et de la transparence.
Il reste chers camarades, beaucoup à faire sur ce terrain et le Parti, me semble-t-il, doit prendre sa part de responsabilités en rappelant d'abord à chacun de nos militants et ensuite à chacun de nos sympathisants mais aussi à chaque citoyen et citoyenne qu'ils sont aussi des consommateurs.
A cette disparition du contrôle des prix, s'ajoute la désuétude dans laquelle semble sombrer la progressivité de l'impôt qui elle aussi paraît quelque peu victime de la mode.
A tout cela, nous ne pouvons apporter de réponse aujourd'hui, mais à tout cela je crois que nous devons réfléchir très sérieusement. Il ne suffit pas de proclamer notre volonté d'assurer un juste partage de l'effort et des fruits, encore faut-il en imaginer les moyens, face à toute une série de contraintes, dont l'harmonisation européenne n'est ni la moindre ni la plus lointaine.
Enfin, chers camarades, et pour conclure, je voudrais rappeler que les aspects quantitatifs en termes de pouvoirs d'achat sont aussi importants et qu'ils ne peuvent être dissociés des problèmes qualitatifs.
C'est, je crois, aussi l'opinion du gouvernement et de ce point de vue je voudrais me réjouir de la réponse faite justement par le gouvernement à notre camarade Jérôme Lambert sur le délicat problème de la disparition de l'autorisation administrative de licenciement.
Comme nous tous, notre camarade Jérôme avait entendu dimanche dernier le président du CNPF affirmer avec une certaine force qu'il n'était pas question pour les entreprises de négocier de nouvelles modalités en remplacement du régime actuel.
Pour le président du CNPF en effet, manifestement peu reconnaissant de l'effort fait en faveur des entreprises dans le budget 1989, pour ce président, donc, le droit de licenciement sans contrôle serait une liberté fondamentale de l'entreprise qui, comme toute liberté fondamentale, ne se négocie pas.
Je crois, chers camarades, que nous devons rappeler à M. le président du CNPF, sans agressivité mais avec fermeté, qu'à nos yeux il existe au dessus du droit fondamental des entreprises, qui sont des personnes morales, le droit fondamental des personnes humaines. Nous avons suffisamment contribué à la réhabilitation de l'entreprise pour le lui dire avec force.
La dignité des hommes et des femmes mis à mal par la précarisation de l'emploi

passe avant la liberté de l'entreprise parce qu'elle est une dimension essentielle de la liberté tout court. Il n'y a pas de liberté dans le dénuement, il n'y a pas de liberté sans dignité, et l'homme n'est pas, comme nous le savons, une machine.
(Applaudissements)
Nous ne pouvons donc être d'accord avec lui sur ce point, pas plus d'ailleurs que nous ne pouvons être d'accord avec lui lorsqu'il nous suggère de gérer les services publics selon les critères du secteur privé.
Là encore je voudrais lui rappeler que le service public a été inventé pour répondre à des besoins, soit que le marché ne couvrait pas, soit que le marché n'aurait couvert qu'avec de graves dommages pour l'égalité des femmes et des hommes.
J'aurais pensé pour ma part qu'à la veille de 1989; c'est-à-dire du moment où nous allons fêter le bicentenaire de la révolution, ce genre de rappel aurait été inutile, ce n'est manifestement pas le cas, ce qui veut dire, mes chers camarades, que décidément nous avons beaucoup à faire.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Henri Emmanuelli.
Deux communications. La Commission de vérification des mandats dont je vous ai donné tout à l'heure la composition va se réunir à 11 h 30 dans la salle de l'accueil du stade.
Deuxième communication, la Commission électorale se réunira à 16 heures afin de procéder à un examen des différents recours ou dossiers en litige concernant la désignation des têtes de listes ou des premiers Socialistes.
Les délégués des fédérations concernées seront appelés devant cette Commission dans le courant de la journée.
La Commission électorale désignée par le Bureau exécutif est composée de la façon suivante... (lecture)
Je donne maintenant la parole à Bernard Roman.

Bernard Roman

Chers camarades, depuis quelques années c'était un espoir, depuis le mois de juillet c'était un projet. Dans quelques semaines, sept précisément, ce sera une réalité : le Parti Socialiste aura son hebdomadaire !
(Applaudissements)
Le vendredi 6 janvier sortira effectivement des presses le numéro 1 du nouvel hebdomadaire des Socialistes. Diffusé dès ce premier numéro à 250 000 exemplaires, il sera adressé à tous nos militants systématiquement et à l'ensemble de nos sympathisants recensés, avec le souhait exprimé dès l'abord d'élargir sans cesse cette diffusion à ceux qui nous soutiennent aujourd'hui sans avoir fait le pas de l'adhésion.
Cet hebdomadaire dont le Premier secrétaire m'a confié la charge en créant le 2 juillet le Secrétariat national à l'information, nous y avons travaillé collectivement durant les cinq mois qui viennent de s'écouler. Nous avons voulu lui donner un look moderne, nouveau, attrayant. De format magazine, 16 pages

Fondation Jean-Jaurès

pour commencer, en quadrichromie, il a fait l'objet d'une étude sérieuse de la part de maquettistes professionnels, Il sera réalisé, comme doit l'être toute publication qui a l'ambition de l'intérêt et de la durée, par une équipe de professionnels, des journalistes qui y consacreront d'ici quelques semaines l'essentiel de leur activité.

Sur le fond, chers camarades, il ne s'agit pas pour nous d'essayer de rivaliser avec des hebdomadaires existants. Il s'agit de donner chaque semaine à ceux à qui nous nous adresserons, nos adhérents bien sûr, mais aussi nos sympathisants, notre approche, notre vision de l'actualité, dans un contenu rédactionnel riche et ouvert, politique intérieure, politique internationale, sociale, économique, culture, problèmes de société, cohabiteront avec une rubrique permanente ouverte au débat.

Mais nous souhaitons aussi que ce journal soit celui de tout le Parti, des fédérations, des Socialistes présents sur le terrain de l'action politique ou de la réflexion commune. Deux rubriques consacrées à nos fédérations, nos collectivités territoriales ou encore à l'expression de nos lecteurs devront y répondre.

En outre nous proposons dès le mois de février, un mois après le lancement, à nos fédérations la possibilité d'achat en nombre avec encarts spéciaux à leur disposition rédactionnelle.

Il s'agit là, chers camarades, d'un outil nouveau d'animation du débat politique dans le pays, d'un outil de communication entre tous ceux qui bien au-delà de nos rangs donnent sa force à notre Parti, et nous devons avoir la ferme volonté d'en faire en quelque sorte l'aiguillon de la pensée Socialiste aujourd'hui. Nous avons tous à y gagner.

Oh ! Bien sûr, nous nous sommes inspirés des expériences du passé, de nos réussites, de nos échecs, et dans ce cadre le montage financier, il faut bien en parler, a été réalisé avec le plus grand soin. Le succès de notre hebdomadaire dépendra, bien sûr, de son contenu rédactionnel, mais également de la rigueur de sa gestion.

Notre hebdomadaire vivra avec un prélèvement qui restera symbolique au regard de son coût sur les cotisations, mais il est clair que cet abonnement de solidarité qui assurera de manière systématique le service du journal à tous nos adhérents ne couvrira pas, loin s'en faut, le coût réel de ce journal. Aussi, à côté des recettes publicitaires qui, sans dénaturer notre projet, nous assureront le tiers environ du budget, nous allons lancer avec un numéro zéro dès la fin de la semaine prochaine une large campagne d'abonnements de soutien à 200 F l'abonnement annuel.

Notre objectif, chers camarades, il est clair, précis, et nous demanderons à tous les secrétaires fédéraux de le prendre en charge avec nous : obtenir 4 abonnements de soutien dans chacune des communes de notre pays qui a une section Socialiste. 4 abonnements de soutien par commune dans laquelle il y a une section Socialiste.

C'est un objectif raisonnable, à notre portée, mais nous souhaitons, le formulant de la sorte, impliquer chacun à la Direction nationale, parmi nos élus, parmi les

Fondation Jean Jaurès

premiers fédéraux et par leur intermédiaire parmi les secrétaires de section, à la réussite de notre entreprise.
Quatre abonnements de soutien à 200 F par commune qui possède une section, et ce sera gagné, mes camarades.
Voilà les grandes lignes d'un projet qui est en train de devenir réalité.
Dans les semaines qui viennent, je me propose, en lien avec le secteur des fédérations, de venir vous rencontrer dans les fédérations pour vous présenter plus précisément l'hebdomadaire, en parler avec les animateurs fédéraux.
Les membres du Bureau exécutif qui, sur la proposition de Pierre Mauroy, viendront participer à vos Commissions exécutives fédérales, seront munis d'une documentation complète de présentation de notre hebdomadaire.
Dès aujourd'hui je vous renouvelle l'appel que nous vous avons adressé pour obtenir le plus rapidement possible les listings de sympathisants recensés qui existent dans vos fédérations, dans vos sections. Nous disposons déjà à la date d'aujourd'hui de près de 50 000 noms, autant d'hommes et de femmes de Gauche qui dès le 6 janvier recevront notre message chaque semaine.
Aujourd'hui, chers camarades, je souhaite profiter de cette Convention nationale pour vous demander de vous mobiliser autour de nous dans vos fédérations pour assurer la réussite de notre hebdo. Il s'agit certainement, dans le contexte politique d'aujourd'hui, d'une chance nouvelle importante pour notre Parti. A nous, chers camarades, de la saisir tous ensemble.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Bernard Roman. Vous permettrez, chers camarades, à celui qui a eu la responsabilité de diriger pendant quinze ans l'Unité, de souhaiter bonne chance et longue vie au nouvel hebdomadaire du Parti.
(Applaudissements)
Je donne maintenant la parole à Pierre Mauroy, Premier secrétaire du Parti.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, rarement autant d'échéances rapprochées auront sollicité l'attention du Parti Socialiste et pressé son rythme de travail. Une semaine après le referendum, il s'agit maintenant de préparer les élections municipales.
Quatre mois seulement nous séparent du scrutin des 5 et 12 mars prochain pour constituer nos listes. Moins de 120 jours pour expliquer notre stratégie, moins de 120 jours pour faire vivre nos idées dans nos cités et pour gagner.
Dans quel contexte engageons-nous cette nouvelle bataille ?
Sérénité dans l'ensemble, avec quelques sujets de préoccupation incontestables. Sérénité parce que le gouvernement de Michel Rocard bénéficie d'une indéniable confiance dans l'opinion. Un élan a été donné dont les Français perçoivent les effets après plus de deux années de gouvernement Chirac, années marquées par une scandaleuse aggravation des inégalités et par la régression sociale la plus accentuée depuis Vichy, ai-je dit il y a près de deux ans, et je le maintiens.

Fondation Jean Jaurès

Cet élan bien sûr résulte de la campagne présidentielle de l'élection de François Mitterrand et des 54% rassemblés autour de lui. Cet élan s'est nourri du revenu minimum d'insertion adopté à l'unanimité à l'Assemblée Nationale, de l'adoption de l'impôt de solidarité sur la fortune et surtout des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie.
Sérénité aussi parce que le Parti Socialiste a maintenu ces derniers mois unité et cohérence dans la réflexion et dans l'action.
Unis, nous l'avons été pour adopter le texte de clarification politique au Comité directeur de juillet, pour approuver bien sûr les propos du Président de la République du 14 juillet dernier.
Unis, nous l'avons été pour procéder aux investitures législatives et cantonales.
Unis, nous le sommes encore pour confirmer à cette Convention nationale une stratégie et proposer un mode d'emploi, une tactique, si vous voulez... en vue d'obtenir bien sûr la victoire la plus large possible.
Cette unanimité du Bureau exécutif, j'espère que la convention la confirmera car elle est là une des conditions de notre succès aux élections municipales.
N'oublions pas combien il est difficile de renforcer les élections intermédiaires quand on est au gouvernement.
Je reviens rapidement sur la Nouvelle-Calédonie. Incontestablement, un courant porteur, à mettre au crédit du gouvernement de Michel Rocard, aidera nos candidats même si la situation politique présente bien sûr quelques épines.
D'abord, le résultat du referendum. Je dirai, sans ambages, que nous avons été déçus. Non pas du résultat mais du faible taux de mobilisation des Français.
Certes, nous enregistrons une majorité de "oui" en Nouvelle-Calédonie. Certes, 14 millions de Français ont voté mais le taux d'abstention, c'est vrai, nous a déçus.
A partir d'une idée riche, d'une méthode exemplaire de négociation, qui est à l'honneur du gouvernement et tout particulièrement de Michel Rocard et naturellement de Louis Le Pensec, à partir du geste symbolique de deux leaders courageux Jean-Marie Tjibaou, et de Jacques Lafleur, ce referendum réclamé, qui a été inclus dans les accords de Matignon, n'a pas suscité l'élan qu'il méritait.
Que les décolonisations soient difficiles, nous le savons. Les Socialistes ont connu des heures douloureuses, et inutile d'y insister. J'ai la conviction que ce qui est engagé pour la Nouvelle-Calédonie risque d'être riche de promesses à venir.
Dès maintenant, nous sommes fiers de ce qui a été annoncé par le gouvernement de Michel Rocard, car nous retrouvons dans son action les valeurs de fraternité, de solidarité, et de justice qui sont au cœur de notre engagement.
Le Parti Socialiste n'a pas ménagé ses efforts. Plus de 1 200 000 affiches ont été apposées. Plus de 10 millions de tracts distribués par nos militants. Et j'ai personnellement participé avec le Premier Ministre, à la plupart des meetings de la campagne électorale. Je remercie d'ailleurs les Socialistes de Belfort, de Montpellier, de Rennes et de Lille. Qu'on n'essaie, pas sur ce point, d'opposer le Parti Socialiste et le gouvernement. Ensemble, nous avons lutté pour le "oui".

Ensemble, nous préparons l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
(Applaudissements)
Le peuple français, par son vote, est désormais garant des accords de Matignon.
Il ne faut pas, pour autant, négliger les interrogations liées au taux d'abstention... d'autant que cette abstention est liée à l'évolution politique des années 1980 en France, et à l'étranger.
Comment l'interpréter ?
Eh bien, il y a certainement une abstention d'expression. Elle devient, pour des citoyens, une manière de répondre ainsi à des questions non posées qui les préoccupent davantage.
Il y a une abstention d'indifférence... liée à une faible perception des enjeux du scrutin.
Il y a aussi, et on en a déjà parlé à propos des cantonales, une abstention de lassitude.
Beaucoup de scrutins dans une période très brève. Sans doute, cela a-t-il joué, nous en tiendrons compte en regroupent à l'avenir différents scrutins.
Et si, mes chers camarades, cette indifférence de l'opinion avait des raisons plus profondes, liées à l'évolution des mentalités, à l'évolution de la société, à force de répéter à l'envie que les idées n'ont plus les couleurs d'antan, qu'il n'y a plus de reliefs dans les causes que nous défendons, que notre société a fait du consensuel son état habituel, eh bien, oui, nous arriverons à cette "France molle" à cette idéologie molle, qui constitue l'idéal pour certains, et pour nous, une tendance que nous estimons négative de notre démocratie.
La démocratie n'est pas un bien de consommation courante. Elle se nourrit du choix qui résulte de la confrontation des idées et comment choisir sans voter ?
(Applaudissements)
On a trop souvent confondu ces temps derniers crise de certaines idéologies avec la fin du mouvement des idées.
Le résultat, nous le constatons, c'est cette perte de souffle de la citoyenneté, cet affadissement des enjeux, ce désintérêt progressif.
Nous avons certainement une leçon à en tirer pour les municipales mais aussi pour les élections européennes.
Je voudrais dire quelques mots sur le partage des fruits de la croissance. Autre épine... nous voici confrontés à un climat social ombrageux. S'imposent sur l'avant-scène, des conflits catégoriels qui, tous, correspondent à des situations que le gouvernement précédent avait négligé de régler parfois même à des revendication plus anciennes.
A ce jour, plusieurs de ces questions ont pu être réglées par la concertation et la négociation.
Je veux dire ici notre confiance à Michel Rocard, à son gouvernement, à ses ministres que je salue, pour traiter au mieux le contentieux.
Au-delà des conflits catégoriels, l'ensemble de la fonction publique marque son désarroi. Oui je crois que j'emploi le mot désarroi à dessein... après des années d'attaques brutales, et insidieuses contre le service public, et l'Etat, nos fonctionnaires s'interrogent. Leur pouvoir d'achat stagne, voire régresse. Les

Fondation Jean Jaurès

chiffres en témoignent.
Ils se savent aussi plus vivement et plus cruellement menacés dans l'honneur même qu'ils éprouvent ces instituteurs, ces postiers, ces agents hospitaliers, à exercer leur métier au service de la collectivité.
Dans notre société, il est bien certes d'être au service de soi, mais il est bien aussi d'être au service de tous.
(Applaudissements)
Il faut donc engager la modernisation indispensable à notre administration. Une modernisation qui ne se réduit pas à une recherche d'une meilleure efficacité de l'Etat seulement. La qualité du service public, la motivation des agents, l'adaptation à la demande sociale, sont autant d'objectifs prioritaires vers lesquels doit tendre l'effort de chaque ministre.
Les instances normales de négociation, et tout particulièrement le Conseil supérieur de la fonction publique, offrent bien sûr le cadre adapté pour une impulsion vigoureuse d'une politique contractuelle rénovée.
Cela est-il incompatible avec le souci de bonne gestion qu'est la marque de notre Socialisme ?
La rigueur. J'ai imposé la rigueur en 1982. Elle nous a assuré la réussite économique, et la durée. J'en connais le mérite, et j'en connais aussi les conséquences.
La politique de rigueur fut un moyen, je dis bien un moyen, et je ne fais que me répéter par rapport à ce que nous avons dit, le Président de la République, moi-même, les ministres, à l'époque, un moyen pour assurer la modernisation industrielle de la France.
C'est la priorité à l'investissement, qui réclamait un partage différent des revenus et des profits.
Tout atteste que l'effort a produit ses effets. La désinflation est désormais inscrite dans les comportements économiques. Le taux de marge des entreprises s'est redressé. Le volume de production est au maximum des performances de notre appareil productif.
Au moins, une première étape est atteinte. On le dit d'ailleurs aux Français et c'est bien.
Certes, on a raison de le souligner : les résultats restent fragiles, l'évolution de notre commerce extérieur réclame une puissante incitation à l'exportation.
Certes, l'échéance de 1992 nous sollicite Mais enfin... il s'agit moins aujourd'hui de gérer la rigueur, que de gérer avec rigueur.
La rigueur, dans la gestion de l'économie, ne commande plus aujourd'hui l'austérité. Elle exclut toute impatience, et elle suppose une planification dans la durée, ainsi que l'a rappelé François Mitterrand cette semaine.
Nous faisons d'autant mieux comprendre les contraintes inévitables du partage revenus/investissements, que nous nous situerons dans une optique de moyen terme, désormais, et le gouvernement a tout à fait conscience que la rigueur doit faire place à l'imagination.
Nous devons réfléchir aux finalités de nos politiques.
Cette société d'économie mixte que nous proposons aux Français doit être sans

Fondation Jean-Jaurès

doute mieux précisée dans ses objectifs et ses modalités.
Nous devons assurer nos idées en matière de partage du revenu national.
Quelle part donner à la compétence et au mérite ? Quelle part aux soucis de justice et de redistribution ?
Voilà ce que je souhaitais dire dans le cadre de l'environnement politique de cette convention un peu extraordinaire puisqu'il s'agit des élections municipales mais qui est aussi une convention ordinaire avec le quitus.
J'en arrive au projet municipal.
Chers camarades, cette convention est aussi bien sûr la convention des élections municipales.
Pour gagner, il faut gagner ces élections municipales. Gagner parce que c'est une finalité de notre politique, le moyen de faire progresser nos idées... mais aussi j'oserais dire qu'il faut gagner pour entreprendre.
La commune constitue le lieu privilégié de réussite des politiques nationales.
Le revenu, par exemple le revenu minimum d'insertion, que nous allons mettre en place, ne réussira que s'il mobilise l'ensemble des initiatives locales indispensables. A-t-on seulement pensé que l'insertion accompagnant le revenu minimum pouvait constituer une formidable relance de la vie associative ? De l'amélioration du cadre de vie ? Du développement local ?
C'est aussi au niveau de la commune que nous pourrons transformer la société.
Sur des questions aussi essentielles que le logement, la sécurité, l'école ou la culture, nous pouvons apporter une réponse.
Les Socialistes ont imprimé à leur gestion municipale, depuis des décennies, la marque de la compétence et de l'imagination.
Nous avons à poursuivre et à enrichir encore notre projet car l'action d'un maire doit se renouveler au rythme des mutations de notre société.
Evident sans doute que tout cela... mais, en fait, nous avons à traduire rapidement dans un document les lignes de forces de notre ambition.
A partir de cette convention, un groupe qui sera animé par le Secrétaire national aux études, en liaison bien sûr avec la FNESER, devra se mettre au travail afin d'aboutir avant janvier, à un manifeste municipal. Celui-ci prolongera les propositions pour la ville, et le village, adoptées par la FNESER, le 20 mars dernier.
Mes camarades, la décentralisation n'est pas terminée. L'architecture générale existe. Il convient maintenant de faire vivre de nouveaux espaces de liberté.
Les grandes lois de décentralisation doivent se trouver prolongées par au moins quatre volets et je les évoque brièvement... je veux saluer l'arrivée du Premier Ministre, Michel Rocard...
(Applaudissements)
Mon cher Michel, avant que tu n'arrives, je parlais de l'action du gouvernement et j'ai exprimé notre volonté - et celle du Premier secrétaire et celle de tous les Socialistes - d'exprimer aujourd'hui, à l'occasion de cette convention, la confiance dans l'action du gouvernement, dans l'action du Premier Ministre. J'ai salué en particulier la politique qui avait été entreprise en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
A ce point de mon exposé, j'abordais les problèmes municipaux. Je mentionnais que le manifeste sera adopté lors de la prochaine convention, le 8 ou le 15 janvier prochain, et je disais que, dans ce manifeste, à côté de toutes les questions auxquelles on peut penser, il y avait peut-être quatre volets que je voulais évoquer très brièvement.
Premier volet : il faut un statut de l'élu local.
(Applaudissements)
La complexité des tâches électives exige aujourd'hui une plus grande disponibilité.
Nous avons à en définir les formes et les modalités, en songeant que ce statut devra également intéresser, sous d'autres formes, les élus associatifs. Je pense qu'il faut associer les élus associatifs au statut des élus locaux.
Deuxième volet : il faut aller plus loin sans doute dans la voie de la coopération intercommunale.
La France n'abordera pas l'Union économique européenne dans la dispersion de ses collectivités locales.
Nous sommes attachés aux communes et personne ne propose de les fusionner, d'avoir des politiques autoritaires sur ce plan-là - il n'en est pas question - mais d'ici à l'échéance de 1992-1993, nous devons mener notre réflexion et prendre des décisions pour conduire la coopération intercommunale vers des formes plus achevées.
Vingt ans après la création des Communautés urbaines, il n'y en a guère que neuf en France et il est sans doute temps de renforcer leur nombre. De même, les communautés rurales doivent répondre aux exigences nouvelles de l'aménagement du territoire, aider à revitaliser la France rurale, et je n'exprime pas là d'opinion personnelle car, ayant fait le tour de France à l'occasion de ces rencontres régionales, comme président de la FNESER, j'ai bien remarqué comment ces idées avaient vraiment progressé au niveau des élus et au niveau de nos militants.
Troisième volet : il faut également une réforme fiscale.
Nos impôts locaux portent la marque des origines du siècle, ils ne sont pas adaptés pour des collectivités qui ont à affronter des mutations industrielles, technologiques et culturelles.
Il nous faut enfin réfléchir à la décentralisation financière et peut-être à la modernisation de la gestion des emprunts, cette autre recette locale dont on ne parle jamais, ou pas souvent. Or, je constate que si, du côté des prêteurs, l'offre se modernise - parfois sans réelle transparence - du côté des emprunteurs, c'est-à-dire des collectivités locales, les procédures sont souvent archaïques alors même que le partage effectif des rôles entre l'Etat et les collectivités locales atténue la responsabilité de ces dernières.
Voilà des sujets. Il y en a bien d'autres. La discussion est lancée et ce n'est pas ce soir que nous discuterons de ces problèmes.
Notre stratégie.
Notre stratégie, mes chers camarades, c'est le rassemblement de la Gauche et,

Fondation Jean-Jaurès

bien entendu, la majorité présidentielle.
L'opinion attend beaucoup des Socialistes.
C'est de nous qu'elle exige renouvellement et créativité. C'est nous qui serions mis en cause si la campagne se limitait à des idées reçues. Mais bien entendu, nous ne pouvons prétendre gérer seuls les communes. Comme par le passé, il nous appartient de nouer des alliances.
Je veux parler de notre stratégie.
Mes chers camarades, au cœur de notre stratégie, il y a la volonté du rassemblement de la Gauche. Comment pourrais-je m'exprimer autrement ici, à Epinay, même s'il y a eu bien des évolutions sur ce sujet ?
Cette volonté, nous l'avons inscrite dans notre démarche depuis le Congrès d'Epinay. Elle a été la clé de notre succès. Cette fidélité au rassemblement de la Gauche, c'est le respect que nous devons aux catégories sociales qui nous soutiennent, c'est le respect que nous devons à notre analyse de la société, celle du temps présent comme des perspectives d'avenir, et nous aurons l'occasion d'y revenir au cours du débat idéologique que le Parti entreprendra à partir de janvier 1989 et qui donnera lieu à un Congrès extraordinaire au printemps 1990.
Cette fidélité au rassemblement de la Gauche, nous l'avons traduite dans notre motion de Lille. Elle nous engage face à l'opinion, face à l'histoire et face à nous-mêmes.
Ce rassemblement correspond d'ailleurs à la réalité. Nos positions dans les Conseils généraux, dans les Conseils régionaux et à l'Assemblée Nationale, nous les tenons du rassemblement de la Gauche. C'est lui qui nous permet aujourd'hui de gouverner sans recours systématique à l'article 49-3 pour assurer une majorité parlementaire, encore que ceci mériterait d'être nuancé d'une certaine manière, j'y viendrai tout à l'heure. Mais c'est lui, surtout, qui constitue l'essentiel de l'électorat qui a permis la réélection de François Mitterrand, si je n'oublie pas tous les citoyens et citoyennes qui se sont ajoutés au second tour pour atteindre la cote de 54% des suffrages.
A ceux qui seraient tentés par quelque 3ème force, quelles qu'en soient la nature ou les conditions locales, je leur demande de relire l'histoire et d'analyser les limites d'une pareille stratégie : elle serait celle du déclin inexorablement.
(Applaudissements)
Le rassemblement de la Gauche a pris, au cours des temps, des apparences diverses. Il a toujours existé sous la forme du désistement réciproque, cette discipline républicaine qui ne doit subir aucun accroc.
Il y a six ans, ce rassemblement de la Gauche avait bien fonctionné. Il a permis le succès de politiques municipales dans toutes les communes. La logique aurait été qu'en 1988 ce rassemblement prenne la forme d'un accord national entre les Communistes et nous-mêmes. Comment régler autrement que de parti à parti la complexité d'un dossier qui met en cause des dizaines et des dizaines de milliers d'élus locaux ?
Cette nécessité d'un accord, je l'ai mise en évidence, au nom du Parti, dans une première lettre à Georges Marchais, sur mandat unanime du Bureau exécutif.
Le ton de cette lettre était ferme.

Ferme, parce que j'indiquais que nous refusions les exclusions du Parti Communiste prononcées à l'occasion des derniers scrutins. Ces exclusions ont été peu nombreuses, mais tout de même significatives. Nous n'acceptons pas qu'un parti puisse sélectionner les candidats de l'autre parti !
(Applaudissements)
Ferme, parce que j'exprimais clairement notre volonté de rechercher et de trouver un accord national en vue des élections municipales.
Le Parti Communiste a pris la responsabilité de refuser cet accord national.
Comment l'interpréter ?
Le Parti Communiste se trouve à la croisée des chemins ; en dépit de son déclin électoral au plan national, il a sans doute l'espoir de maintenir ses positions au plan local, ce qui est logique de son point de vue.
Or, il va de soi que nous sommes décidés à faire des listes tenant compte du véritable rapport de forces et que cette question sera, bien sûr, sur la table lors des discussions qu'il y aura entre les Communistes et les Socialistes.
C'est ainsi, sans doute, que les Communistes ont fui, en ne voulant pas l'accord national, une discussion qu'ils craignaient.
Par une curieuse inversion, les voici devenus apparemment très décentralisateurs. Ils rejettent l'idée d'une discussion au plan national, ils rejettent l'idée d'une discussion au plan départemental, seul l'échelon de la commune leur paraît autoriser le dialogue... En fait, ils souhaitent, compte tenu de leur fonctionnement interne, nous imposer une négociation inégale, le Parti Communiste fonctionnant à partir d'une stratégie nationale alors que nous épuiserions nos forces dans une discussion décentralisée.
Je pense qu'aucun d'entre vous n'est dupe de cette subtilité, que naturellement aucun d'entre nous n'est prêt à l'accepter, car elle nous affaiblirait globalement.
Ce désaccord sur la méthode, je l'ai clairement indiqué à Georges Marchais par une seconde lettre dont vous avez pu prendre connaissance. Je n'ai pas voulu, dans cette seconde lettre - et nous en avons discuté au Bureau exécutif - présenter à nouveau la requête d'un accord national, ce qui aurait été voué à l'échec. Cette seconde lettre aurait été inutile si elle s'était contentée de reprendre la première.
Mais j'ai voulu faire une pression maximum, avec les instances nationales, sur le Parti Communiste, en faisant acter que, faute d'un accord général, et à défaut d'accord, eh bien, c'est le Parti Communiste qui introduisait lui-même la logique des primaires.
De cela, il porte aussi la responsabilité. Pas d'accord national = nécessité de primaires, dans des conditions que je qualifierai tout à l'heure.
Le rassemblement de la Gauche reste donc notre règle et je vous dirai dans un instant quelles dispositions nous comptons prendre pour parvenir à l'accord d'une autre façon.
Le Parti Communiste n'a pas voulu, d'emblée, un accord national. Nous lui avons dit que s'il n'y avait pas d'accord national, il y avait naturellement le jeu des primaires et, par les dispositions que nous avons arrêtées à l'unanimité, je pense que, dans les semaines et les mois qui vont venir - plutôt les semaines que

les mois, d'ailleurs - c'est bien pratiquement d'un accord national qu'il sera question finalement, même si ce n'est pas une réunion au sommet.
Voilà pour le rassemblement de la Gauche.
La majorité présidentielle.
Que signifierait, mes camarades, un Parti Socialiste qui laisserait en chemin les forces sociales qui ont toujours fondé en lui leurs espoirs et lui ont donné leurs suffrages ? Je pense que notre réponse est unanime.
Eh bien, mes camarades, que signifierait aussi un Parti Socialiste qui ne s'adapterait pas à l'évolution ? Moins de "cols bleus", des problèmes spécifiques pour les cadres, les agents de maîtrise, des comportements nouveaux en matière de loisirs et de mode de vie, un électorat qui s'élargit, une société qui est en mutation. Nos sociétés sont plurielles, il est normal que notre projet politique en tienne compte.
Si nous sommes attachés au rassemblement de gauche, il est clair que l'ouverture ne s'adresse pas à ceux qui voudraient le combattre, bien sûr. Mais nous ne nous enfermerons pas non plus dans un rassemblement qui exclurait l'élargissement.
Cet équilibre politique, nous le traduirons au niveau municipal en constituant des listes qui reflètent localement la majorité présidentielle.
Qui pourrait contester cette démarche ? Depuis quand la cellule de base de la démocratie devrait-elle se fonder sur des majorités différentes de celle clairement établie au plan national ? Comment contester que le contrat passé entre François Mitterrand et l'opinion se traduise au sein des communes ? Il est indispensable d'établir une cohérence entre l'évolution que nous connaissons sur le plan national et celle que nous devons inscrire sur le plan communal. Le contrat passé par le Président de la République, François Mitterrand, et la France entière, le peuple entier, a sa traduction sur le plan national par la constitution du gouvernement que vous connaissez, et il doit se traduire, sur le plan local, par des listes composées à l'image de cette majorité présidentielle.
On ne peut faire quelque chose et son contraire, et qu'on n'attende pas de nous qu'on soit pour un Ying national et pour un Yang local !
(Murmures et applaudissements)
Mais si ces deux mouvements sont finalement plus complémentaires qu'opposés, à nous de constituer des listes du rassemblement de la Gauche et de la majorité présidentielle. C'est bien l'objectif qui est celui de notre convention, et tel est bien notre projet.
(Applaudissements)
Comment, enfin, refuserions-nous le concours de ceux qui sont avec nous depuis toujours, les Radicaux de Gauche, de ceux qui viennent vers nous, démocrates de progrès ? Il est normal que le Parti Socialiste, parti prépondérant de la vie politique française, attire à lui des courants divers qui s'inscrivent dans cette majorité présidentielle.
Ai-je besoin de dire que cette stratégie tourne le dos à ce qu'on appelle communément la 3ème force, c'est-à-dire des listes de majorité présidentielle constituées dès le premier tour sans les Communistes et étendues à des

Fondation Jean Jaurès

personnalités de l'opposition. De la même manière, elle tourne le dos à de subtiles tactiques qui consisteraient à se faire élire au 2ème tour avec l'électorat de droite, contre les représentants du rassemblement à gauche.
De tout cela nous ne voulons pas car nous voulons la clarté, celle du rassemblement de la Gauche et celle de la majorité présidentielle.
(Applaudissements)
Eh bien, c'est bien cette démarche, mes camarades, qui a fait l'unanimité de l'accord, au Bureau exécutif, et cette unanimité, je souhaite que nous la retrouvions ici même à la Convention nationale car il faut être conscients qu'elle est notre principal atout vis-à-vis du Parti Communiste, vis-à-vis de la Droite et pour attirer le maximum d'électrices et d'électeurs.
Dès lors que cette stratégie sera celle de l'ensemble du Parti, il nous faudra la traduire concrètement dans un dispositif précis. J'en viens donc aux propositions soumises à la Convention nationale, notre ligne de conduite, et ce sera mon dernier volet.
Nous souhaitons le plus grand nombre possible de listes communes, dès le premier tour. Nous ne recherchons pas les primaires pour les primaires, loin de là, et nous mesurons le risque que comportent des campagnes séparées pour l'image même des municipalités sortantes. La primaire doit donc rester l'exception, que nous soyons majoritaires ou minoritaires dans les municipalités de gauche, mais aussi pour les villes à conquérir. La primaire nous garantit de pouvoir établir un rapport de forces. Si nous ne souhaitons pas en abuser, nous devrons néanmoins en user. Chacun comprend que l'abus de primaires locales, sans aucun souci de la solidarité nationale entre Socialistes nous conduirait à de graves mécomptes, pas seulement tactiques mais aussi stratégiques.
En conséquence, le Bureau exécutif, unanime, vous demande de décider :

1) Qu'une seconde convention se tiendra le 8 ou le 15 janvier, date à choisir - la Commission des résolutions vous fera des propositions - pour adopter le manifeste et trancher en appel de la conformité des listes contestées, c'est-à-dire que là où il y aura eu des contentieux, ce sera de toute manière à la prochaine convention que nous arrêterons la composition de ces listes.
2) Et là j'apporte une précision qui a quand même son importance par rapport à des informations que j'ai lues ici ou là, de donner mandat au Bureau exécutif de ratifier les listes, listes naturellement conformes, et d'autoriser d'ici à la fin de l'année des primaires dans les conditions suivantes et je veux dire que nous n'allons pas attendre, bien sûr, la convention de janvier pour donner le feu vert à nos listes ; il est clair qu'on est déjà parti, pour les élections municipales, en tout cas on se prépare, on attend que le feu vert soit donné et, dans une semaine, peut-être deux en tenant compte des circonstances locales, le Bureau exécutif sera bien sûr habilité par la convention, c'est-à-dire par vous, à donner le feu vert ; là où il n'y a pas de problèmes, je ne vois pas pourquoi on attendrait janvier pour "partir".

Voici donc dans quelles conditions le Bureau exécutif pourra donner ce fameux

Collection Jean-Jaurès

feu vert, ou, au contraire, mettre un feu rouge, parfois même un feu clignotant.
Premier élément : les fédérations rencontreront leurs homologues de gauche, Communistes en particulier, pour constituer des listes communes dès le premier tour. Elles informeront nos sections locales ; elles les appelleront à constituer ces listes communes.
Deuxièmement : dans les villes de moins de 20 000 habitants, il appartiendra aux fédérations de ratifier les accords conclus. Il n'y a pas de problème, c'est aux fédérations de prendre leurs responsabilités et, bien sûr, de nous informer.
Troisièmement, pour les villes de plus de 20 000 habitants, le Bureau exécutif ratifiera la constitution des listes, après avis des fédérations. En cas de désaccord, si l'on n'arrive pas à un accord pour diverses raisons, les fédérations décideront des primaires pour les villes de moins de 20 000 habitants, après avoir informé le Bureau exécutif.
Point suivant : en cas de désaccord, le Bureau exécutif décidera des primaires pour les villes de plus de 20 000 habitants, après avis des fédérations.
Enfin, le contentieux qui résulterait de l'application de ces décisions sur l'appel d'une section ou d'une fédération sera bien sûr transmis au Bureau exécutif et présenté à la prochaine Convention nationale de janvier qui tranchera, elle, définitivement.
Voilà le dispositif précis que nous souhaiterions voir adopté et qui nous permettra dans la solidarité de préparer, dans les meilleures conditions, la constitution de nos listes et de défendre les intérêts, je crois, à la fois de nos militants, de nos élus et ceux du Parti Socialiste.
Ai-je besoin de rappeler que la convention de ce jour doit ratifier l'élection du premier des Socialistes dans les villes de plus de 20 000 habitants ? La Commission des résolutions vous fera des propositions, y compris celle de réserver la décision à prendre dans quelques cas rares, et, dans ces cas, d'habiliter le Bureau exécutif à pouvoir prendre une décision dans les prochaines semaines.
Mes camarades, je regrette de vous faire un cas d'espèce, mais pour une ville, le Premier secrétaire a reçu - contrairement à nos statuts - la candidature individuelle d'un maire en exercice. Il vous appartiendra d'apprécier la proposition que vous fera, pour ce cas, la Commission des résolutions, mais moi, je voudrais vous dire - et sur ce plan, je veux le dire en tant que Premier secrétaire, et ce sera à vous d'en décider en Commission des résolutions, et rapport vous sera fait demain - que le Parti Socialiste a des règles et a des règles pour tous. Rien ne serait plus grave que de faire une exception à nos règles fondamentales. Nos élus se doivent d'être élus, d'abord, parce qu'ils sont désignés par nos militants et par le Parti Socialiste... (applaudissements)… c'est mon rôle de le rappeler. J'aime bien les instituts de sondage, mais j'aime bien aussi mon Parti et je pense que ce qui est plus important pour désigner des élus, ce n'est pas ce que l'on obtient avec un institut de sondage, c'est la désignation des militants du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Cette procédure de confirmation des listes sera d'ailleurs pour nous l'occasion

de mettre en œuvre deux engagements sur lesquels je souhaite, pour finir, appeler votre attention.
Il s'agit, en premier lieu, de la place des femmes sur nos listes.
(Applaudissements)
C'est une préoccupation légitime. Nous avons des statuts. Vous connaissez la règle des 20%. Je pense, et je suis sûr que nous sommes nombreux à penser - et je souhaite que ce soit l'unanimité, en tout cas la majorité - qu'il faut donner des instructions, que nous avons d'ailleurs déjà envoyées aux fédérations, pour qu'on obtienne une représentation des femmes, dans une proportion de 30%.
(Applaudissements)
Il faut faire un effort, il faut aller au-delà de ce qui est prévu par nos statuts, et la Commission des résolutions sera saisie de cette proposition.
Je pense que ce ne serait tout de même pas le seul sujet de désaccord que nous aurions ce matin... je vois certaines réactions, je pense que nous devons avancer.
Par ailleurs, la même exigence de représentation m'amène, mes camarades, à insister tout particulièrement pour que la composition des listes prenne en considération la place à accorder aux jeunes... (applaudissements)... et tout particulièrement aux Français de la seconde génération.
(Applaudissements)
Là encore, notre volonté de représenter toutes les composantes de notre peuple doit s'exprimer concrètement.
Mes chers camarades, j'en ai terminé. Chacun mesure l'intensité de l'effort que nous allons accomplir, la nécessité d'une organisation précise, solidaire. Il nous faudra des nerfs solides, un grand sens de la solidarité entre nous, et la conviction que la victoire du Parti Socialiste est au prix d'une grande discipline. Si nous parvenons à mener cette procédure dans le sens que je viens de vous indiquer, personne ne pourra nous entraîner là où nous ne voudrions pas aller, et finalement, nous irons à la victoire.
Plus que jamais, le succès dépend d'abord de nous. Il dépend de notre savoir-faire. Il dépend de notre conviction. Il dépend de notre discipline et il dépend aussi de nos idées, mais ce thème, ce sera surtout celui de la prochaine convention.
Bon courage, camarades !
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Mauroy.
Avant d'ouvrir la discussion générale, je lance un dernier appel pour les délégués qui n'auraient pas encore remis les résultats des votes de leur fédération. Ils sont priés de le faire d'urgence auprès de l'accueil.
Merci.
J'ouvre maintenant la discussion générale pour laquelle j'ai déjà eu un grand nombre de demandes d'interventions. Je demande donc à chacun d'être le plus bref possible, de manière que chacun puisse intervenir dans des délais raisonnables.
Je donne la parole à Didier Leconte, Premier fédéral de l'Essonne. Puis à Yvette

Fondation Jean Jaurès

Roudy.

Didier Leconte

Mes chers camarades, je respecterai le souci de notre président d'avoir des interventions courtes.
Après la discussion que nous avons eue dans notre fédération et dans l'ensemble des sections, nous savons que les élections municipales de 1989 doivent permettre une avancée significative pour notre Parti, pour nos élus, mais surtout pour tout ceux qui nous ont fait confiance, il y a 6 mois, en permettant la réélection de François Mitterrand, et notre réflexion collective, pour préparer cette échéance, et prolonger localement nos succès nationaux, s'intéresse bien sûr au cadre dans lequel s'inscrit notre stratégie.
Après les débats, après les précisions qui ont été apportées par notre Premier secrétaire; Nous croyons qu'il ne serait pas bon que la méthode et les orientations que nous allons retenir ici, ne soient perçues comme un recul par rapport à la méthode que nous avions élaborée, construite, au fil du temps, au cours des échéances électorales passées, notamment pour construire le rassemblement de la Gauche, de toute la Gauche dans notre pays.
Notre responsabilité est d'autant plus grande que les Socialistes constituent aujourd'hui la force politique majeure et qu'ils portent, avec fierté, la charge de rassembler la Gauche.
Le Parti Communiste, à cette étape, affirme qu'il ne veut ni un accord national, ni discussion départementale mais discussion locale, ville par ville pour mieux s'intéresser certainement à celle où il dirige une liste d'union de la Gauche, et corrélativement, interdire de constater les modifications du poids électoral au sein de cette union.
Mais, même si nous sommes contraints par le temps, 4 mois, c'est court, peut-être pouvons-nous prendre notre électorat à témoin et créer les conditions politiques pour amener le Parti Communiste à avoir une autre attitude.
Nous devons affirmer à l'intérieur du Parti, comme à notre électorat que nous ne gagnerons réellement les élections municipales que si nous avons fait la preuve que nous voulons rassembler au premier tour, toux ceux qui le 8 mai ont fait le choix de la solidarité, de la lutte contre les inégalités, un réel changement dans ce pays.
(Applaudissements)
Donc le rassemblement et l'union doivent être la règle, dès le premier tour, les primaires, l'exception. Si nous n'affirmions pas cette option avec force, très vite, localement, nous serions confrontés au risque du chacun pour soi, y compris de camarades militants de notre Parti, qui vivraient une relative incertitude face à la pression du Parti Communiste.
Nous savons bien que c'est l'un des éléments du piège que voudrait nous préparer aujourd'hui le Parti Communiste.
Il faut donc, en présence de notre électorat, qui lui est convaincu, que la stratégie de l'union de la Gauche a constitué un succès pour la gestion de nos villes, que nous le prenions à témoin de l'intransigeance de l'attitude des Communistes, et

que nous affirmions sur le terrain la nécessité politique de rassembler toute la Gauche.
Je souhaite que les orientations qui seront définies par cette convention tiennent compte de cette orientation et de cette règle en considérant effectivement que les primaires doivent être l'exception dès le premier tour.
Dans le cadre de cette réflexion justement, ma fédération a proposé dans son département à l'échelle fédérale que nos contacts, avec les différents partenaires, et notamment le Parti Communiste, s'appuient sur les bases objectives et, pour ce faire, pour la constitution des listes de rassemblement, et pour mesurer le plus juste possible, les influences réelles de gauche, notamment entre le PC et le PS, nous proposons de prendre en compte l'ensemble des suffrages exprimés dans les scrutins qui ont suivi les précédentes élections municipales.
C'est un bon moyen arithmétique d'opposer aux exigences Communistes ce que nous sommes nous-mêmes, réellement dans le cadre de la Gauche, et nous proposons que cette règle soit ici retenue par l'ensemble des fédérations et que la Convention nationale la propose pour les prochaines négociations.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Didier Leconte de s'être tenu dans un temps de parole bref.
La parole est à Yvette Roudy. Ensuite à Gérard Fuchs.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, très brièvement, puisqu'il nous est demandé d'être bref, je serai concrète et je serai pratique. Simplement pour préciser un des points qu'a évoqué notre Premier secrétaire.
Pierre Mauroy vient en effet d'annoncer qu'il a été décidé que nous devrions faire figurer sur nos listes aux prochaines municipales - et nous avons encore quelques mois pour nous y préparer - une proportion de 30% des femmes.
Je crois que c'est une bonne idée... c'est une belle idée bien sûr, mais je crois qu'en plus, c'est une bonne idée parce que cela pourra nous être utile. Ce sera une manière de faire un signe à un électorat qui était venu vers nous en 1986 et qui a tendance, en ce moment, mes chers camarades, à nous quitter.
Je crois qu'il est important qu'il y ait un signe mais quelque chose de précis, pas quelque chose de fou. S'il s'agit d'un geste qui manque de précisions, il vaut beaucoup mieux ne pas le faire, sans quoi nous risquerions de perdre de notre crédibilité.
C'est pourquoi je précise que ce chiffre étant modeste - n'étant pas parmi les premiers de nos amis européens - sachant qu'il est possible, puisque aujourd'hui aux municipales, grâce à ce scrutin, et grâce aussi au fait que l'espace municipal permet d'attirer davantage de femmes, je crois qu'il ne s'agit plus que de notre volonté.
Dès lors qu'il ne s'agit que de notre volonté, nous pouvons certainement réaliser ce qui sera une avancée définitive qui restera, je pense, dans l'histoire et qui nous permettra, mes chers camarades, de reprendre un leadership sur un terrain

Fondation Jean Jaurès

où nous l'avons eu et où nous venons de le perdre.
Après avoir été ceux qui ont proposé des mesures volontaristes pour permettre aux femmes de combler un handicap, nous avons été un modèle au sein de l'Internationale Socialiste, en décidant en 1979, d'avoir 30% de femmes sur nos listes européennes, une sur trois, et ceci a été préservé lors des secondes élections européennes. Ce fût une bonne chose. C'était à la proportionnelle, c'était possible.
Prenons le même modèle pour les municipales : nous avons montré le chemin à ce moment-là, en 1979. Depuis nos amis de l'Internationale nous ont suivis et l'Espagne, où j'étais chez nos amis espagnols du Parti Socialiste, la semaine dernière, vient d'opter pour la même décision et pour 25% pour la représentativité intérieure, alors que nous en sommes, nous, à 20%.
L'Allemagne est à 40. La Suède à plus de 35. Et la Norvège a atteint l'égalité, puisqu'elle a atteint 50.
Donc, la proposition qui vous est faite est une proposition raisonnable, précise, mais il faut qu'elle soit très volontaire. C'est pour cela que je demande que la décision qui sera prise précise bien qu'il s'agira d'une place sur trois, qui sera donnée et qu'il s'agira de traiter les listes au moment de l'homologation avec la même rigueur que ce principe que le Premier secrétaire vient de nous expliquer s'agissant des règles de l'union de la Gauche et de nos relations avec le Parti Communiste.
Si nous n'avons pas cette volonté, si nous ne nous fixons pas de règles précises, si nous nous contentons d'un discours flou et vague, nous n'aurons pas avancé et nous risquerons même de reculer.
Je vous dis cela très simplement, je n'essaye pas de faire de belles phrases, je ne veux pas faire un grand discours. Ce sujet, nous le connaissons. Je sais que, sur la question du quota, il y a toujours un débat au Parti Socialiste, bien qu'il ait été tranché. Je sais d'ailleurs que sur le quota notre Premier Ministre ne partage pas mon opinion. Je sais aussi que lorsqu'il s'est agi, en 1983, de faire voter la règle des 25% pour les listes municipales, l'Assemblée Nationale tout entière l'a votée, mais le Conseil Constitutionnel l'a cassée au motif qu'il s'agissait d'une infraction au principe de l'égalité.
A cela, il faut que nous sachions, nous qui sommes des politiques et qui sommes aux commandes de l'Etat, nous qui sommes des Européens, que la Communauté européenne a institué et adopté une règle qui dit : pour ce qui est de l'écart entre les hommes et les femmes, à chaque fois qu'il est constaté un retard dans un domaine quelconque à l'encontre des femmes il est recommandé de prendre des mesures exceptionnelles, que l'on appelle des actions positives, que l'on appelle des mesures de rattrapage, par dérogation au principe de l'égalité, aussi longtemps qu'il existera un écart.
Nous avons donc l'arsenal juridique, si j'ose dire, de riposte à l'argument du Conseil Constitutionnel. On pourrait l'utiliser si on le voulait.
C'est pour cela que j'ai parlé de volonté. C'est pour cela que je dis que le principe de l'égalité, qui est un de nos principes profonds, est maintenant insuffisant s'il ne s'accompagne pas de mesures exceptionnelles qui s'appellent

des mesures de rattrapage sous toutes leurs formes et, pendant cinq ans, c'est sur ce principe-là que j'ai fondé tous les textes qui sont passés et qui sont des textes encore exemplaires au regard européen.
Mes chers camarades, le Parti Socialiste doit se montrer énergique, doit se montrer volontaire, doit se montrer exemplaire sur ce point, avec les précisions que je viens d'indiquer, sans quoi nous risquerions de manquer un rendez-vous de plus, ce qui serait tout à fait dommage.
(Applaudissements)

Le président - Avant Gérard Fuchs, je donne la parole à Marcel Debarge pour une communication.

Marcel Debarge

Mes camarades, une communication qui apporte un élément complémentaire à la réflexion de la Convention nationale.
Je viens d'avoir une rencontre, à sa demande, dans une salle annexe, avec Paul Laurent. Celui-ci m'a communiqué, pour le Premier secrétaire du Parti, et manifestement en direction de la convention, un texte. Je crois qu'il est tout à fait logique de le lire dans son intégralité. Il est long.
Le texte du Parti Communiste français au Parti Socialiste :
"Chers camarades... (applaudissements)… votre Parti est réuni en Convention nationale afin de prendre des décisions en vue des élections municipales de 1989…
(Lecture)

Le président - La parole est à Gérard Fuchs ; ensuite, Louis Mermaz.

Gérard Fuchs

Chers camarades, si la lettre que vient de lire Marcel Debarge donne sans doute un piment supplémentaire à nos assises, je ne suis pas sûr, à première lecture, qu'elle en change fondamentalement les données.
Nous savons - c'est notre point de départ - que pour toute formation politique, son implantation municipale est quelque chose de déterminant. C'est déterminant en termes de position de pouvoirs concrets, c'est déterminant aussi en termes de vitrine de gestion offerte à la population car c'est sur le terrain municipal que l'on peut vérifier concrètement que les Socialistes, comme tous les autres, ont leurs idées, mais ont également des pratiques qui sont en accord avec ces idées.
Nous savons, chers camarades, que gagner ou perdre des élections municipales, n'est souvent que le prélude à gagner ou perdre des élections nationales, nous l'avons vérifié, il vous en souvient, dans les deux sens.
Les élections municipales de 89 auront, cela étant, je crois, une importance particulière pour trois raisons d'abord nous sommes au gouvernement et la présence de Michel Rocard à cette tribune, en témoigne physiquement et

Fondation Jean-Jaurès

heureusement.
Nous sommes au gouvernement et nous savons qu'il est plus difficile de gagner ces élections municipales dans ces conditions là.
Deuxièmement, notre principal partenaire ne sait plus très bien, me semble-t-il, où il en est et la lettre de Paul Laurent à cet égard justifie l'attitude qui a été la nôtre au Bureau exécutif il y a huit et quinze jours, en disant : nous souhaitons une rencontre nationale, nous souhaitons que s'il n'y a pas d'accord possible, l'ensemble des Français soient pris à témoin. Et apparemment cet argument a porté puisque aujourd'hui on vient nous dire : oui, peut-être, nous avions répondu un peu vite. Car c'est cela, le fond de la lettre de Paul Laurent et c'est de cela dont il nous faudra discuter tout à l'heure.
Nous sentons bien le désaccord, le décalage qui demeure entier au sein du Parti Communiste entre ce refus de soutenir une politique gouvernementale qui est une politique de Gauche et cette volonté de risette au niveau local, cette capacité dont il se crédite à distinguer les deux niveaux, je ne pense pas que nous puissions la prendre pour comptant.
Troisième point enfin, Pierre Mauroy l'a évoqué, la question des abstentions.
Nous avons connu lors des derniers scrutins un montant croissant d'abstentions. Est-ce accidentel ? Est-ce saturation démocratique ? Est-ce plus profond ?
Il y a là, je crois, aussi une vraie question qui nous est posée et c'est sur ces trois points, nous sommes au gouvernement, le Parti Communiste et l'abstention, que je voudrais présenter devant vous quelques commentaires.
Nous sommes au gouvernement et nous y sommes, chers camarades, grâce à deux élections, l'élection présidentielle et l'élection législative. Nous sommes au gouvernement sur la base d'une majorité qui indiscutablement comprend la Gauche et toute la Gauche, et comprend aussi, nous le savons bien, au-delà de la Gauche les hommes et les femmes qui avant les présidentielles ou juste après ont accepté de soutenir l'action du Président de la République.
Il ne me parait pas imaginable que cette réalité de la majorité présidentielle puisse être niée par un de nos partenaires, fût-il le Parti Communiste. Un tel refus, Pierre Mauroy l'a dit clairement et je le réaffirme après lui, serait pour nous un motif de non-accord local car il n'appartient pas au Parti Communiste de décider qui est dans la majorité présidentielle et qui n'y est pas.
(Applaudissements)
Il y a pour moi, chers camarades, nécessité absolue de cohérence entre la composition du gouvernement et la composition des listes municipales, car c'est cette cohérence nous le savons, qui permettra que l'influence de notre Parti continue de grandir et non pas décroisse.
Le Parti Communiste le sait bien aussi et c'est cela qui le gêne et qui explique pour une large part son attitude. Il serait dommage que ce soit nous qui l'oublions.
Nous sommes au gouvernement et nous devons en utiliser aussi les aspects positifs, car enfin, après à peine six mois, nous pouvons présenter un bilan et je crois qu'au mois de mars prochain ce bilan sera encore davantage un argument pour nos élections municipales.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons parlé ce matin de la Nouvelle-Calédonie et il est vrai que peut-être le referendum nous a déçus par son taux d'abstentions. Mais nous devons rappeler aux Français quelle était la situation que nous avons trouvée au mois de mai, quelle est la situation de paix qui règne aujourd'hui sur le territoire, et tous ceux, même si ce n'est pas la majorité, qui se préoccupent des Droits de l'homme, tous ceux qui ont le souvenir des processus de décolonisation antérieurs, tous ceux qui se préoccupent de l'image de la France dans le monde sauront gré à notre gouvernement et à son Premier Ministre de ce premier acquis. Deuxièmement, nous irons aux élections municipales avec le revenu minimum d'insertion qui commencera à être mis en pratique, Pierre Mauroy en a parlé.

Je voudrais ajouter juste un mot à cet égard. Cette mise en œuvre du revenu minimum d'insertion, cela va changer fondamentalement l'action sociale dans nos communes, les modalités de cette action sociale, les relations de nos élus avec en particulier le tissu associatif qui aura la charge de l'insertion. Cela peut nous permettre de passer d'une conception d'assistance à une conception de réinsertion dans la vie active à travers la formation, à travers toute une série de mesures, aidant les personnes concernées à davantage se prendre en charge.

Cela peut être exemplaire, à nous de le faire valoir et de commencer à le mettre en œuvre.

Nous aurons, chers camarades, aussi derrière nous un budget qui au mois de mars sera voté, qui sera conforme aux priorités de la lettre aux Français de François Mitterrand, c'est-à-dire une priorité à l'éducation, à la recherche, à la culture, à l'emploi, et même s'il faudra bien sûr aller plus loin dans ces directions, qui ne pourrait remarquer les inflexions avec la politique du gouvernement de Jacques Chirac ?

Nous sommes au gouvernement enfin, et même si nous avons rencontré ces dernières semaines, et si nous rencontrons peut-être encore une situation sociale difficile, nous sentons bien qu'aujourd'hui le gouvernement est engagé dans une double logique qui nous donne satisfaction, la logique de prendre en considération l'amélioration réelle de la situation économique et le caractère justifié d'une part au moins des revendications salariales qui nous sont présentées. Tel est le sens du geste proposé dans la fonction publique.

Mais nous savons aussi que ce gouvernement sent bien que l'inquiétude de ceux qui sont aujourd'hui en grève est une inquiétude qui va au-delà du salaire, c'est une inquiétude qui porte sur leur métier, qui porte sur leur avenir, sur les effets de la modernisation.

Je crois que les négociations qui vont s'ouvrir, comme l'a dit Michel Rocard, métier par métier, avec cette volonté d'examen sur plusieurs années de l'avenir de chacun est l'illustration à la fois de notre respect de la dignité de nos interlocuteurs et de notre volonté d'une politique contractuelle, et cela pèsera positivement, j'en suis convaincu, sur la portée des élections municipales.

Nous sommes au gouvernement, tirons-en fierté et avantage.

Deuxième point, le Parti Communiste. Je crois que la question de nos relations avec lui trouble aujourd'hui un certain nombre de nos camarades. Je voudrais

simplement énoncer devant vous trois affirmations.
Première affirmation, nous ne devons pas faire de complexe injustifié à l'égard du Parti Communiste. Il n'est pas l'étalon de la vraie Gauche, en aucun sens !
(Applaudissements)
Nous connaissons les difficultés de sa situation. Il n'y a plus de référence. Qui peut aujourd'hui présenter comme modèle l'Union soviétique, aussi intéressantes que soient les expériences de Gorbatchev ?
Il n'a plus de projet mobilisateur. Qui peut croire à sa perspective de Socialisme démocratique, quand on constate la réalité de son fonctionnement ?
Il n'a plus d'hégémonie sur le monde du travail et nous savons bien, et nous en sommes heureux, c'est une donnée de la situation actuelle, qu'il y a aujourd'hui y compris dans le noyau de la classe ouvrière plus d'électeurs Socialistes que de Communistes, et, chers camarades, c'est le résultat de notre action de ces dernières années.
(Applaudissements)
Ne nous laissons donc pas impressionner. C'est ma première affirmation.
La deuxième, c'est de dire : pas de nostalgie inutile. Il n'y a plus aujourd'hui ni programme commun, ni stratégie commune, ce n'est pas notre fait. C'est le Parti Communiste qui a choisi délibérément, et la lettre de Paul Laurent le confirme, de cesser d'être un parti de gouvernement. Il l'a cessé, pardonnez-moi de le dire comme je le pense et je le regrette, parce que c'est trop dur, parce que les plus révolutionnaires d'entre les siens trouvaient que le monde ne changeait pas assez vite, parce que les plus poujadistes trouvaient plus facile de protester que de proposer, et cela, malheureusement, c'est quelque chose dont il y a fort peu de chances que cela change encore, car si demain le Parti Communiste revenait à son attitude antérieure, il perdrait ceux qui lui restent et qui partagent ses sentiments.
Et pourtant, et pourtant, malgré tout, je pense que nous avons et que nous continuerons d'avoir avec le Parti Communiste une relation particulière. Pourquoi ? Nous voulons aujourd'hui que le Parti Socialiste soit le seul d'une coalition progressiste nécessaire pour s'opposer à la coalition conservatrice dans ce pays, et nous savons que par sa nature, par sa réalité sociale, l'électorat du Parti Communiste tel qu'il subsiste encore doit trouver sa place dans cette coalition. Car il n'y aura pas de changement dans le sens des valeurs que nous souhaitons sans que le combat de ces hommes et de ces femmes trouve sa place aux côtés du nôtre.
Nous ne devons pas souhaiter la disparition du Parti Communiste, et curieusement, car une partie de ceux qui restent chez lui pour des raisons d'histoire et de culture ne viendrait pas chez nous, et une autre partie risquerait de partir vers l'extrême droite, vers le nouveau poujadisme du Front National.
Qui peut à Gauche souhaiter une telle évolution ?
Je crois donc que nous devons par rapport à lui, dire que nous reconnaissons cette relation particulière et que nous demandons à nos autres partenaires de la reconnaître aussi.
Je m'arrêterai quelques secondes sur ce point. J'entends parfois du côté de gens

qui veulent se rapprocher de nous aujourd'hui, et pourquoi pas, un discours étrange. Ils nous disent que cet aspect de symétrie entre le Parti Communiste et le Front National ne les dérange pas. Chers camarades, sur ce point je crois que nous devons être très clairs. J'admets que l'on puisse comparer les crimes d'Hitler et de Staline. Je n'admets pas que l'on puisse comparer les valeurs dont se réclament le Parti Communiste et le Front National.
(Applaudissements)
Alors je crois que ces trois affirmations, pas de complexe, pas de nostalgie, une réalité sociale et soyons nous-mêmes, voilà ce qui constitue les bases de la discussion que nous devons avoir. Nous y reviendrons dans la journée. Je crois qu'à cet égard, l'accord de la direction du Parti est unanime.
(Applaudissements)
Je terminerai par une référence très brève à l'abstention. Je crois qu'il y a là un réel problème de fond. Je suis de ceux qui ont peur aujourd'hui que ceux qui sont ou qui risquent de devenir des exclus de l'économie se transforment en exclus de la politique.
Nous avons tous constaté, c'est particulièrement vrai dans cette banlieue de Seine Saint-Denis où nous nous réunissons, ce taux d'abstention croissant, présidentielles, législatives, cantonales, referendum, et nous savons qui s'est abstenu : ce sont les jeunes, ce sont ceux qui sont en situation difficile, ce sont ceux qui n'ont plus d'emploi, et parfois ceux qui n'ont plus d'espoir. Et cela doit retenir en priorité notre attention, car ce sont nos réserves, car c'est à eux que nous nous adressons aussi, car à la fois c'est d'eux dont nous avons besoin, mais eux ont aussi très profondément besoin de nous.
C'est le problème de notre plate-forme municipale, des propositions que nous mettrons en avant, c'est le problème aussi de nos comportements, de nos pratiques de terrain car autant que les discours, c'est à travers les pratiques, à travers notre exercice de la fonction d'élu ou de militant que nous pourrons les amener au combat politique, et je crois qu'il y a là quelque chose d'indispensable.
Alors, chers camarades, le remède me parait simple et il tient pour moi en deux phrases : soyons nous-mêmes, soyons Socialistes sans complexe et acceptons aussi le dialogue et le rassemblement sans inquiétude, car si nous sommes nous-mêmes sans complexe et sûrs de nous, il ne peut que profiter à nos idées et à nos valeurs.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Gérard Fuchs.
Louis Mermaz, dernier orateur de la matinée.

Louis Mermaz

Chers camarades, le Parti Socialiste se prépare donc à s'affirmer dans cette nouvelle phase de la vie politique française. Plus que jamais il est nécessaire, me semble-t-il, que nous allions, nous, les Socialistes, à notre allure, que nous nous organisions autour de notre projet, autour de nos objectifs.

Fondation Jean Jaurès

La campagne présidentielle de François Mitterrand nous a fourni il y a encore quelques mois l'occasion de le faire. Nous l'avons fait à nouveau dans la foulée des législatives. Plus que jamais il est urgent d'être nous-mêmes, et nous le manifesterons à travers l'élaboration et l'adoption du manifeste municipal qui pour le Parti de la décentralisation doit être, et c'est ainsi que nous l'entendons, beaucoup plus qu'une formalité.
L'élection de François Mitterrand le 8 mai, le fait que nous disposions à l'Assemblée Nationale du groupe le plus nombreux, autour duquel les débats et les décisions s'organisent, le fait que le gouvernement de Michel Rocard gère les affaires de la France, exerce à côté du Président de la République un magister dans toutes les grandes affaires, le soutien du groupe au gouvernement, la concertation permanente entre le Parti, le groupe parlementaire instrument du Parti et le gouvernement, tout cela fait que finalement nous choisissons. Certes, il y a autour de nous de l'ambiguïté, beaucoup d'ambiguïté dans l'atmosphère.
Il y a l'ambiguïté d'un parti qui ne fait pas du tout partie de la majorité. L'ambiguïté de l'UDC qu'on appelle plus couramment l'ambiguïté des centristes mais n'y a-t-il pas aussi ambiguïté du Parti Communiste ?
Je n'établis pas de parallèle. Ce serait facile, donc ce serait faux. Chacun son style !
Les positionnements, les histoires politiques, sont très différentes.
Pour nous, l'important, c'est de continuer chaque jour de se rassembler autour des options qui ont été celles de François Mitterrand et qui ont permis à une majorité de se dégager un certain 8 mai.
La composition de cette majorité, on la connaît. On la pressent. Les sondages, les institutions de sondages ont leur utilité et permettent de la cerner. Cette majorité n'exclut personne de gauche. Elle rassemble mais elle élargit aussi autour du Parti Socialiste, autour de la Gauche, dans un mouvement qui doit être naturel et authentique.
Et c'est le mouvement de cette époque, et de cette date-là qu'il nous faut reproduire à l'occasion des élections municipales.
C'est vrai que chaque fois qu'il y a élection municipale, il y a élaboration d'une sorte de plan d'occupation des sols. Et les élus que nous sommes savons ce qu'est un plan d'occupation des sols. Nous avons que parfois les choses peuvent déraper et nous n'avons jamais admis et nous n'admettrons jamais que les Communistes aient pu nous faire perdre deux présidences de Conseil général dans l'Indre et dans l'Allier.
(Applaudissements)
La lecture consciencieuse à laquelle Marcel Debarge vient de se livrer n'a pas changé notre connaissance du terrain.
Nous savons qu'il y a des municipalités de gauche, qui ont été gérées pendant de nombreuses années au moins six ans parfois et beaucoup plus, avec à leur tête des maires Socialistes.
Nous savons aussi que dans ces communes-là, les Socialistes sont tout naturellement amenés à revendiquer, non point pour se perpétuer à eux-mêmes, mais parce que la situation politique les confirme dans cette analyse, la direction

Fondation Jean Jaurès

de ces municipalités-là.
Six ans de scrutin locaux, et nationaux le confirment.
Nous savons qu'il existe aussi des municipalités où la tête de liste est un Communiste où le maire est Communiste.
Nous savons qu'il arrive parfois que les rapports de forces depuis 6 ans se soient constamment et régulièrement inversés, ce qui bien sûr suppose un problème.
Nous savons aussi qu'il existe des municipalités de droite que nous voulons reconquérir ou conquérir, et que la statistique électorale nous apprend, si nous ne le savions, que depuis 6 ans au moins déjà le Parti Socialiste est le mieux placés pour conduire ces batailles-là.
Donc cette constatation-là étant faite, il n'échappe à la sagacité de personne, de quelques formations politiques que ce soit, que nous devons apprécier la situation avec le réalisme nécessaire, savoir qu'il y a des différences de sociologies électorales, et qu'une municipalité gérée par les Communistes n'est pas, sur même fond de population, une municipalité gérée par les Socialistes, encore que les différences, du fait des progressions constantes du Parti Socialiste, tendent à s'effacer.
Pour nous, la règle se doit être - et Pierre Mauroy l'a rappelé ce matin - le rassemblement de la Gauche.
Nous avons la volonté de rechercher le rassemblement de la Gauche... et notre recherche sera honnête, dynamique, et sans concession.
Chaque fois que nous pourrons le faire, dès le premier tour, nous serons réjouis de pouvoir le faire.
Nous voulons qu'il y ait de chaque côté, également chez le partenaire, quelles que soient les conditions de départ, la volonté de tout faire pour que nous l'emportions.
Mais il ne faut pas que le partenaire tente de nous imposer là où nous sommes en situation dominante, des sortes de listes racornies, ou rabougries, ce que nous n'avons jamais accepté de faire, ni en 1971, ni en 1977, ni en 1983.
Les Communistes ne devraient plus se livrer à ce jeu d'enfant, à ce jeu d'adolescent qui s'appelle la chasse à la "poterne"... la poterne est un animal fabuleux qui n'existe donc pas.
Le centriste, tel qu'il est décrit par les Communistes est un animal fabuleux qui n'existe pas. Nous ne devons pas, nous non plus, nous Socialistes, et nous n'en avons pas l'intention, courir après des mirages, après de soi-disant centristes qui n'existent pas, puisque le centriste n'est pas dans la situation de se rassembler avec la Gauche. Il n'existe pas dans la majorité du 8 mai. Il n'existe pas dans la majorité présidentielle.
Mais un ministre centriste, à partir du moment où il répond à l'appel du Président de la République, et entre dans le gouvernement de Michel Rocard, non seulement n'est plus centriste pour nous, mais n'est plus reconnu comme tel par son camp d'hier et n'est plus reconnu comme tel par l'opinion.
Notre volonté sera donc de rassembler, d'élargir autour du PS, autour du manifeste municipal, autour de toutes nos options, autour du rassemblement de la Gauche. Et le PS devra être ferme sur sa stratégie. D'ailleurs les dispositions

Collection Jean Poperen

que nous propose Pierre Mauroy sont des dispositions qui doivent nous conforter localement.
Mais le PC n'a pas le droit de vouloir nous stériliser. L'union est un combat, belle formule, mais il ne faudrait pas que le combat efface par trop l'union.
Tous ceux qui sur des options de gauche, tous ceux qui autour de l'action du Président de la République veulent nous rejoindre, ont le droit de le faire.
Nous aurons bien garde de focaliser tout ce qui va se passer dans les prochaines semaines sur un débat classique, un peu dépassé PS/PC, qui fatiguerait l'opinion publique et qui empêcherait notre développement et notre extension.
De l'autre côté, nous veillerons, et cela va de soi - il y a peu de cas - à ce que là où des ministres issus d'autres formations à l'origine que la Gauche, nous ont rejoint, prennent la tête de liste, ils n'appellent sur leur liste, des hommes et des femmes, qui, eux, seraient demeurés dans l'opposition et dans la Droite, car ce cas serait gravement dommageable pour l'action du PS.
(Applaudissements)
Les municipalités, quand elles sont des municipalités de gauche, prennent le relais d'actions du gouvernement, de l'action nationale des Socialistes. Logement, conditions de vie, équipement, enseignement primaire, souvent activités éducatives complémentaires, formation, emploi, rôle économique, solidarité. Demain mise en place du revenu minimum d'insertion, cadre de vie, culture, loisirs…
Que de domaines où l'action de la Gauche, des Socialistes dans les municipalités est complémentaire de celle du gouvernement !
C'est cela, l'esprit de la décentralisation. C'est dans cet esprit que s'établissent et que continueront de s'établir les relations entre les municipalités dont nous avons la responsabilité et le gouvernement. Mais il est vrai que l'action gouvernementale a de grandes incidences sur l'échéance municipale.
Lorsque nous apprécions cette action gouvernementale, lorsque nous apprécions la situation économique et surtout la situation sociale de notre pays, souvenons-nous de la période d'avant 1981.
Souvenons-nous de l'interruption de 1986 à 1988 qui figure dans les deux cas et notamment dans la dernière, 1986-1988, période de lourdes régressions sociales.
Le Président de la République, dans quelques phrases courtes mais significatives, résume assez bien la situation lorsqu'il laisse entendre qu'il comprend les revendications, et lorsqu'il ajoute : "qu'on ne peut pas satisfaire tout, tout de suite !
En fait, la France n'a pas aujourd'hui l'économie de sa politique. La France n'a pas l'industrie, la France n'a pas les réseaux de distribution. La France n'a pas encore l'enseignement, l'outil de formation, la recherche scientifique, et appliquée, de ses ambitions politiques. Et même si la situation aujourd'hui va s'améliorer, même si 1988 verra 3,5% de croissance, même si on peut espérer un redressement progressif de notre balance commerciale, encore 30 milliards de déficit vraisemblablement à la fin de 1988, encore 20 milliards à la fin de 1989, avec la perspective d'un équilibre en 1990, nous savons que la France si elle a développe de grandes filières industrielles ces dernières années, le nucléaire,

l'aéronautique, l'aérospatiale, les télécommunications, les trains à grande vitesse où elle remporte d'incontestables succès, ne dispose pas aujourd'hui de la gamme de production, dont d'exportation qui font l'équilibre d'une balance commerciale.
Nous savons que notre pays bénéficie encore d'un système post-colonial, que notre pays doit sa puissance internationale à des contrats globaux qui sont passés avec d'autres Etats qui sont certes une nécessité et qui continueront d'exister... nous n'avons pas encore le type de production qui nous permette d'être pleinement à niveau.
Nous mesurons parfaitement tout l'effort que nous devons tous ensemble entreprendre. Le gouvernement s'y emploi et les moyens nouveaux donnés à l'Education nationale, à la recherche scientifique, à la recherche appliquée, à la formation, ne produiront pas des résultats dans les mois, ni forcément dans les années immédiates. Mais cela va dans le bon sens.
Seule cette politique est susceptible de réduire le hiatus qui existe aujourd'hui entre les ambitions de la France dont je parlais, légitimes, et les moyens encore insuffisants dont nous disposons.
Mais qui, dans le même temps, chers camarades, prétendra que le pouvoir d'achat des salariés, qu'ils soient du secteur public, ou qu'ils soient du secteur privé, qui prétendra que ce pouvoir d'achat est suffisant... quelles que soient d'ailleurs les rigidités des systèmes ? Qui ignorera cette précarité qui, au cours des dernières années, n'a cessé de se développer ?
Et, cependant, depuis 1981/1982, dès que l'on bouge un peu trop dans le sens du progrès, et pourtant il fallait le faire, et pourtant cela demeure nécessaire, l'inflation repart... la balance commerciale... le franc est attaqué... et le gouvernement, de ce point de vue, comme nous-mêmes, se déplace au sein d'un monde de contradictions et, cependant, la cohésion sociale est un facteur du développement économique.
Les grandes réformes des années 80 et 82, ne l'oublions jamais, nous ont permis de mieux affronter la crise et de commencer à la surmonter. Oui nous sommes là pour soutenir l'action du gouvernement de Michel Rocard. Nous l'avons soutenu dans le règlement pacifique de l'affaire néo-calédonienne, nous le soutenons pour une révision, dans un sens plus conforme à l'intérêt de notre région, dans la négociation actuelle des contrats Etat/région. Nous le soutiendrons dans toutes les grandes réformes comme l'instauration du revenu minimum d'insertion. Le Parti, les groupes au Sénat, à l'Assemblée Nationale sont d'ailleurs là pour que dans un dialogue permanent, le travail gouvernemental soit soutenu mais aussi pour que le texte législatif soit sans cesse amélioré.
A l'horizon immédiat, des dossiers arrivent, que nous connaissons, qui sont importants pour le niveau de vie des Français, pour la justice sociale, j'ai nommé la fiscalité locale, le Code du travail, le logement social, et nous sentons là combien le gouvernement et nous-mêmes devons faire attention aux pesanteurs bureaucratiques que ce soit la pesanteur des administrations publiques, ou la pesanteur aussi des administrations privées, car il y a deux types

de haute administration dans le public et dans le privé, il y a celle qui explique que rien n'est possible, au nom des sacro-saintes règles et puis il y a celle qui essayent de faire que le maximum de choses soit possible. C'est celle là que nous préférons.
Nous devons aussi nous battre dans un environnement intellectuel. Admirez la chasteté de l'expression... d'ailleurs de la même chasteté à fait preuve Henri Emmanuelli qui a parlé d'idées. Pierre Mauroy a été plus audacieux en prononçant un mot qu'on prononce à peine désormais dans nos Congrès. Il a parlé d'idéologies. Les idées, les doctrines, pas de Parti Socialiste sans idées... mais pas de Parti Socialiste sans réflexion autour des idées.
Et c'est vrai qu'aujourd'hui, en France, on nous sert une certaine petite soupe qui tient lieu de pensée politique, d'analyse politique.
Certains mots sont aujourd'hui proscrits du vocabulaire politique de la Gauche. Cela me fait penser à ces thermidoriens, aux Me'veilleuses et aux Inc'oyables, qu'on appelait ainsi parce que le "r" faisait trop révolutionnaire
Aujourd'hui, toute pensée politique est invitée à se gommer, sauf lorsqu'il s'agit du développement de certaines formes d'intégrisme - mais, y a-t-il encore de la pensée là-dedans ? - sur fond de désarmement de la pensée.
Rassurez-vous, cela n'aura qu'un temps et nous veillerons nous-mêmes - car c'est notre vocation - à ce que cela n'ait qu'un temps. D'ailleurs, la proposition que nous fait Pierre Mauroy d'une réflexion va dans le bon sens.
Mais en quelques mots, pour conclure, regardez ce qui vient de se passer aux Etats-Unis, dans ce pays ami, dans ce pays que nous avons longtemps influencé, pendant toute la fin du 19ème siècle, pendant une bonne moitié du 20ème siècle, et qui aujourd'hui est en train d'exporter chez nous certain style de vie et de comportement politique. Les échanges se sont pourtant faits dans les deux sens, ils continuent heureusement de se faire dans les deux sens et c'est une très bonne chose, mais regardez la dernière campagne des élections présidentielles américaines, regardez surtout la manière dont elle a été traitée, impulsée et influencée.
Les tenants de la "pensée molle", dans un premier temps, nous ont dit : "Quelle triste campagne !" C'est vrai que les candidats, parfois, après avoir gommé copieusement leur programme, en étaient réduits à manger différemment des corn-flakes ou à lancer la balle de base-ball !
Dans un premier temps, les tenants de la "pensée molle" nous disent donc : "Triste campagne !"
Et puis, dans un second temps, ils nous disent : "Les candidats sont nuls !"
Un peu de modestie ! Les candidats ont un QI, une intelligence, qui vaut bien la nôtre, ils sont aussi intelligents que nous. Mais ils sont enveloppés dans une espèce de système qui fait que les différences doivent être au maximum atténuées, bien qu'il y ait eu des programmes très sensiblement différents entre les uns et les autres.
Eh bien oui, à travers le manifeste municipal, premier temps d'une réflexion très pragmatique, mais où les idées ont également toute leur part, à travers un travail de réflexion, d'explication, nous veillerons à définir, à actualiser nos objectifs,

nous continuerons avec loyauté - et je pense efficacité - à soutenir le gouvernement qui, lui-même, dieu merci, n'est pas dépourvu d'idées, mais nous veillerons aussi, à travers cette campagne municipale, à faire preuve de dynamisme, de fermeté - un hebdomadaire arrive : bonne nouvelle ! - et nous marquerons des points à nouveau dans le rassemblement de la Gauche, auquel nous demeurerons fidèles, mais sans abaissement de l'un ni de l'autre. Dans le rassemblement de la Gauche, nous affirmerons notre cohésion vis-à-vis du partenaire, vis-à-vis des partenaires, vis-à-vis de tous ceux qui sont disposés à nous rejoindre et vis-à-vis de l'ensemble de l'opinion française.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Louis Mermaz.
On me demande de vous communiquer que les délégués appartenant à la sensibilité "Socialisme et République" se réunissent maintenant dans la salle de Commission numéro 2, sous le gymnase.
La séance reprendra à 15 heures, sous la présidence de Michèle André.
Le premier orateur inscrit est Michel Coffineau.
Merci.

Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire d'Epinay-sur-Seine
12 et 13 novembre 1988

Séance du samedi 12 novembre 1981 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Michèle André.

La présidente (Michèle André)
La séance est reprise, mes chers collègues, je donne la parole à Michel Coffineau

Michel Coffineau
Chers camarades, la préparation des élections municipales s'inscrit dans le contexte de la situation actuelle et doit s'inspirer de la ligne suivie par le Parti. C'est donc à partir de là que l'on doit décider des orientations de la politique municipale et de la stratégie, c'est-à-dire, pour l'essentiel, de la composition des listes.
Je passerai rapidement sur les orientations de la politique municipale parce qu'elles ne devraient pas poser entre nous de graves difficultés, tout au moins dans les énoncés, sinon dans la pratique.
Certains s'interrogent : y-a-t-il encore une différence entre les communes de droite et les communes de gauche ?
Que nos villes soient belles, propres, accueillantes, c'est une question de goût et de moyens. Reconnaissons que nous n'en avons pas forcément le monopole.

Fondation Jean-Jaurès

Mais, si nous portons une attention particulière à l'habitat social, et pas seulement aux pavillons, à la vie sociale des quartiers en dégageant des moyens appropriés, à une culture populaire et à un sport de masse, et pas seulement à l'élitisme et au prestige, au développement d'une vie associative intense à la démocratie locale, et pas à la frilosité d'une équipe municipale qui se sent assiégée à la première critique, alors, chers camarades, oui je pense que nous serons identifiés comme Socialistes dans la gestion de nos communes !
Cette élection doit être l'occasion de reposer certains problèmes du domaine législatif et gouvernemental, comme celui d'une fiscalité plus juste entre les citoyens et les communes, ceux des moyens nécessaires à une plus grande collaboration entre les municipalités, faute d'un regroupement aujourd'hui impensable ou celui d'un statut de l'élu local pour en finir avec la différence entre ceux qui ont du temps et peuvent être adjoints, et les salariés sans moyens qui doivent se contenter de rester conseiller municipal.
Enfin, comme le propose le manifeste, il convient de prendre les moyens du développement économique à partir de nos communes. Certes, beaucoup de villes ont une action soutenue dans ce sens et depuis longtemps, mais je suis persuadé qu'il y a encore à inventer sur ce sujet et à rechercher une meilleure efficacité, notamment par le regroupement des villes, petites et moyennes, pouvant mettre en commun les capacités intellectuelles et l'enveloppe financière.
Pour conserver les communes que nous gérons, pour en conquérir d'autres, les batailles municipales ne peuvent pas se mener suivant l'inspiration ou l'humeur de chacune de nos sections. Il faut une stratégie d'ensemble claire, évitant l'équivoque ou le flou, qui permettrait à chacun des interprétations multiples.
Il me semble, pour cela, que nous devrions nous mettre bien d'accord pour dire qu'il convient d'abord de rassembler la Gauche et, ensuite, et seulement ensuite, de rechercher un élargissement avec ceux qui se reconnaissent dans la majorité présidentielle, mais à partir de ce rassemblement à gauche.
Rassembler la Gauche est notre orientation fondamentale depuis le Congrès tenu dans cette ville en 1971, ce fut le cas en 1977 et en 1983, dès le premier tour. Cela apparaît aujourd'hui beaucoup plus difficile, tout au moins de la même manière particulièrement à cause de l'attitude de la direction du Parti Communiste, mais je ne pense pas que la lettre lue ce matin, de Paul Laurent, puisse changer quelque chose à l'orientation que nous connaissions car le fond du problème est bien le contrôle que nous pouvons avoir en commun de la composition des listes, et non pas d'une manière éclatée des négociations dans chaque commune.
Faut-il, pour autant, décider des primaires partout, ou bien, ce qui serait plus grave, rechercher l'alliance avec d'autres forces de droite ?
Les primaires systématiques sont souvent souhaitées par des camarades dans des villes à direction Communiste, lorsque à l'occasion de l'élection présidentielle comme des législatives suivantes, nous avons obtenu plus de voix que les candidats Communistes. Ne nous y trompons pas : l'électorat Communiste n'est pas anéanti ! Ils sont nombreux ceux qui ont voté François Mitterrand dès le 1er

tour parce qu'ils ne voulaient pas le retour de la Droite, mais aujourd'hui, dans leur commune, ils n'ont plus les mêmes raisons ; leur maire les satisfait et, de plus, ils ne sont peut-être pas mécontents de pouvoir marquer, à travers l'élection municipale, un mécontentement lié à la difficile situation sociale actuelle.

Les primaires partout pourraient amener de sérieuses déconvenues et avoir le résultat contraire à celui souhaité. Nous risquons de ne pas avoir grand chose à gagner avec des primaires partout, et comme le Parti Communiste français, lui, n'a rien à perdre, il pourrait nous créer de très sérieuses difficultés.

L'élargissement à ceux qui se reconnaissent dans la majorité présidentielle est souhaitable dans la mesure où il s'agit de personnalités qui apportent un "plus" au rassemblement de gauche. C'est un rassemblement sur notre politique, sur la lettre à tous les Français. Ce n'est pas, ce ne doit pas être localement une alliance avec des forces organisées de droite ou du centre qui préconisent une politique que nous combattons.

Ne nous y trompons pas. Une alliance avec des forces politiques de droite ou du centre, y compris avec le prétexte d'un programme municipal commun de réparation des trottoirs, par exemple, c'est un renversement d'alliance, c'est une autre politique. Aucune considération de rapport de forces électoral ne peut le justifier. L'élection municipale ne doit surtout pas être déconnectée de la ligne politique générale de notre Parti, du devenir de l'action gouvernementale. Elle se situera après neuf mois de gouvernement de Michel Rocard, qui garde une large confiance d'ensemble mais où chacun sait bien que des questions graves sont posées : pouvons-nous redresser la situation économique, améliorer l'emploi, faire progresser le pouvoir d'achat pour tous et pas seulement pour le petit nombre qui profite de la relance économique, construire une Europe dynamique, indépendante, de justice sociale ?

Oui, sans doute, nous pouvons répondre à toutes ces questions mais dans le cadre d'une stratégie politique claire qui ait la confiance de la majorité de notre peuple en rassemblant largement à partir de la Gauche et non pas en renversant nos alliances, nous coupant de notre base profonde.

Il faut donc que cette ligne politique apparaisse nettement dès aujourd'hui pour l'élection municipale. On pourrait même dire, a contrario, qu'une autre ligne serait considérée comme l'anticipation d'une autre politique pour le pays. Il faut donc que l'engagement du Parti sur cette ligne proposée par Pierre Mauroy tout à l'heure soit bien compris comme n'étant pas seulement de circonstances. Le refus de toute alliance avec les forces de droite ou du centre, cela vaut pour le futur, cela vaut pour l'élection européenne, cela vaut pour les actions à venir. Si la convention est bien d'accord avec cette orientation qui figure donc dans les propositions de Pierre Mauroy et du Bureau exécutif, il faut que cela soit clairement affirmé, mais il convient également que cette ligne politique soit appliquée dans toutes nos communes. C'est le rôle du Parti.

Il n'est pas possible d'accepter que le Parti soit seulement le lieu d'un accord unanime à la convention, s'il devait être sans grande conséquence, laissant finalement nos milliers de petites et grandes féodalités interpréter cette

Fondation Jean-Jaurès

orientation, en fonction de réalités locales spécifiques, et vous savez bien, mes chers camarades, que toutes nos réalités locales sont spécifiques, réalités qui justifieraient de refuser l'alliance ici ou de la rechercher là.
Je pense donc qu'il convient que le Parti et ses fédérations examinent la composition de chaque liste, sa conformité avec les orientations comme avec nos règles internes, et je pense plus spécialement à la place des femmes qui devrait encore augmenter sous la forme qu'a proposée Pierre Mauroy ; une sur trois, je pense que cela est possible et que nous devons faire l'effort pour y parvenir.
(Quelques applaudissements)
Il faudra aussi rechercher avec ténacité dans chaque département le moyen d'un accord avec les autres forces de gauche sur la situation dans chaque ville. Liste d'union ou primaire, cela peut se décider éventuellement en commun.
Je ne suis pas aveugle ni naïf. Je sais l'attitude du PCF, ce n'est pas facile, mais notre meilleure chance face à sa stratégie, c'est notre ligne de rassemblement à gauche et à partir de la Gauche, la recherche tenace de l'alliance à gauche.
Si nous tenons ferme, si nous tenons ferme et longtemps sur ce point, alors lorsque le PCF nous contraindra finalement à la primaire, c'est l'électorat de gauche qui tranchera, mais il saura, lui électorat de gauche, qui a réellement refusé le rassemblement.
Voilà, mes chers camarades, quelques propositions qui n'ont rien d'original et qui n'ont aucunement l'intention de nous singulariser. Mettons notre énergie et notre ténacité à rassembler la Gauche ; élargissons notre audience à partir de ce rassemblement, en ouvrant nos listes à des personnalités se reconnaissant dans les orientations de la majorité présidentielle, à l'exclusion bien entendu de toute force organisée de droite ou du centre.
Décidons que nos dirigeants nationaux et fédéraux examinerons chaque liste dans le respect strict de cette orientation, et je pense que nous délivrerons au pays un message clair, mobilisateur et, de ce fait, rassurant.
Je suis sûr que c'est ce qu'attendent tous ceux qui, aujourd'hui, nous font confiance.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Jean-Marie Cambacérès.

Jean-Marie Cambacérès

Chers camarades, quelques mots sur la constitution des listes pour les élections municipales et le manifeste municipal.
En ce qui concerne les listes, je crois que nous devons avoir deux piliers à notre réflexion : l'aspect stratégique et l'aspect tactique.
Très rapidement, car beaucoup a été dit ce matin et d'autres camarades vont aborder ce sujet plus longuement, sur l'aspect stratégique, nous l'avons dit, nous avons un triptyque.

- Renforcer le Parti Socialiste.
- Rassembler la Gauche.

Fondation Jean Jaurès

- Rassembler les démocrates et républicains qui veulent travailler avec nous.

C'est cette ligne qui a rassemblé une majorité de Françaises et de Français au moment des élections présidentielles. Il faut donc poursuivre dans ce sens. L'abandon d'un des points du trépied soit servirait dans un sens le Parti Communiste et nous affaiblirait, soit dans l'autre nous empêcherait d'avoir la majorité des Français avec nous.
Cela amène deux conséquences : pas d'alliance avec l'UDF et le RPR, être fermes avec nos partenaires pour tenir les deux bouts de notre stratégie.
Cet aspect est clair sur le plan stratégique.
Sur le plan tactique, nous voulons des listes de rassemblement le plus souvent possible dès le 1er tour. Nous souhaitons l'accord national, le PC ne l'a pas voulu.
Mais à un moment ou l'autre, des conversations vont avoir lieu, il faut donc se préparer d'une manière organisée à toute négociation qui, de toute façon, sera complexe et multiforme, face à notre principal interlocuteur qui, lui, est très organisé.
Pour cela, j'approuve totalement les propositions générales du Premier secrétaire, avec contrôle national et contrôle fédéral. Je souhaiterais que les Commissions concernées qui vont suivre tout cela abordent avec un maximum de souplesse la situation des communes de moins de 3500 habitants et avec un maximum d'attention, au contraire, les communes importantes où le maire sortant est un maire d'union de la Gauche, et, à l'intérieur de ce sous-ensemble, les communes importantes qui sont des villes symboliques dans un département ou dans une région, car au-delà de la nécessaire organisation, au-delà de la nécessaire fermeté vis-à-vis du Parti Communiste, il faut que notre message vis-à-vis des citoyens soit clair, il faut que ce soit un message de volonté et un message de progrès, et le manifeste pour les élections municipales sera un élément important de ce message vers la population.
Aussi, chers camarades, je voudrais vous dire quelques mots, en tant que secrétaire aux études sur le manifeste : la convention de janvier adoptera ce manifeste, mais dès la semaine prochaine, à la demande du Premier secrétaire, en accord avec le Bureau exécutif, un groupe émanant du bureau va commencer à y réfléchir en liaison avec la FNESER. A ce stade de notre réflexion, ce manifeste pourrait se structurer autour de trois grands ensembles compte tenu de la situation politique et compte tenu de l'évolution de la société.
Le premier ensemble concernerait la stratégie.
Ce pourrait être d'ailleurs le texte qui sera adopté demain, à l'issue de notre première convention.
Le deuxième ensemble serait quelques grands thèmes qui alimenteront et structureront le débat national et qui, clairement, identifieront la démarche des Socialistes, à savoir, comme l'a dit le Premier secrétaire ce matin, l'approfondissement de la décentralisation, le statut de l'élu, la coopération intercommunale (Communautés urbaines, SIVOM...), la réforme fiscale.
Un troisième ensemble représenterait en plusieurs chapitres les paragraphes du

Collection Jean Jaurès

texte du Bureau exécutif qui a déjà été envoyé aux fédérations et qui a déjà été enrichi par les conventions fédérales, à savoir que la commune doit être le lieu privilégié de la vie associative et de la démocratie locale, du développement local, de l'insertion et de la solidarité, de la sécurité, de l'école, de la culture.
Elle doit aussi être le lieu privilégié pour la lutte en faveur de l'emploi, pour l'insertion des jeunes, pour les personnes âgées, pour le cadre de vie et pour l'environnement, pour les services publics locaux, mais aussi pour l'ouverture vers le monde.
Par ailleurs, au-delà de ce manifeste, les Secrétaires nationaux aux collectivités locales et à la communication, en liaison avec la FNESER, prépareront des fiches techniques et des manifestations qui valoriseront les manifestations locales de nos élus.
Voilà, chers camarades, la pierre que je souhaitais apporter à notre réflexion commune, et je crois qu'avec l'organisation qui va être mise en place avec le manifeste, avec notre hebdomadaire, avec la confiance dans le Parti, dans le Premier secrétaire, nous partirons à ces batailles dans les meilleures conditions.

La présidente - La parole est à Alain Richard.

Alain Richard

Pour préparer ces élections municipales, il faut tout de même prendre un peu de temps pour parler de la politique que nous allons mener, que nous menons déjà dans les communes. Il faut que nous consacrions du temps et de la réflexion à un débat de stratégie politique, de tactique, il faut aussi tout de même que nous soyons aussi clairs que possible entre nous et surtout vis-à-vis de ceux qui nous soutiennent quant à ce que nous voulons faire, ce que nous faisons déjà, du pouvoir municipal.
Nos objectifs de changement social, bien sûr, sont dans la continuité de ce que nous développons depuis bien des années, mais en sachant que, jour après jour, le terrain se modifie, la société française se modifie.
Nous avons à actualiser ces objectifs de changement social. Restons tout de même précis sur notre détermination à assurer au jour le jour, dans toutes nos actions municipales, une action de solidarité, et la solidarité veut dire aussi un effort de responsabilisation et d'insertion de tous ceux envers qui nous voulons améliorer la justice.
Ceci, par exemple, s'applique à la politique que nous avons menée et que nous devrons continuer à mener en ce qui concerne le développement de la petite enfance. Il y a des inégalités sociales graves dans ce domaine, beaucoup de nos municipalités ont agi pour les compenser, c'est un combat qu'il faut poursuivre.
Devant le chômage massif qui s'est installé en France, la politique d'insertion, de solidarité sociale, doit comporter un volet de seconde chance, un volet de préparation à l'emploi des travailleurs, et là aussi les expériences, les innovations que nous avons menées ont encore besoin d'être diffusées.
Et puis aussi, sur un vieux sujet auquel nous devons continuer à réfléchir, la politique de solidarité par la diffusion des services publics et leur paiement, je

Fondation Jean Jaurès

pense en particulier à la politique des tarifs publics que nous menons dans les municipalités : il faut que notre message soit clair, il faut que nous nous efforcions de lutter contre les inégalités par une politique de tarifs publics qui aille à rebours des inégalités de revenus, qui soit une véritable politique locale de redistribution sociale.

Nous avons voulu la décentralisation, nous l'avons en grande partie réalisée, nous avons à la rendre plus démocratique dans le quotidien, à la faire approprier par les citoyens, et donc nous avons de nouveaux développements à apporter, par exemple, dans la gestion des services de proximité dont nous devons, non seulement nous approprier le pouvoir des élus, mais aussi le répartir dans un dialogue avec les citoyens et je pense, par exemple, à ce qui a été fait sur l'école, ce qui a été fait sur les équipements sociaux, comme au partage du pouvoir avec les représentants directs des usagers qui doit se développer. C'est un fondement de notre politique de décentralisation.

Le soutien aux actions de pluralisme dans le domaine culturel est un de nos axes ; le développement d'une politique de concertation plus accentuée dans la ligne des lois que nous avons adoptées entre 1983 et 1986 dans le domaine de l'aménagement de l'urbanisme, de l'appropriation des sols, tout cela est une démarche de l'identité Socialiste dans le combat local et nous devons y insister.

Et puis les modes de vie évoluent, et nous devons être capables, en concertation avec les agents publics locaux de rénover les services dont nous avons la charge pour mieux les adapter à la demande, aux besoins concrets des habitants que nous représentons.

La politique de formation doit se diversifier encore plus, toutes les formules de préparation à l'emploi, de remise à niveau des salariés qui ont été le plus atteints par l'évolution technologique de lutte contre l'échec scolaire, tout cela a besoin d'un appui fourni par les municipalités.

La garde des enfants après l'école, l'animation que l'on peut leur offrir pour compléter leur qualification, leur formation, de futur citoyen, les formules d'animation et de soutien aux activités des jeunes, tout cela est aussi en train d'évoluer et nous devons être capables de trouver de nouveaux partenaires à travers la vie associative pour mener plus loin les actions que nous avons déjà réussies.

Dernier exemple de cette évolution, de cette rénovation, pour ceux qui sont déjà des élus anciens, rappelons-nous ce qu'était notre politique sociale en direction du troisième âge et des retraités, ce qu'elle peut être aujourd'hui avec le potentiel d'activités, volontariat, militantisme, qui s'est révélé grâce à la retraite à 60 ans.

Donc, nous avons à mettre en application nos valeurs, nos choix politiques, notre étiquette politique dans des choix concrets. Ce sera l'objet de notre manifeste. Du bon travail a été fait, il nous reste encore, avec les apports de tous ceux qui ont mené des actions, qui sont encore en réflexion sur leurs actions locales, de donner un contenu aussi actuel que possible, aussi concret que possible, pour que notre débat politique, qui s'ouvre, ne soit pas simplement un débat d'étiquette, mais un véritable débat de contenu sur ce que c'est que le

changement social.
Pour en venir aux applications tactiques de ce sujet, je voudrais nourrir le débat en évoquant quelques rappels simples de notre précédent débat, celui de 1983, et de ce qui a été sa conclusion.
Comment peut-on analyser aujourd'hui, à la lumière de nos problèmes d'aujourd'hui, la situation et l'expérience des municipales de 1983 ?
Je voudrais faire quatre rappels simples : le premier c'est qu'en 1983 nous avions mené la bataille des municipales avec un niveau global de voix de gauche, de voix des forces de progrès, le jour des élections municipales, qui était probablement voisin de 44%. Nous avions donc une minorité de gauche, nous l'avons payé. Nous sommes aujourd'hui dans une situation différente, nous avons parfois des discussions très affinées entre nous, je pense par exemple à celles que nous avons avec mon ami et collègue Gérard Le Gall, pour savoir si aux cantonales nous étions plutôt entre 48,5-49 ou plutôt entre 50 et 50,5. Nous ne sommes pas à 44% de voix de gauche. C'est une première grosse différence avec 1983. Et nous avons bien sûr tous les efforts à faire d'ici à mars pour au moins consolider cette différence et si possible l'améliorer encore.
Deuxième constat que nous avons fait en 1983, celui-là n'était pas nouveau, il faut l'avoir à l'esprit, il y a dans toute élection municipale un très gros avantage aux maires sortants. J'ai fait personnellement un calcul sur la base de 1983, en comparant les villes à maires sortants de gauche et les villes à maries sortants de droite. Je peux estimer qu'autour d'une moyenne nationale, il y avait 8 points d'écart en faveur de la liste du maire sortant, et ce dans les deux sens.
Nous avons, faut-il le rappeler, un peu moins de maires sortants aujourd'hui qu'en 1983, ceci ne facilitera pas la tâche d'un certain nombre de villes que nous voulons reconquérir, mais sachons que justement c'est un enjeu de plus à cette reconquête. Si nous arrivons, ce sera un ancrage, un renforcement politique pour nos actions futures qui est l'enjeu décisif.
Troisième rappel de 1983, nous avons eu des primaires à gauche en 1983, nous avons eu des compétitions entre des listes Socialistes et des listes Communistes, les unes et les autres un peu élargies d'ailleurs. Nous n'en avons pas eu beaucoup en 1983 mais leur expérience mérite toutefois d'être méditée.
Ces primaires ont été en général difficiles, lorsque le maire sortant était Communiste. Nous avons eu beaucoup moins de succès à l'issue du premier tour, que ceux que nous avions espérés, et après ces succès de premier tour, de toute manière, le rassemblement du total des deux listes a été très difficile, aussi bien quand c'était le Socialiste qui l'avait emporté que quand c'était le Communiste, qui était resté en tête.
En revanche, il faut aussi se rappeler que nous n'avons pas fait des primaires que dans les villes Communistes sortantes, nous avons aussi fait quelques primaires pour différentes raisons de désaccord local, dans des villes où le maire sortant était Socialiste, ou dans des villes à conquérir sur la Droite, et dans ces cas là, le résultat des primaires a été beaucoup plus favorable Nous avions déjà, à ce moment là, engrangé, le fort écart que le Parti Socialiste a conquis sur le Parti Communiste, et de surcroît, dans ces cas là, le groupement des voix au

deuxième tour a été beaucoup plus efficace. Donc, n'oublions pas cette fois-ci encore que la question des primaires, qu'il faudra sélectionner, ne s'oppose pas uniquement dans les mairies Communistes sortantes, elle se pose dans les trois paquets, les mairies Communistes sortantes, les mairies Socialistes sortantes, et les mairies de droite à conquérir. Il faudra être capable, c'est la raison pour laquelle notre stratégie doit être aussi unifiée et coordonnée que possible, être capable d'harmoniser nos positions entre ces trois catégories de ville pour arriver à la meilleure efficacité.

Dernier enseignement de 1983, que je veux re-citer, ce sont les inconvénients que nous avons éprouvés, sur ce point il n'y a pas désaccord, à avoir pris assez tard un certain nombre de nos positions électorales. Nous nous sommes interrogés sur le dispositif électoral du Parti sur nos choix d'alliance et de premier et deuxième tour, jusqu'à la fin du mois de janvier 1983. Et un certain nombre de nos listes, lorsque le dispositif choisi avait été en débat pendant plusieurs mois, ont été indiscutablement handicapées.

Le dispositif esquissé par Pierre Mauroy ce matin, qui fait l'objet d'une proposition, sur lequel nous déciderons demain, doit comporter un effort pour toute notre organisation électorale en place, le plus tôt possible, dans le courant du mois de décembre, ou au plus tard dans la premirèe quinzaine du mois de janvier pour que, quel que soit le dispositif choisi, les camarades aient au moins deux mois, deux mois et demi, sinon trois, pour mener leur campagne, pour crédibiliser leur projet politique.

Enfin, quelques réflexions à mon tour sur le problème des alliances nationales, en me situant bien sûr dans l'unanimité du texte du Bureau exécutif qui, je crois, énonce les principes qui en toute logique, guident notre comportement, à partir d'une cohérence sur les choix que nous avons faits, et les résultats que nous avons obtenus aussi bien aux présidentielles qu'aux législatives.

Le rassemblement de toutes les forces de changement sans exception, en citant bien le terme de forces de changement, car tout ne se réduit pas à un débat politique, et en se limitant clairement à elles, en n'essayant pas de jouer des jeux d'apparence complexe et de résultats en général très simples avec des forces qui vous sont hostiles, doit se faire.

Je rappelle d'ailleurs qu'il n'y a rien de très nouveau en 1989 dans la situation que nous avons à gérer. Cela fait bien des années que nous voyons se regrouper avec nous un certain nombre d'alliés nouveaux, qui viennent du centre et qui ont fait le choix de se retrouver avec la Gauche, depuis Jacques Delors, et Edgar Pisani, il y a bientôt quinze ans, jusqu'à Olivier Stirn, il y a quelques années, tout cela a fait d'excellents alliés et maintenant pour les trois que j'ai cités, a fait à notre grand plaisir d'excellents Socialistes. Cette démarche se poursuit aujourd'hui, elle produira très probablement le même résultat, elle ne me paraît pas être un sujet d'émotion particulière.

De l'autre côté, nous voyons un certain nombre de manifestations de tension, un certain nombre d'efforts de surenchère de la part de notre partenaire Communiste, cela non plus n'est pas nouveau. Rappelons-nous à toutes les préparations d'élections nationales et en particulier de municipales, nous nous

Fondation Jean-Jaurès

sommes confrontés au Parti Communiste dans des préparations d'accords locaux, qui ont été mouvementés, qui ont souvent comporté un certain nombre d'éclats de voix et puis au final, nos partenaires Communistes après avoir fait beaucoup de proclamations solennelles, se sont trouvés en accord avec nous, tenant compte de la réalité des forces mesurées démocratiquement.
Nous restons dans ce champ d'expérience, nous ne connaîtrons pas de grandes nouveautés. Pour ma part, dans le terrain où je suis élu, ce sera ma septième élection, j'ai été élu six fois et à chaque fois dans le cadre de toute la Gauche contre toute la droite. Nous sommes très nombreux dans ce cas là et nous pouvons regarder avec une certaine sérénité ce qui va se passer.
Pour citer une expérience vécue, à ma première élection comme député - cela l'avait facilitée - nous avons eu la surprise dans le Val d'Oise de constater que le Parti Communiste dans une conception très originale de l'élargissement avait, au dernier moment, retiré sa candidature en faveur d'un dissident du RPR, qu'il avait soutenu au premier tour, pour donner un sentiment d'union du peuple de France - c'était l'expression à l'époque.
Les accusations de troisième force, que l'on sent fleurir par-ci, par-là, pourraient parfois utilement être détournées. Mais soyons en revanche attentifs à une analyse de ce que sont aujourd'hui les réflexions de nos partenaires Communistes à l'ouverture de ces municipales.
Ils sont assez convaincus, qu'ils peuvent maintenir leur position électorale là où ils sont majoritaires et ils vont bien sûr être aussi efficaces qu'il leur est possible pour parvenir à cet objectif. En revanche, ils sont assez déterminés, ils pensent à l'avenir, ils pensent avoir atteint la fin de leur courbe de baisse électorale, ils vêlent se réserver du temps pour l'avenir, ils sont certainement intéressés à ne pas accélérer trop la montée électorale du Parti Socialiste... J'emploie des termes mesurés.
Lorsque par exemple dans la lettre que nous lisait Marcel tout à l'heure le Parti Communiste fait allusion au maintient de toutes les têtes de liste négociées en 1983, qui comporte, rappelons-nous en, une trentaine de têtes de liste Communistes dans des villes que le Parti Communiste a à la tête de l'union de la Gauche perdu en 1983, il est vérifiable que sur ces 30 villes il y en a au moins 25 - je parle des villes de plus de 20 000 habitants - dont il est aujourd'hui parfaitement clair que ce sont les Socialistes qui ont une nette majorité au sein de la Gauche.
Il n'y a même pas l'avantage du sortant, il y a une rupture de continuité dans ces situations là, il me semble qu'en réclamant à nouveau la tête de liste, sans qu'il n'y ait plus de justification démocratique, le Parti Communiste a comme première préoccupation de freiner notre progression qui a pu être constatée dans les urnes.
Il y a aussi, c'est peut-être plus sérieux, la volonté du Parti Communiste de maintenir une attitude de surenchère, voire de combat, à l'égard de l'action du Président de la République et du gouvernement. N'oubliez pas que dans les termes qu'il emploie, il répète en permanence qu'ils sont hostiles à la présence de ministres de droite au gouvernement, pour conduire une politique de droite.

Fondation Jean Jaurès

Et ils insistent, c'était encore dans la lettre lue par Marcel tout à l'heure, sur le fait qu'ils ont été nommés là par le Président de la République. On voit bien l'emboîtement, j'allais dire les poupées russes, il y a une politique de droite menée par un gouvernement avec des ministres de droite, c'est ce qui fait qu'ils ne peuvent pas participer à ce gouvernement, à cette alliance ni à des accords nationaux avec nous.
Il reste simplement à expliquer pourquoi ils ont fait voter pour François Mitterrand pour combattre la Droite, s'ils ne trouvent plus aucune différence après.
Je crois que nous avons à réaffirmer notre position, nous élargissons, nous tenons compte des démocrates de progrès, qui se sont entendus avec nous, et je pense qu'il n'y a pas de désaccord entre nous sur ce point. Nous prenons nos responsabilités vis-à-vis de ces alliés, qui se sont engagés derrière François Mitterrand, au moment du 8 mai. Lorsque nos partenaires Communistes nous parlent de démocrates sincères, nous parlons de démocrates de progrès, on arrivera, si la volonté y est, à s'entendre sur des démocrates sincères et de progrès, ou des démocrates de progrès sincères. Il faut encore que la volonté de s'entendre soit là. Il faut que nous ayons entre nous une solidarité très étroite, entre tous ceux qui sont placés dans des situations locales différentes, mais qui poursuivent un même but, le renforcement du Parti, l'augmentation de ses positions municipales pour mener une action de gauche localement.
Je crois donc que nous pouvons conclure que comme nous l'avons fait en bien d'autres moments politiques, il faut tenir bon dans la politique que nous menons, au niveau national depuis le 8 mai, nous avons bien vu ce qui s'est passé dans la politique nationale, sur le budget, c'est notre politique qui est inscrite dans le projet de budget, c'est cette politique qui est votée, budget après budget, phase après phase du débat, malgré les contorsions des uns et des autres sur l'emploi, nous avons aussi à tenir bon, car les premiers résultats commencent à s'engranger, et nous pourrons poursuivre ; sur la solidarité nous tenons bon et là aussi les résultats pourront arriver, si nous continuons pour la préparation de ces municipalités, pour le combat de mars prochain. Tenons bon, et je pense que là aussi les résultats seront au bout, et nous pourrons poursuivre notre action de progrès dans les communes.

La présidente - L'orateur suivant est Rodolphe Pesce. Avant de lui donner la parole, je vous demande de vous prononcer sur le rapport de la direction tel qu'il vous a été présenté par Henri Emmanuelli et de donner votre quitus. Vous allez le faire avec vos cartons rouges.
Quels sont ceux qui sont pour ?
...
Qui et contre ?
...
Abstentions ?
... 4
Refus de vote ?

...
Le rapport est adopté.
Je vous remercie.
(Applaudissements)
Rodolphe, tu as la parole.

Rodolphe Pesce

Avant d'en venir au cœur de mon intervention qui concerne la politique municipale, je voudrais dire juste un mot sur la stratégie.
Dans les semaines qui viennent, nous allons discuter des têtes de listes, nous allons discuter des proportions. Mais je souhaiterais qu'on porte attention à la charte municipale qui va être adoptée à ce moment là. Ne nous faisons pas d'illusions, nos amis Communistes ont intérêt à être dans le maximum de listes d'union de la Gauche. Donc ils feront un ensemble de concessions, mais au lendemain des municipales, si nous n'y prenons pas garde, n'ayant plus d'élections du type des municipales pendant deux ou trois ans, ils risquent d'être dans les Conseils municipaux la force d'opposition. Je crois qu'il est important que nous puissions ficeler non seulement la composition des listes, mais le programme municipal avec le plus de détails possible, ce sera une garantie pour la bonne marche des municipalités ensuite.
(Applaudissements)
J'arrive au cœur de mon intervention qui, elle, reprend une partie de ce qu'a dit Pierre Mauroy qui me semble essentiel.
Je ne suis pas convaincu que le résultat des cantonales vienne des Conseils généraux, je ne suis pas convaincu du tout que le résultat du referendum vienne du non intérêt de la population. Je crois que le phénomène est beaucoup plus profond et que si on n'y réfléchit pas, nous risquons d'avoir au lendemain des municipales d'autres déconvenues.
Il se développe en France depuis un certain nombre d'années un mouvement individualiste, et on voit bien les difficultés que nous avons à faire passer la notion de solidarité. A la tribune d'un Congrès, on est applaudi facilement, mais quand vous êtes à la base d'un groupe HLM, c'est plus difficile.
Quand nous avons en face de nous des gens qui sont au chômage, qui ont des problèmes d'emploi considérables, des problèmes de reconversion, nous avons aussi en face de nous des gens, en particulier dans les quartiers populaires, qui ont été quadrillés par le Parti Communiste, qui aujourd'hui votent pour nous, mais chez lesquels nous n'avons pas de relais pour nous permettre de faire passer nos idées et de nous battre sur le terrain.
Je crois que tous ces phénomènes là sont particulièrement difficiles, et si nous ne les prenons pas en compte, nous risquons d'avoir des abstentions relativement importantes.
Donc, de la même manière que nous devons avoir une stratégie d'union de la Gauche, il faut que les programmes, les projets de société au niveau municipal soient bien pris en compte.
Il faut clarifier le débat et mieux répondre aux attentes de la population. Il faut

allier la pratique à l'idéologie répondant aux problèmes de notre temps.
Le premier point qui me semble très important, c'est celui de la démocratie locale. Nous marquons dans notre texte d'orientation : la commune, lieu privilégié de la démocratie locale et collectivité locale qui permet le mieux la concertation permanente.
Chers camarades, cela me rappelle ce qu'on écrivait il y a dix ans, mais la situation a profondément changé. La vie syndicale est en crise. Lorsque nous avons des projets à réaliser avec les syndicats, les projets sur des problèmes concrets sont souvent absents.
La vie associative n'a jamais été aussi étendue, on n'a jamais vu autant d'associations. Parallèlement nous avons des collectivités locales qui se développent au niveau de la communication. Les budgets des communications des collectivités sont considérables, qu'elles soient de Droite ou de Gauche. Il y a un double langage : on dit qu'on est pour la vie associative et parallèlement on met en place des politiques de communication qui court-circuitent complètement la vie associative.
Je crois que la démocratie locale s'appuie sur un trépied : d'un côté les décideurs, les élus et les techniciens, de l'autre la vie associative, enfin la population. Si nous ne travaillons qu'avec la vie associative, il n'y a qu'à voir les résultats des municipales il y a six ans, nous sommes coupés souvent d'une partie de la population, et si nous ne travaillons qu'avec la population, court-circuitant la vie associative, nous courons à des crises encore plus graves. Donc il faut arriver à concilier les deux. Il faut arriver à concilier une politique de communication qui prenne bien en compte la vie associative sans la court-circuiter en travaillant avec la population.
Beaucoup de choses ont été faites là dessus, mais il faut encore aller plus loin avec les nouveaux médias, avec les opérations téléphone qu'on peut mener, avec toutes les campagnes de communication.
Je crois que la démocratie locale est encore à inventer et je pense que cela doit être l'honneur des Socialistes de le faire.
De la même manière je reste convaincu que le rôle du maire, qui était dans les années 60 avant tout un poste d'honneur, est aujourd'hui devenu celui de l'animateur de la cité. On l'interpelle sur tout, même ce qui n'est pas du ressort du maire, ce qui fait qu'il doit changer sa physionomie, il doit changer ses méthodes de travail. Il doit travailler avec l'ensemble des partenaires, milieu économique, milieu social, vie associative, mais ne doit pas se transformer en roitelet de la vie locale.
Mais je le dis souvent, et je le dis aujourd'hui à nos ministres qui sont là, encore faudrait-il que l'Etat accepte ce travail inter-partenaires.
Je dis que la décentralisation, on ne l'a pas encore réussie, et ce n'est pas en se lamentant sur le rôle des pouvoirs locaux qu'on résoudra le problème. Il faut impérativement que la décentralisation se poursuive, avec parallèlement au niveau de l'Etat une déconcentration beaucoup plus grande. Il faut que les inspecteurs d'académie, les préfets aient plus de pouvoir pour travailler avec les élus locaux et que tout ne remonte pas à Paris.

Fondation Jean Jaurès

Mais cela suppose aussi que dans les ministères on donne aux préfets des collaborateurs suffisamment nombreux, suffisamment compétents, et je pense en particulier au domaine économique. Comment voulez-vous qu'on gagne la bataille économique si les préfets n'ont personne à leur disposition pour suivre les problèmes économiques, et les chambres de commerce et les meilleurs spécialistes ? Je pense que la décentralisation passe par une volonté de l'Etat de mettre auprès des préfets des gens capables.
(Applaudissements)
Au niveau du social, je pense que le problème auquel l'Europe va être confronté est celui de la mise en place du revenu minimum d'insertion. Pour cela, je dirai qu'on a trop discuté jusqu'à maintenant pour savoir qui va faire quoi. Je voudrais qu'on discute de ce qu'on va faire, car j'ai peur des bombes à retardement en février mars. Il ne suffit pas de distribuer de l'argent, encore faut-il qu'il soit bien distribué, et surtout qu'on mette en place les politiques d'insertion en même temps, qu'on mette en place des Commissions locales, qu'on multiplie les associations intermédiaires, que des schémas de formation soient élaborés.
Je crois qu'aujourd'hui on prend du retard et qu'il faut se mobiliser là dessus.
Pour terminer, car le temps passe et je vois qu'on me fait signe, je dirai simplement que tout ceci ne peut pas aboutir si l'Etat, parallèlement à notre projet de société, ne prend pas en compte un certain nombre de problèmes, en particulier celui des finances locales. Je suis convaincu que si nous n'y mettons pas un peu d'ordre, d'ici quelques années vous aurez une révolution dans les HLM concernant la taxe d'habitation. Vous aurez un refus des milieux populaires de payer les impôts locaux, car ce n'est pas possible que des gens paient pour les impôts locaux et la taxe d'habitation un mois de salaire, deux mois de salaire, comme cela se passe actuellement.
Je sais que le problème est difficile, qu'on n'a jamais pu le résoudre complètement, mais ce n'est pas en transformant quelques ratios qu'on y arrivera. Il faut prendre ceci en compte, cela me semble capital.
(Applaudissements)
De la même manière la politique intercommunale dont parlait Pierre Mauroy tout à l'heure doit être mise en place. Nous n'arriverons pas à diminuer le nombre des communes, mais il faut aider la coopération intercommunale pas seulement dans les discours, mais avec les aides de l'Etat, de la région et des Conseils généraux, et ce que je souhaite, c'est que dans le plan qui se prépare en ce moment, on puisse signer au niveau régional de contrats particuliers pour les agglomérations qui accepteraient de travailler ensemble, ce sera plus efficace que tous les discours et cela nous permettra d'avancer.
En un mot, je dirai qu'aujourd'hui nous gagnerons les prochaines municipales si nous arrivons, comme nous l'avions fait dans les années 60 et 70, à être forts dans nos propositions, si nous apparaissons, comme les Socialistes l'ont fait à certaines époques, comme ceux qui voient la vie de demain, la commune de demain. Nous avons un certain nombre d'éléments, il nous faut les rassembler, se battre avec, autrement nous risquons de ne pas avoir des lendemains très

brillants aux prochaines élections. C'est encore possible. Ne parlons pas seulement de stratégie, parlons aussi de la vie des gens.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci. Le prochain orateur sera Lionel Jospin, mais avant de lui passer la parole, je vais la donner à Yannick Bodin qui va vous donner les résultats de la Commission de vérification des mandats.

Yannick Bodin

Chers camarades, au nom de la Commission de vérification des mandats, je vous donne le résultat du vote indicatif qui a été émis par les conventions fédérales sur le texte d'orientation, lui-même soumis aux militants.
Les chiffres sont les suivants : sur 4904 mandats :

- Pour : 4529, c'est-à-dire 92,35%.
- Contre 64, 1,30%.
- Abstentions, 178, 3,63%.
- Refus de vote, 133, 2,71%.

La Commission de vérification des mandats soumet donc ce vote indicatif aux délibérations de la Commission des résolutions de la convention.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Je vous donne une information : la Commission électorale se réunira salle 1 et je demande aux fédérations des Pyrénées orientales et de la Seine Saint-Denis de se présenter devant cette Commission à 16 h. 15.
Je donne la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, l'objet de cette convention, le moment où elle se situe, l'exercice nouveau de mes responsabilités ministérielles à l'Education nationale, la situation du Parti me conduisent à aborder devant vous cet après-midi trois points : la façon dont je ressens la situation économique et sociale, le mouvement social et le problème salarial, les conclusions provisoires que je tire sur le plan politique et stratégique des débats que j'ai conduits sur le budget de l'Education nationale, et naturellement les municipales et les perspectives du Parti Socialiste.
En ce qui concerne la situation économique et sociale, il est clair que le gouvernement se trouve confronté à des attentes sociales, dans une situation économique qui aux yeux de tous s'améliore. Il n'y est pas affronté, il y est selon moi confronté, car je ne pense pas que ces mouvements sociaux se font contre lui, même si certains d'ailleurs minoritaires s'efforcent, pour des raisons politiques, de les diriger contre le gouvernement, et il est important dans notre réponse que nous isolions ceux qui agissent pour des motifs politiques.

Fondation Jean-Jaurès

Ces mouvements expriment des difficultés, des besoins, souvent une volonté de dialogue, même maladroite, avec un gouvernement qu'on considère comme susceptible de répondre à ses aspirations. Par un paradoxe, les salariés sous la Gauche recommencent à respirer, alors ils bougent.
Notre gouvernement à l'évidence ne peut pas tout. Il doit le dire en l'expliquant, mais il doit s'inscrire lui aussi dans cette démarche du dialogue. Nous ne pouvons rester sourds à ce qui s'exprime. La modification sensible, peut-être profonde du contexte économique appelle réflexion sur la politique à conduire. Celle-ci en même temps, c'est clair, ne peut se faire que dans un esprit de responsabilité.
La croissance française a été forte en 1988. Les indicateurs, réévalués sans cesse à la hausse au cours des dernières semaines semblent devoir se fixer, pour le moment, sur un chiffre proche de 4%.
C'est le meilleur résultat depuis la crise.
D'autres signaux sont également positifs : la reprise de l'investissement, plus 10%, la stabilisation de nos pertes de marchés à l'exportation, la confirmation de la désinflation. Ces résultats sont une forme d'hommage, je pense, à la politique économique courageuse que nous avons dû greffer en 1983 sur les grands choix structurels et de principe de 1981.
L'économie française assainie, reprend sa marche en avant comme souvent, dans l'histoire, les mouvements sociaux s'expriment quand le cycle économique est... (inaudible).
En même temps, ils posent - et nous l'avons déjà abordée à plusieurs et c'est l'objet de discussions au sein du gouvernement, notamment avec le Premier Ministre et avec Pierre Bérégovoy qui est ici, ils posent la question du devenir de la politique de rigueur.
Il ne faut pas changer une politique qui réussit, mais sans doute l'adapter... à des conditions nouvelles.
Ceci d'autant plus que la politique de la Droite, pendant ces deux ans, de retour au pouvoir, a accru tout à la fois les injustices réelles, et le sentiment de l'injustice.
Les profits ont retrouvé leur niveau dans le partage de la valeur ajoutée, d'avant la crise : 30%.
La politique salariale ne peut être la seule variante d'ajustement au regard de la contrainte extérieure. Certes, il faut éviter la reprise d'une spirale prix/salaires, mais on ne peut aujourd'hui, sérieusement, prétendre - et personne d'ailleurs ne le prétendra chez nous - que toute augmentation des salaires se transforme en inflation.
Les rémunérations, dans le secteur privé, connaissent un dynamisme nouveau.
Le secteur public qui a donné l'exemple de la rigueur salariale ne peut être durablement pénalisé. Est-ce à dire qu'une relance salariale soit possible et souhaitable ?
Sans doute pas à terme immédiat compte tenu de deux éléments.
D'abord, les nombreuses incertitudes qui pèsent sur la pérennité de la croissance mondiale à commencer par la politique que conduira le nouveau Président des

Fondation Jean Jaurès

Etats-Unis face au déséquilibre de l'économie américaine...
Il faut laisser le temps à cette croissance, de se stabiliser et puis, plus encore, la contrainte externe commerce extérieur/monnaie - qui continuent de peser sur notre économie et interdit une relance budgétaire générale compte tenu, en plus, de l'endettement public.
Dès lors, je pense que la direction indiquée par le Président de la République et suivie par le gouvernement, est claire.
Il faut apporter à la question salariale une réponse échelonnée et planifiée et ceci passe peut-être par trois démarches.

- La recherche d'un accord général dans la fonction publique.
- Les propositions du gouvernement devraient permettre désormais de l'atteindre.
- Une priorité absolue donnée à la lutte contre le chômage.

La France est, en effet, aujourd'hui le seul grand pays industrialisé dont le taux de chômage continue à croître malgré les bons résultats récents mais dont il faudrait avoir confirmation sur plusieurs mois.
Ce taux est aujourd'hui le plus élevé des principaux pays de l'OCDE.
La lutte pour l'emploi doit être au cœur des priorités du gouvernement et des Socialistes.
La revalorisation enfin de certains métiers, de certaines fonctions qui n'ont pas été jusqu'ici récompensées et pas à la hauteur de leur utilité sociale et nécessaire.
Les infirmières, c'est clair, étaient dans ce cas. C'est vrai aussi des enseignants.
Et c'est dans ce contexte, chers camarades, que j'ouvre dès lundi avec l'accord du Premier Ministre, les négociations avec les organisations représentant les enseignants, les négociations sur la condition enseignante. Je dirai comment, selon moi, se pose le problème.
J'écouterai les propositions s'exprimer dans leur diversité que je connais, avant de faire moi-même des propositions au gouvernement, et puis avec son accord, aux partenaires sociaux.
C'est pourquoi, dans ce contexte, où nous avons pris l'initiative sans que l'on nous presse, je m'étonne parfois, ou plutôt je souris quand je vois certains interlocuteurs syndicaux me sommer de conclure avant que d'avoir commencé à négocier.
Eh bien, qu'ils sachent que j'ai plus de respect qu'eux-mêmes de mes interlocuteurs. C'est à l'issue de ces discussions pluralistes que le gouvernement prendra ses décisions, mais la revalorisation de la condition enseignante est en bonne voie.
En tout cas, moi je veux avancer rapidement et cela, c'est notre gouvernement et seulement notre gouvernement qui l'a dit et qui le fait.
(Applaudissements)
Il nous faut être prudents et réalistes dans l'évolution de l'économie mondiale et celle de la France. Mais il est clair que si une croissance équilibrée se confirmait, la marge de manœuvre pour satisfaire les aspirations sociales en bonne part, légitimes, s'agrandirait.

Fondation Jean-Jaurès

La Gauche, en s'engageant dans la rigueur, a passé un contrat social avec les salariés. Ceux-ci auront le droit d'en recueillir les fruits au moment où cette politique portera ses fruits. N'oublions jamais cet engagement.
Le deuxième point que je voudrais développer devant vous, résulte de la charge que j'ai au sein du gouvernement de porter la mise en œuvre d'une priorité du septennat, constamment réaffirmée par François Mitterrand : l'éducation.
Elle illustre ce grand dessein à propos duquel quelques propos ont été échangés.
Les moyens d'une politique ambitieuse de l'éducation, pas autant qu'il l'eut fallu comme l'a dit François Mitterrand lui-même en Gironde mardi dernier, et même beaucoup plus avant, ces moyens me sont donnés. 11,3 milliards de francs en plus. 12 500 créations d'emplois au budget 1989, dont 1000 à la suite d'un effort supplémentaire que j'ai obtenu dans l'enseignement supérieur.
L'accueil des jeunes, la recherche des résultats en terme de scolarisation, et de réussite, constituent des objectifs que nous partageons.
J'ai même obtenu, après que nous ayons fait le bilan de la rentrée scolaire et universitaire, des moyens supplémentaires pour mieux faire la rentrée 1989 et j'en remercie Michel Rocard.
Si nous pouvons faire plus, nous allons de toute façon faire mieux, mes chers camarades, et entamer progressivement, dans l'ordre, une profonde transformation du système éducatif.
Des priorités pédagogiques nouvelles, les langues vivantes dès l'école primaire, la relance des zones d'éducation prioritaires, contre l'inégalité, la création de mécanismes d'aides à l'innovation dans les établissements, des mesures nouvelles pour l'orientation, tout cela va dans ce sens. Et la revalorisation de la condition enseignante est aussi un puissant levier pour faire évoluer le métier de pédagogues.
Parallèlement, vous le savez, j'engage avec le concours de missions animées, souvent par les plus grands professeurs scientifiques de notre pays, la réflexion sur les programmes, sur les horaires, sur les contenus de notre enseignement.
Dans le courant de l'année prochaine, je serai à même de proposer au Parlement. un grand débat sur une loi d'orientation qui fixera les objectifs et les missions de nos enseignements pour la fin de ce siècle et en dessinera les moyens.
Le gouvernement ayant pour tâche de prévoir la programmation pluriannuelle des moyens nécessaires. Tâche passionnante, même si elle est difficile. Travail dont je pense qu'il peut nous permettre, autour de nous, de réaliser un consensus travail, dont je sais qu'il est profondément soutenu pleinement soutenu par les Socialistes.
Je l'ai senti auprès du groupement, dans le débat budgétaire. Je le mesure partout sur le terrain... et pourtant, le débat à l'Assemblée Nationale, sur le budget, m'a permis de mesurer la difficulté et la singularité du contexte politique, actuel ministre de l'Education nationale, j'ai en effet travaillé dans un esprit d'ouverture.
A partir de propositions concrètes et un dialogue, j'ai voulu engager autour de l'école, sur la base d'un bon budget des concertations avec les uns et avec les autres.

Fondation Jean Jaurès

Et quel est le résultat ?
Le centre dans ce budget, je le cherche encore... il est vrai que la Droite est émiettée, hors d'état sans doute pour le moment de prétendre à l'exercice du pouvoir... mais les leaders du CDS ou de l'UDC qui avaient là une occasion de marquer leurs différences sur un des thèmes les plus porteurs dans l'opinion, manquent trop à l'évidence de courage, d'indépendance, ou d'une vraie confiance en leur destin politique pour avoir su se distinguer aujourd'hui, et sur ce budget, des conservateurs RPR et UDF.
Après avoir reconnu les qualités de ce budget, et l'ouverture de mon approche, ils se sont réfugiés dans les a priori politiques.
J'étais, paraît-il, l'ancien Premier secrétaire du Parti Socialiste... oui, c'est vrai, et qu'est-ce que cela avait à voir avec le vote de ce budget ?
Ou encore idéologique, il aurait fallu que je fabrique de toutes pièces 5 universités autonomes reprenant la démarche allègre et couronnée du succès, on le sait, de M. Devaquet... ou il aurait encore fallu que j'accorde, au mépris de toute légalité, le droit aux collectivités locales de financer sans contrainte les mesures en faveur de l'enseignement privé.
S'ils n'osent pas, chers amis, chers camarades, s'abstenir à propos de l'éducation et sur un bon budget, comment leur prêter un avenir autonome ?
Le Parti Communiste, lui, dans ce débat, s'est abstenu. Ce budget aurait mérité de recevoir son approbation. Il n'a, en tout cas, pas pu exprimer contre lui un vote négatif parce que ce vote aurait été mal compris à gauche et dans le milieu éducatif, parce que mes interlocuteurs Communistes ont été sensibles à l'effort fait par le gouvernement.
Par leur abstention, les Communistes tout en gardant leur quant à soi, ont été en quelque sorte des partenaires pour l'effort que nous faisons en faveur de l'éducation. Les centristes, au contraire, ont dit non et ont préféré la Droite.
Je n'en tire pas de conclusions générales ni définitives. Mais je voulais commencer devant vous un moment politique vécu de près par moi.
Sur le referendum, en Nouvelle-Calédonie, on a tout dit. Il était nécessaire, pour le peuple français, de devenir le garant des accords Matignon et pour la République, l'arbitre entre les communautés.
Le résultat n'est pas une surprise. Il faut maintenant concrétiser sur tous les terrains la démarche du rapprochement et de développement engagé. C'est dans cet esprit, et à la demande du gouvernement, et du Premier Ministre, que j'irai en Nouvelle-Calédonie, du 23 au 30 novembre pour travailler sur place aux problèmes d'éducation.
Dernier point que je voudrais traiter : il s'agit des municipales, des perspectives du Parti.
Aujourd'hui, le Parti Socialiste met fin au processus d'investitures de ces candidats. Ces municipales se présentent de façon nouvelle puisque majoritaire mais seulement de façon relative. Le Parti Socialiste doit agir comme un parti de rassemblement... rassemblement à gauche d'abord.
Le Parti Communiste, on l'a vu, ne veut pas d'un accord national avec nous.
Et nous, nous le regrettons.

Collection Jean Jaurès

Pierre Mauroy, au nom du Parti Socialiste, a pris et continué de prendre des initiatives en ce sens.
Nous ne serons pas responsables de la rupture d'équipes qui ont fait, sur le terrain municipal, leurs preuves depuis plus de 10 ans.
Le Parti Communiste croit-il qu'il peut s'arc-bouter sur les bastions de ses équipes municipales, comme aux législatives ?
En réalité, il risque de constater que c'est d'abord dans le rassemblement des forces de gauche et de progrès, autour du Parti Socialiste, qu'une majorité de Français se reconnaît, et c'est sans doute ce qui explique sa démarche d'aujourd'hui, cette missive qui ne marque aucune évolution sur le fond mais traduit l'embarras de la direction du PC pour faire comprendre son attitude peu unitaire de "décisions à la carte".
En tout cas, il est clair que la direction du Parti Communiste veut échapper aux règles d'un accord national pour décider de sa tactique en fonction de ses seuls intérêts.
Le Premier secrétaire du Parti a eu raison de proposer un accord national - et de constater que le PC le refusait - et, par là même, d'évoquer les primaires, car il serait fou de nous imposer, à nous, les contraintes d'un accord national, cependant que notre partenaire n'en aurait aucune !
Faute d'accord national, nous devrons examiner au cas par cas et sans concession les situations locales mais nous devons, sur le plan interne, travailler avec une vision nationale pour pouvoir rétorquer, quand cela sera nécessaire.
Nous ne ferons pas d'alliance à droite. Nous devons défendre nos intérêts face au PC, préférer par principe l'union, accepter la primaire quand c'est juste, la refuser quand elle est illusoire.
Pour défendre l'intérêt de chacun dans sa ville, il nous faut prendre en compte l'intérêt de tous. C'est le sens de la procédure qui est proposée par la direction du Parti à la convention, et je l'approuve tout à fait.
Ouvertes, nos listes le seront sans doute, mais autour de nous, de nos actions, de nos positions, votre attention portée à la vie quotidienne, aux conditions d'habitat et de logement, aux transports, aux solidarités locales (appropriation de la décentralisation par les citoyens). C'est sur les démarches locales et, pour ce qui nous concerne, sur l'appropriation des options prises par le gouvernement pour mettre en œuvre les orientations définies par le Président de la République, que nous bâtirons des listes de rassemblement.
C'est d'ailleurs sur ces bases que nous devrons aborder les prochaines échéances électorales et, d'abord, les européennes, en étant accueillants, mais en restant avant tout nous-mêmes.
Le Parti Socialiste engage, dans un contexte politique modifié - réélection de François Mitterrand, volonté de rassemblement, perspective de la durée dans l'action - une réflexion sur son avenir et celui de ses idées.
C'est sur la recherche de consensus sur des priorités clairement définies - l'éducation, la recherche, la culture, la formation, le lien entre le progrès économique et la justice sociale, la volonté de transformation de la société dans une démarche d'approfondissement constant de la démocratie et de réduction

Fondation Jean-Jaurès

des inégalités - que doit porter cette réflexion.
La société française, disais-je avant les présidentielles, doit aller vers un nouvel équilibre dont les conditions sont connues : dialogue, justice, préparation de l'avenir, amélioration de la vie quotidienne, extension de la démocratie pour tous, recherche de la paix dans la sécurité.
Le gouvernement y travaille.
Le Parti doit, de son côté, contribuer à la définition de ce nouvel équilibre, en préciser les objectifs et les ambitions, étudier ses modalités pour bâtir un projet répondant aux aspirations de notre société et susceptible de favoriser l'unité des Français.
C'est le débat qu'a proposé le Premier secrétaire.
Le gouvernement a besoin des Socialistes pour agir.
Ayant changé de fonction, chers camarades, je n'ai pas changé de vision.
Merci.
(Très vifs applaudissements prolongés)

La présidente - Merci, Lionel. La parole est à Michel Debout. L'orateur suivant sera Laurent Fabius.

Michel Debout

Chers camarades, j'avais écouté avec attention, il y a quelques jours, au Bureau exécutif, le rapport que Marcel Debarge nous avait fait de sa rencontre avec Paul Laurent.
Ce matin, comme vous, j'ai écouté avec attention la lecture de la lettre que nous a adressée le Parti Communiste français.
J'ai noté une différence, c'est qu'aujourd'hui c'était plus long !
J'ai noté une autre différence, c'est qu'aujourd'hui ce sont les Communistes qui ont pris la plume, et non Pierre Mauroy.
J'ai noté une troisième différence, c'est que c'est le Parti Communiste, qui s'en va répétant qu'il ne veut pas de rencontre nationale, c'est ce Parti là, sa Conférence nationale, qui s'est adressé à notre Convention nationale.
Enfin, j'ai noté - mais vous l'aurez certainement fait avec moi - le début d'une gêne, en tout cas d'une justification de l'attitude du Parti Communiste.
Et pourquoi cela ?
Parce que le Parti Communiste comprendre que, devant l'électorat de gauche, devant notre électorat, sur cette question, c'est lui qui refuse l'union.
Oui, mes camarades ! Il faut continuer à répéter - et notamment à répéter devant l'opinion publique - que la stratégie du "coup par coup", c'est la stratégie de désunion, et que la stratégie de l'accord global, c'est la stratégie de rassemblement.
Alors, je sais bien et j'entends ce que développe le Parti Communiste : la gêne serait éventuellement la présence dans nos listes de personnalités qui n'auraient rien à faire avec la Gauche...
Mais vous avez, comme moi, participé en 1977, en 1983, à l'élaboration de listes communes et, à l'époque, j'ai pu observer que le Parti Communiste

Collection Jean-Jaurès

acceptait sur ses listes d'union des gens qui étaient en train de quitter la Gauche... Aujourd'hui, il refuserait ceux qui sont en train de la rejoindre ?
Oui, le Parti Communiste, je crois, cherche à fuir le débat.
Ainsi, les Socialistes seraient fréquentables lorsqu'il s'agit de gérer nos communes, mais lorsqu'il s'agit de gouverner la France, alors nous aurions viré à droite ! Mais depuis quand, mes camarades, la gestion d'une commune n'est-elle pas affaire politique ? Tous les orateurs qui m'ont précédé ont montré combien, depuis la décentralisation, la vie passait dans la commune et combien l'étape communale était importante pour la vie des gens, pour la vie quotidienne, pour leur travail, pour la justice sociale. Oui ! Il y a débat politique, et oui, nous devons le mener devant l'électorat de gauche.
Si nous savons dire cela, si nous savons continuer à imposer cette ligne de rassemblement, cette ligne de l'accord global, à l'imposer devant nos électeurs, devant l'électorat de gauche, eh bien, je pense qu'effectivement nous arriverons à nos buts.
Alain Richard, tout à l'heure, rappelait une formule ancienne : tenir bon. Oui ! Il faut tenir bon et surtout s'expliquer devant les électeurs.
Mes camarades, je pense qu'à l'issue de notre convention, partout, dans les départements, les Premiers secrétaires fédéraux devront prendre l'initiative d'une rencontre avec les directions départementales du Parti Communiste, refuser pour l'instant les accords locaux, passer à l'étape départementale, et tenir, département par département, le même langage parce que c'est le seul qui soit politiquement clair.
Si nous tenons bon sur cette ligne, si nous tenons bon en 1988 comme nous avons su tenir bon en 1978, eh bien, nous gagnerons en 1989 comme nous avons gagné en 1981 !
(Applaudissements)

La présidente - Laurent Fabius. L'orateur suivant sera Pierre Guidoni.

Laurent Fabius

Chers camarades, cette Convention nationale est, en fait, la première réunion majeure que nous tenons depuis les élections législatives. Nous allons désigner, ratifier dans les grandes villes, le premier des Socialistes.
Dans quel contexte ? Avec quelles propositions ? Selon quelles alliances ?
Voilà les trois questions dont je voudrais traiter cet après-midi, abordant ainsi à quelques mois de l'échéance notre stratégie politique, car aucun d'entre nous ne contestera que, pour aborder ce rendez-vous très important, une approche, une cohérence, une cohésion politiques sont absolument indispensables.
La gestion communale est politique, les alliances, les programmes, reposent bel et bien sur une base politique. Quant aux forces politiques elles-mêmes, nous connaissons le poids des élections municipales, ayant bâti nos succès de 1981 sur le socle de 1977, tout comme 1986, d'une certaine façon, était contenu dans 1983.
C'est donc sur le terrain des grands choix politiques que nous devons situer

Fondation Jean-Jaurès

notre campagne et c'est sur ce terrain-là que je veux placer mon propos.
Quel est notre objectif pour ces élections ?
Conserver, conquérir, élargir.
Conserver nos mairies à la fois rurales et urbaines en faisant rayonner partout nos projets, la qualité de nos bilans, la compétence de nos équipes.
Cela suppose - c'est capital - que nous sachions entre nous éviter ou surmonter les divisions, au nord comme au sud de la France, et je dirai en particulier au sud...
Conquérir d'autres villes, jusqu'ici dirigées par des maires de droite.
C'est possible dans bon nombre de cas si nous savons déclencher la force d'entraînement nécessaire et la direction de notre Parti devra y consacrer tous ses moyens.
Enfin, élargir notre audience, en rééquilibrant, comme c'est à mon avis légitime, la direction de communes de gauche dans le sens exprimé depuis 1983 par le suffrage universel.
Pour atteindre ces trois objectifs, l'action gouvernementale, évidemment, va être décisive.
Depuis juin dernier, du bon travail a été fait. On le mesure, par exemple, lorsque après des décennies d'affrontements, on constate, depuis dimanche dernier, qu'un chemin, enfin - difficile mais plein d'espoir - existe en Nouvelle-Calédonie pour la paix.
Mais, dans les mois qui viennent, l'essentiel des préoccupations va revenir sans doute en métropole, ici... L'essentiel, ce sera, aux yeux de l'opinion publique, la façon dont, sur le plan économique et social, nous allons maîtriser ce que j'appellerai la nouvelle donne.
Au cours du premier septennat de François Mitterrand, nous avons su, dans l'ensemble, répartir les sacrifices, gouverner contre une inflation forte et une croissance faible en partageant plus justement les efforts. C'est la tâche que Pierre Mauroy, puis moi-même, nous avons dû conduire.
Aujourd'hui, il s'agit, dans une certaine mesure et je suis prudent en disant cela, d'autre chose, non pas la fin de la crise car les évolutions à l'œuvre sont malheureusement beaucoup plus profondes qu'une crise, et personne, absolument personne, ne peut être assuré de la pérennité des indices, mais un nouveau défi est lancé, celui de l'utilisation des premiers bénéfices, à un moment où les investissements industriels et les profits sont les plus élevés depuis dix ans et où, pour la première fois, cela résume notre succès, notre taux de croissance dépasse nettement notre taux d'inflation, sans que jusqu'ici, pour autant, reconnaissons-le honnêtement, le chômage, l'équilibre commercial, les conditions de vie de certaines catégories sociales aient pu connaître la même amélioration.
Le défi qui nous est lancé est donc en conservant notre esprit de responsabilité, en continuant, j'y insiste, à lutter très fermement contre l'inflation, en sachant et en disant que tout n'est pas possible tout de suite et pour tout le monde, d'adapter cependant à cette nouvelle donne dont nous ne savons pas si elle sera durable, notre approche économique et sociale.

Fondation Jean-Jaurès

La Gauche a bâti sa crédibilité sur sa capacité à gérer équitablement les sacrifices. Nous devons montrer aussi notre capacité à gérer équitablement les premiers bénéfices.
(Applaudissements)
Le gouvernement et le Parti, dans la cohésion, doivent répondre à ce défi et notre ligne être claire. Nous devons préserver les acquis de la désinflation et de la désindexation, mais nous devons aussi partager ce qui doit l'être. Nous devons associer les salariés au produit de la croissance, sans compromettre nos priorités qui s'appellent l'emploi, l'éducation, la formation, la culture, la recherche, l'investissement. Nous devons avancer quand c'est possible, fixer des échéanciers quand c'est nécessaire, dire "non" quand c'est inévitable, dialoguer et expliquer dans tous les cas. Nous avons commencé de le faire, nous devons poursuivre le chemin.
Dans quel climat idéologique ? C'est déterminant, car on gagne ou on perd les batailles avec des idées.
Or, je suis frappé, sans doute comme vous aujourd'hui, par deux mouvements forts et contraires :
D'un côté, certaines de nos idées matrices progressent. Par exemple, la nécessité d'une société mixte qui refuse à la fois le libéralisme sauvage et l'économie administrée, ou encore le rôle de la formation et de l'éducation comme clé d'égalité des chances et du succès d'une nation ou encore, le besoin de donner un contenu social et culturel à l'Europe, ou encore l'aspiration vers davantage de démocratie dans nos entreprises et dans nos institutions. Toutes ces convictions sont profondément les nôtres et elles avancent.
Mais, sur d'autres terrains, reconnaissons aussi que sortent et jaillissent des idées, des comportements réactionnaires et même extrémistes. On met en cause, deux cents ans après, le sens de la période révolutionnaire. On fait pression pour rouvrir le débat sur la peine de mort. On distille la peur ou la haine de qui est né sur un autre sol ou possède une autre culture. On refuse certains progrès scientifiques parce qu'ils ne correspondent pas à tel dogme. On pratique la violence criminelle contre un journal ou contre un cinéma à raison de ce qu'ils diffusent.
Tous ces exemples exigent que nous réaffirmions, nous, parce que si nous ne le faisons pas, qui le fera, les valeurs qui sont les nôtres et qui s'appellent : tolérance, rationalisme, laïcité, et qui sont nos valeurs profondes.
(Applaudissements)
Est-ce que je suis tellement loin des élections municipales en disant cela ? Je ne le crois pas. Tout vote exprime une certaine conception de la société et de la manière de vivre ensemble. Voltaire écrivait, je le cite : "Si je faisais une religion, je mettrais l'intolérance au rang des péchés mortels."
C'était il y a 220 ans. Tout a changé mais, au fond, rien n'a changé !
Nos discussions de convention ont commencé, c'est légitime, d'aborder la question des idées. J'en dirai un peu plus loin quelques mots.
Là aussi, nous devons être clairs dans nos choix, et, pour cela, déterminés quant à notre démarche d'ensemble, Pierre Mauroy l'a été dans son exposé. Faute de

Fondation Jean-Jaurès

quoi, ce serait le pointillisme politique, cette technique bien connue qui permet des succès passagers et qui garantit les échecs durables !
Je veux donc rappeler ce qui, pour nous, constitue quelques évidences.
Si nous sommes Socialistes, c'est que nous voulons une transformation progressive de la société vers la justice et l'efficacité. C'est en cela que nous différons des conservateurs. De même que nous différons de l'approche collectiviste en ce que nous centrons cette transformation autour de l'épanouissement de la personne humaine.
Le sens de notre engagement politique, de notre action militante, de nos combats électoraux, il est tout entier inscrit dans cette perspective-là. Chaque candidat chaque élu Socialiste a charge et volonté de contribuer, même modestement, à ces progrès de notre société. Comment ? Précisément par l'action municipale.
Je souhaite, comme l'a fort bien fait Rodolphe Pesce tout à l'heure, que notre manifeste, le moment venu, le dise, que, malgré la vieille et fausse rengaine sur la gestion des communes qui ne seraient ni de Droite, ni de Gauche, on fasse comprendre ce qu'est véritablement une approche et une pratique Socialistes, un aménagement urbain, rural, une action sociale qui refuse l'exclusion, une politique éducative, sportive, associative qui offre leur chance à tous, une stratégie de l'environnement qui respecte les équilibres vivants, des choix économiques et fiscaux qui stimulent l'emploi et l'équité et, partout, partout, partout la solidarité. La sont nos vrais guides et nos élus savent en défendant leurs communes qu'elles soient petites ou grandes, illustrer fortement ces idées.
Pour le prochain mandat, je souhaite concrètement que notre identité Socialiste soit marquée au moins par 3 avancées.
D'abord, dans la composition de nos listes. Nous sommes un parti de transformations sociales. Nous voulons une société où le monde du travail, les jeunes, les minorités aient davantage leur mot à dire. Nous ne sommes pas des rêveurs mais nous avons un rêve, et parmi les figures de ce rêve, il y a l'égalité entre hommes et femmes. Pierre Mauroy a fait une proposition ce matin, et Yvette Roudy aussi. Le moment est venu que, sur nos listes, en attendant l'égalité complète que nous souhaitons, au minimum une femme sur trois, on l'a dit, une femme sur trois candidats, soit placée en position éligible.
Cela nous créera des difficultés pratiques ici ou là dans la commune sans doute, peut-être, mais pourtant c'est le sens du progrès et l'honneur de notre conviction.
Mais, si nous voulons que ces indications soient suivies d'effet, il faut sans doute être plus précis, d'où la question que nous devrons trancher.
Puisque nous avons décidé d'adopter une procédure centralisée de ratification pour les grandes communes, serons-nous d'accord ou non pour décider que seules pourront être ratifiées, lors de notre convention de janvier, pour les communes de plus de 20 000 habitants, les listes qui effectivement comporteront, en situation éligible, la présence d'une femme sur trois.
(Applaudissements)
Ma deuxième proposition concerne la démocratie locale. Nous avons mis en place la décentralisation. Elle a d'abord été combattue, et, aujourd'hui, elle est

plébiscitée. Reconnaissons toutefois qu'elle s'est arrêtée le plus souvent aux élus. L'abstention récente, lors des élections cantonales l'abstention lors du referendum, la coexistence entre une mobilisation politique faible et une revendication sociale forte ne sont pas fortuites. Certains parlent même d'une crise de représentation collective.

En tout cas, le lien entre le vote d'un côté, le projet d'ensemble et l'action quotidienne de l'autre, doit pouvoir être mieux identifié et c'est possible, à l'échelle de nos communes.

Je souhaite, là aussi, que nos programmes municipaux contiennent des propositions précises de décentralisation vers nos concitoyens eux-mêmes et particulièrement d'association plus étroite de la population française et immigrée aux décisions qui la concernent.

(Applaudissements)

Enfin, le prochain mandat municipal englobera l'échéance européenne de la fin 1992. Un grand débat a commencé de se nouer : Europe des capitaux ou Europe des hommes, Europe-marché ou Europe-communauté.

Ma conviction est que s'il se limite aux capitaux, l'acte unique risque de le rester. Les élections européennes interviendront trois mois seulement après l'échéance municipale. Nous devons, à mon sens, dans nos communes, dès nos communes, donner cher à notre ambition européenne, et pour cela, proposer, beaucoup d'entre nous ont commencé de le faire, des projets concrets de coopération avec d'autres villes d'Europe, souvent en direction du tiers-monde et de l'action humanitaire. Elles sculpteront le vrai visage de la communauté à construire. Bref, qu'on sache partout, dans ces élections, ce que porte avec lui le message Socialiste, non seulement nos orientations traditionnelles en général, mais en particulier et concrètement davantage d'égalité entre les sexes, davantage d'Europe concrète et davantage de démocratie.

Sur quelle base politique est-ce que nous allons composer nos listes ?

C'est ma dernière interrogation et, là aussi, je pense qu'il faut partir du projet d'ensemble si nous voulons que soient cohérents notre stratégie, notre programme et nos alliances.

Notre projet, c'est l'avènement d'une démocratie sociale dans le cadre européen. C'est la France, première démocratie sociale dans la première communauté du monde. C'est ce projet qui a servi de base à nos propositions de décembre 1987. C'est lui encore qui constitue la trame de la lettre de François Mitterrand à tous les Français.

Ce projet implique une stratégie de modernisation démocratique capable de relever les principaux défis du temps : coup d'arrêt donné à ce qu'on peut appeler la société à trois vitesses, maîtrise de la nouvelle révolution technologique et des nouveaux modes de travail, adaptation de notre système d'éducation et de formation, revalorisation de l'Etat et des services publics, construction d'une vraie communauté européenne, tout en état dans les droits et libertés des individus comme citoyens et comme travailleurs. Contre cette stratégie de modernisation démocratique se dressent les forces conservatrices. Leurs chefs de file, aujourd'hui, sont divisés, mais elles continuent, nous le

Fondation Jean Jaurès

savons tous, d'être puissantes.
La Droite moderniste, elle aussi, est opposée à notre stratégie, mais elle sait, elle, que le mouvement est nécessaire et accepte donc, comme le Guépard du fameux roman de Lampedusa, que tout change pourvu que rien ne change.
Si, malgré ces oppositions, nous voulons mener à bien la modernisation démocratique, nous devons prendre appui non pas sur les seules élites au pouvoir, mais sur la base salariée, sur les forces de la culture, sur les forces de la création et du travail, sur l'ensemble des générations nouvelles.
Notre projet ne peut pas se concevoir sans leur concours et notre stratégie locale et nationale d'alliance doit emporter partout les propos. Nous devons souhaiter le rassemblement à gauche sur la base des résultats des récentes élections ; nous devons proposer ce rassemblement aux diverses formations de gauche et au-delà à tous ceux qui se retrouvent dans les options de François Mitterrand et qui, même s'ils n'appartiennent pas aux partis de gauche, expriment en soutenant le Président de la République leur volonté de progrès.
Bref, notre stratégie doit être l'alliance recherchée de tous ceux qui se reconnaissent dans les grands choix du 8 mai. Cette stratégie entraîne précisément deux séries de conséquences.

- L'une, c'est qu'à mon sens, et il ne me semble pas y avoir de divergence là-dessus, c'est qu'elle exclut que des Socialistes puissent passer alliance avec des candidats qui n'appartiendraient ni à la Gauche, ni à la majorité présidentielle et qui combattraient cette majorité. Nous refusons le sectarisme, mais nous demandons la cohérence comment pourrions-nous présenter un front commun avec ceux qui ne se reconnaissent pas dans les choix du 8 mai ?
- L'autre conséquence, elle concerne la direction du PC. Cette direction dit en substance : union, mais pour reconduire les maires sortants, et jusqu'ici en tout cas sans véritable discussion ou accord national. Nous, nous disons : union, mais sur les bases voulues par le suffrage universel et dans le cadre d'une cohérence nationale.

Où est alors la différence entre nous ? Est-ce qu'elle est dans la volonté d'union ? En apparence non, si du moins la direction Communiste dit réellement ce qu'elle pense... nous verrons bien à travers les faits.
Est-ce que c'est dans le caractère national de l'accord ? Personne ici ne va croire que les décisions d'alliance vont être arrêtées pour les grandes communes sans concertation d'un coté et de l'autre avec nos directions nationales.
Il serait donc plus honnête, c'est notre position, d'accorder le droit avec le fait et puisque la stratégie est nationale, finalement que la recherche d'accord et ses garanties le soient aussi.
La réalité, c'est que nous voulons l'union, nous voulons la cohérence nationale, mais nous les voulons, c'est la moindre des choses, en démocratie, à partir des proportions exprimées par les électeurs lors des derniers scrutins et quand on y réfléchit bien, je me demande si le vrai absent de la position de la direction Communiste, ce n'est pas d'une certaine façon, les décisions du suffrage universel.

Collection Jean Poperen

Depuis 1983 les rapports de forces politiques ont changé, je pense qu'en démocratie ce changement là ne peut pas être oublié.
(Applaudissements)
C'est cette attitude qui est la notre devant l'opinion publique. En organisant la mise en œuvre de nos choix nationalement et par département, en discutant de façon coordonnée, et j'approuve tout à fait la méthode et le calendrier de travail proposé ce matin par Pierre Mauroy.

- Rassemblement à gauche sur la base des résultats des plus récentes élections.
- Rassemblement autour des choix du 8 mai.

Evidemment, si malgré tout nos efforts, cette approche était refusée, nous devrions en fin de compte, parce qu'il n'y a pas d'autres moyens, demander aux électeurs de nous départager.
Chers camarades, les élections du bicentenaire, c'est dans quatre mois. En deux cents ans, nos communes ont formidablement changé et pourtant l'essentiel est resté, le sentiment, la construction de l'alternance à une communauté constitutive de notre identité même.
Le Socialisme, lui aussi, s'est transformé, mais est demeurée sa substance, il s'appelle la quête de justice.
Communauté et justice, commune et Socialisme, il est bon que les uns et les autres cheminent ensemble, s'adaptent ensemble, préparent ensemble les temps qui viennent pour bâtir cette société d'épanouissement de la personne humaine qui fonde tout notre projet.
Il faut l'emporter aux élections municipales, parce que la commune est en définitive le lieu par excellence de l'application de nos choix.
Ces élections, je suis, comme vous, convaincu que nous pouvons les gagner, appuyés sur une bonne politique gouvernementale, sur une bonne campagne électorale et sur une bonne stratégie du Parti. Dans chaque village, nos camarades sont prêts à engager toutes leurs forces pour l'emporter. Une fois de plus, le chemin à suivre est celui que nous a tracé François Mitterrand : éviter le piège du "périr ou trahir", conserver le talisman de la Gauche qu'il a su nous restituer, nous rassembler, nous les Socialistes, et rassembler très largement autour de nous, autour des choix du 8 mai.
C'est cette ligne-là qu'il faut tenir, et si nous tenons sur cette ligne, croyez-moi, au mois de mars prochain, c'est nous qui l'emporterons.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Merci, Laurent.
L'orateur suivant sera Pierre Guidoni.
Avant, je vais demander aux fédérations de l'Essonne, du Doubs et de l'Allier de se rendre en salle numéro 1, devant la Commission électorale, et je donne la parole à Françoise, qui va nous donner la composition de la Commission des résolutions.

Fondation Jean Jaurès

Françoise Seligmann

Chers camarades, la Commission des résolutions est composée de 66 membres dont je vais vous donner les noms. Il serait utile que vous écoutiez assez attentivement pour être présents ce soir à cette Commission.
(Lecture de la liste des titulaires, puis des suppléants)

La présidente - La parole est à Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni

Chers camarades, il me paraît clair, au fil des interventions successives, qu'un large accord se dessine dans notre Convention nationale à la fois sur l'analyse de la situation et sur la manière dont nous devons répondre aux nouveaux défis qui sont devant nous.
Les élections municipales sont traditionnellement un des moments forts de la vie de notre Parti. Pour des raisons historiques, anciennes et profondes, c'est sur cette base-là que s'est construit et qu'a grandi le mouvement Socialiste, et d'ailleurs plus largement, dans notre pays, le mouvement ouvrier.
Mais aussi parce que c'est là, dans chaque commune dans chaque quartier, dans chaque village que l'on peut, que chaque citoyen peut juger de la valeur de nos convictions, de notre capacité à les mettre en œuvre et à leur donner une traduction pratique ce que peuvent vouloir dire au quotidien les valeurs que nous défendons.
Alors, notre tâche et notre but dans la préparation de ces élections me semblent relativement bien fixés et relativement clairs.
Rassembler à partir de la Gauche pour ensuite élargir à ceux qui se reconnaissent dans la majorité du 8 mai.
Rassembler à partir de la Gauche... rassembler, on est passé, me semble t-il, un peu vite. L'objectif, c'est d'abord, partout en France de rassembler autour de nous les citoyens pour battre la Droite, pour reprendre les communes que nous avons perdues ou pour prendre celles que nous n'avons jamais eues, et il n'y a pas une seule commune en France dans laquelle nous n'ayons pas à faire entendre notre voix, il n'y a pas une seule commune en France dans laquelle nos camarades doivent aller à la bataille comme des figurants.
Partout, nous devons faire avancer nos idées et partout nous devons nous demander comme chaque fois, et bien plus encore que les fois précédentes, comment nous devons faire pour gagner.
Rassembler pour conserver les communes qui sont aujourd'hui dirigées par la Gauche, par les listes d'union et, bien sur, d'abord par les listes Socialistes, mais aussi pour conquérir les autres, toutes les autres... et de ce point de vue cela fait transition avec le point suivant, que ceux qui n'ont pas rejoint la majorité présidentielle, que ceux qui aujourd'hui se situent toujours dans l'opposition et le montrent par exemple par leurs votes à l'Assemblée Nationale, n'attendent pas de nous je ne sais quel arrangement local qui se situerait hors du combat politique général qui est le nôtre.

Contribution Parisienne

Rassembler pour conserver, rassembler pour conquérir, rassembler à partir de la Gauche, oui bien sûr. En écoutant tout à l'heure la lettre, qui nous a été adressée par la direction du Parti Communiste, comme la plupart d'entre vous, j'ai souri, car depuis 1983, date à laquelle nos camarades Communistes voulaient geler la situation dans l'ensemble des communes, et dans l'ensemble du pays, pas mal d'événements se sont quand même déroulés et pas seulement des élections qui ont marqué le changement du rapport de forces sur le terrain, mais aussi ce fait tout simple, et que semble-t-il, ils ont eux-mêmes oublié, qu'en 1983 ils étaient avec nous, au gouvernement, et qu'aujourd'hui le moins que l'on puisse dire est que leur position et leur situation ont changé !

L'esprit, qui était le nôtre à l'époque, en fonction de cette situation politique, en fonction de cette solidarité, a évolué tout naturellement lui aussi. C'est donc sur la base des résultats électoraux les plus récents c'est donc sur la base du vote exprimé démocratiquement par nos concitoyens, commune par commune, c'est donc sur la base du rapport de forces réel d'aujourd'hui que doivent se constituer des listes, mais qu'il n'y ait pas d'équivoque sur nos intentions, qu'il n'y ait pas d'équivoque sur l'esprit avec lequel nous abordons cette discussion, nous voulons réussir, nous voulons conclure, et notre but n'est pas la multiplication des affrontements. Notre but est l'union, c'est bien le rassemblement de la Gauche, et au-delà des accords entre nous-mêmes et le Parti Communiste, je pense surtout à ceux qui dans nos communes, nos quartiers, nos villages, sont la Gauche, socialement, culturellement, politiquement, et qui se reconnaissent dans notre combat, chaque fois que celui-ci se place clairement sous le signe de l'union.

De ce point de vue, le Premier secrétaire a fait des propositions, nous en avions débattu au Bureau exécutif, nous sommes d'accord, c'est la bonne voie, et nous espérons qu'elle permettra de faire avancer des situations qui aujourd'hui peuvent apparaître bloquées.

Et puis, rassembler à partir de la Gauche, c'est aussi élargir, c'est aller plus loin, c'est essayer de ramener à nous ceux qui, au fil des années, ont compris à quel point nous avions raison, à quel point les batailles qu'ils avaient menées contre nous, parfois, dans le passé, étaient vides de sens, ou en tout cas pauvres en résultat. Ramener ceux qui au moment des élections présidentielles ont compris de quel côté il fallait désormais se situer, ramener à nous ceux qui partagent avec nous l'essentiel d'une vision d'avenir. Autrement dit, ceux qui se situent clairement dans le cadre de la majorité présidentielle, autrement dit, ceux qui se situent nettement à nos côtés, dans le combat d'ensemble que nous menons, et pas en effet tel ou tel notable local, qui changeant d'étiquette, changeant de conviction, admettrait qu'il puisse être avec nous, sur la liste municipale, et sur un programme rénovation des trottoirs, mais garderait sa liberté dès qu'il s'agirait d'autre chose !

Elargir c'est bien, élargir sur nos bases, sur nos projets, sur notre politique, sur la vision que nous avons de l'action municipale, ce n'est pas rechercher au coup par coup, au cas par cas, les alliances qui, on le sait bien, à la veille des élections municipales, s'offrent toujours plus nombreuses qu'il n'y a de place sur chaque

liste.
Il faut aussi rassembler pour atteindre, renforcer l'audience et l'implantation de notre Parti, nous savons bien que la bataille des municipales avec ce qu'elle suppose de mobilisation et de mobilisation au plus près du terrain et ensuite la question municipale, l'animation d'une cité, c'est le moment et le lieu, où se fait le mieux cette prise de conscience qui conduit à s'engager dans l'action militante en s'engageant dans les rangs de notre Parti.
Mais cela suppose bien sûr, et nous en parlerons j'imagine à la Commission des résolutions, qui à cette mobilisation s'ajoute le respect de nos règles, et de nos statuts, le respect des votes exprimés par les militants, le respect de la volonté, si souvent exprimée d'une représentation équitable de tous. Au nom de mes amis, j'en ai beaucoup, au nom de mes amis les plus proches, je voudrais dire que nous approuvons, nous appuyons non seulement la proposition d'avoir une femme sur trois sur chaque liste, mais aussi et peut-être surtout, parce que c'est cela qui donne son contenu et sa force à cette proposition, l'idée que notre Convention nationale de janvier aura à concrétiser cela au moment de la ratification des listes.
(Applaudissements)
Je voudrais, mes chers camarades, avant de conclure, revenir après plusieurs autres, sur le sens politique de ces élections municipales, resituées dans notre combat d'ensemble.
Voyez-vous, je n'ai pas de doute sur notre capacité à faire passer dans la campagne et dans notre manifeste - et Rodolphe Pesce a dit des choses très justes ce matin - les orientations qui sont les nôtres, l'identité des Socialistes au niveau municipal, je n'ai pas de doute sur notre capacité à présenter à l'opinion publique, commune par commune, village par village, des propositions qui aillent dans le sens du progrès, de l'égalité et de la logique sociale, mais je me dis aujourd'hui, après les cantonales, après le referendum, et avec ce que je lis ou ce que j'entends tous les jours, je me dis plus que jamais qu'il est nécessaire de ne pas présenter les élections municipales comme un combat isolé et local, que plus que jamais il est nécessaire de montrer le lien qui existe entre notre action de chaque jour sur le terrain et le combat d'ensemble qui est et qui a toujours été celui du Parti.
Mes camarades, lorsque nous allons aller à la bataille des municipales, nous le ferons au nom de nos idées, de nos valeurs, de nos propositions, ce sont les mêmes au niveau de la commune qu'au niveau du département, qu'au niveau de la région, qu'au niveau national. Ce sont les mêmes aux municipales qu'aux cantonales, qu'aux législatives, et qu'aux présidentielles.
Rappelons-le, rappelons que sur tous ces terrains les Socialistes mènent le même combat pour le progrès, l'égalité, la justice sociale et à ce moment là, le rassemblement, à partir de la Gauche, et son élargissement éventuel, prennent tout leur sens, et toute leur signification.
Mais bien sûr, si nous cédions aux conseils qui nous sont si benoîtement donnés de toutes parts, si nous étions en train de nous noyer dans la soupe dont Louis Mermaz parlait ce matin, dans une idéologie molle, qui est en même temps une

Fondation Jean Jaurès

idéologie tiède, si nous croyions que l'avenir c'est je ne sais quel projet de recomposition de la vie politique, ou ce que de bons auteurs ont appelé récemment, dans un livre, la République du centre, si nous pensions qu'il n'y a pas d'autres choix que la paupérisation de l'Etat et la banalisation de la France, pour reprendre les mots clefs que l'on nous répète, tous les jours, tous les soirs, tous les matins, alors le combat des municipales lui-même et la manière de le mener, et les propositions à faire, et la composition des listes et les alliances, seraient tout naturellement différents.
En prenant la position que vous êtes en train de prendre, en votre Convention nationale aujourd'hui, sur les municipales, sur la manière de les affronter, et de les mener, ne vous y trompez pas, vous tranchez aussi ce débat, et je me réjouis que nous soyons en train, tous ensemble, dans l'unanimité, de le trancher dans le bon sens.
Il nous reste à rendre tout cela évident, lumineux, pour l'ensemble de nos concitoyens, et il nous reste dans chacune des communes de France, une rude bataille à mener.
Chers camarades, bonne chance !
(Applaudissements)

La présidente - Merci Pierre.
Catherine Trautmann... Les orateurs suivants seront Gérard Le Gall et Jean Poperen.

Catherine Trautmann

Chers camarades, les élections municipales, parce qu'elles sont des élections locales, et avec un scrutin à la proportionnelle, sont les élections les plus favorables à la promotion des femmes, à des postes électifs, et sont un élément dynamisant essentiel pour toutes les autres élections.
Nous partons pour ces élections municipales avec un constat alarmant en ce qui concerne le nombre des femmes élues lors des derniers scrutins.
Elles ne sont représentées qu'à hauteur de 6,13% parmi les parlementaires Socialistes et de 4,67% parmi les Conseillers généraux, lors du dernier renouvellement, alors que depuis 1977 le pourcentage des femmes élues aux municipales est en progression, et passe de 20% à un peu plus de 21% en 1983.
Je voudrais faire un constat, la place des femmes a progressé chaque fois qu'un quota a été appliqué, qu'il soit statutaire ou non. Il est donc indispensable que nous soyons tous d'accord avec un quota de 30%. Mais attention, un quota qui ne détermine pas seulement un pourcentage de 30% de femmes sur les listes, mais qui assure une répartition de femmes d'une sur trois places autrement dit trois femmes tous les dix noms.
Il y a plusieurs raisons que je vais évoquer, et qui démontrent aujourd'hui qu'une telle désignation n'est pas seulement nécessaire mais naturelle, quand il s'agit pour nous, d'être dans ce pays, le ferment constant du progrès social.
Première raison, la cohérence nécessaire entre les élections européennes et les élections municipales, personne ne pourrait comprendre et surtout pas les

Fondation Jean-Jaurès

femmes qu'il y ait moins de femmes sur les listes municipales que sur les listes européennes, qui comportaient déjà en 1984 30% de femmes alors que trois mois seulement séparent ces deux scrutins.
Deuxième raison : nous ne pouvons prendre du retard alors que les partis de droite et les écologistes sont actifs sur ce terrain, voire même en font un thème de campagne et obtiennent dans certains cas des résultats
Deux chiffres comparatifs encore : alors qu'en 1986 nous avions 21 femmes parlementaires à l'Assemblée Nationale, et la Droite 8, nous n'en avons plus que 18 aujourd'hui et la Droite 14.
Camarades, il est urgent de montrer notre détermination et notre volonté à construire, surtout à cause des difficultés que cela peut nous poser, une société où les femmes aient toute la place qui leur revient puisqu'elles sont 53% des électeurs.
Troisième raison, nous ne pouvons que constater une évolution profonde des mentalités à laquelle nous avons une grande part de responsabilité, grâce à toutes les mesures positives qui ont été prises jusqu'à présent par les gouvernements Socialistes, évolution qui reconnaît aux femmes la capacité de gérer, de décider, d'initier, et donc de représenter aussi bien que les hommes l'ensemble de nos concitoyens dans des fonctions électives.
Les élections municipales de 1989 doivent donc permettre d'augmenter très sérieusement le pourcentage de femmes élues, mais surtout les femmes sont en attente d'un signe de notre part. Nous nous devons de le leur donner, car sinon elles risquent de se détourner de nous et de sanctionner par une abstention ou un vote qui se portera ailleurs ce qu'elles pourraient comprendre comme un désintérêt de notre part, ou même comme une désertion du terrain essentiel, celui de la lutte pour les droits des femmes.
Ce signe, nous devons le donner tant dans notre manifeste municipal et dans nos programmes que dans la composition des listes. Nous ferons porter notre campagne sur les solidarités. Nous refusons la ville ségrégative. Les femmes sont des partenaires essentiels de notre politique municipale puisqu'elles jouent un rôle déterminant dans la vie économique et dans la vie associative. Chacun le sait, les fonctions municipales de Conseiller, d'adjoint ou de maire sont des responsabilités que les femmes briguent volontiers et qui permettent des pratiques auxquelles elles aspirent, gestion, négociation, contrat, action dans la durée et développement des solidarités.
La cité est le lieu où la politique s'explique au quotidien de la vie, où la politique est accessible.
La gestion des villes doit pouvoir se décliner au féminin comme au masculin.
Nous savons que nous ne serons pas nombreuses à être têtes de liste, malgré la motivation pour beaucoup d'entre nous et l'espoir que représentent ou ont représenté des femmes maires de notre Parti. Je voudrais citer Edith Cresson, Françoise Gaspard, Marie-Jo...
Si nous ne sommes pas nombreuses à être têtes de liste, nous devons l'être sur les listes, et s'il est difficile dans les petites communes de parvenir au respect du quota, il est indispensable que dans les villes de moins de 20 000 habitants et

dans celles de plus de 20 000, toutes les listes qui seront ratifiées contiennent une femme toutes les trois places.
La convention de Châtellerault a permis de faire le point sans concession de nos avancées et de notre stagnation, notamment aux postes de responsabilité dans notre Parti. Elle a permis aussi de créer un outil, la Commission de la promotion des femmes acceptée par le Bureau exécutif du 22 juin dernier. Sachons, camarades, nous servir des outils que nous nous donnons. La mise en route rapide de cette Commission, son fonctionnement, ses propositions seront aussi un signe envers les femmes.
Mars 1989 aura une signification toute particulière pour les femmes. Les élections municipales ont lieu pendant l'année de la commémoration du bicentenaire de la révolution et de la déclaration des Droits de l'homme, et le 8 mars est la journée des femmes.
N'oublions pas, camarades, que l'égalité c'est toujours un but que nous privilégions, que nous ne pouvons cesser de nous en rapprocher et que ce sera sur notre capacité à donner sens et réalité à l'égalité que nous serons jugés par plus de la moitié des électeurs de ce pays.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Catherine.
Je vais passer la présidence à Pierre Guidoni.
L'orateur suivant est Gérard Le Gall, ensuite Jean Poperen.
(Pierre Guidoni remplace Michèle André à la présidence)

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, je voudrais commencer mon intervention en saluant l'heureuse initiative du Premier secrétaire cet été, à savoir que le Parti commence à travailler collectivement dans les mois à venir pour le Congrès idéologique de 1990. Je n'en parlerai pas aujourd'hui sur le fond, sauf sur un point.
Dans le cadre de ce travail, il faudra réfléchir à l'état de la démocratie dans notre pays et à son enracinement dans notre peuple.
A l'évidence, le taux élevé d'abstention aux législatives, aux cantonales et au referendum fait problème. Mais de grâce, n'exagérons rien ! A l'élection reine de la démocratie française, l'élection présidentielle, 80% de nos compatriotes ont participé. Nous sommes loin de la vie politique américaine. Le sujet est suffisamment préoccupant, à l'aune de l'abstention au referendum ou aux cantonales, pour ne pas l'aggraver au point de le comparer à la vie politique américaine.
De même il faudra aussi réfléchir au phénomène récent et intense que j'appellerai le zapping électoral, c'est-à-dire cette tendance de l'électorat à modifier rapidement son comportement électoral en fonction du moment, en fonction des enjeux et en fonction des candidats.
On a observé au cours des dernières décennies un nombre record de chassés-croisés électoraux. Bref, il nous faudra mieux prendre conscience de

Fondation Jean Jaurès

l'émergence d'un nouvel électeur, d'une montée de l'individualisme électoral, d'un électorat plus mobile, plus attentif aux formes et au fond du débat politique.
En ce sens, je voudrais brièvement intervenir sur deux points.
Premièrement la mise en musique du cadre défini par le Premier secrétaire et par le Bureau exécutif, et n'en doutons pas, par notre convention, deuxièmement réfléchir en commun sur les conditions de la victoire en mars 1989.
Quelques considérations sur la stratégie et sur la tactique. Tout d'abord je ferai un constat, pour nous satisfaire, il n'y a pas de divergence sur la stratégie au sein du Parti ni au niveau de la Direction nationale, ni au niveau de la direction fédérale. Il faudra cependant vérifier qu'ici et là dans nos communes il en va de même. Je parle en connaissance de cause, et là dessus il faudra être très clair.
Alors quelle attitude vis-à-vis de notre principal partenaire ?
Avec le Parti Communiste, nous le savons, le rassemblement est un processus difficile, une sorte de ligne de persévérance. Elle connaît à l'évidence quelques palinodies si l'on en juge par les lettres successives et les réponses du Parti Communiste.
Nous devrons dans les semaines à venir vis-à-vis du Parti Communiste agir avec lucidité et fermeté. En ce sens je crois que nous pouvons dire : l'union, oui, le rassemblement, oui, mais le statu quo général par rapport à 1983, non. La démocratie, cela a déjà été dit mais je pense qu'il faut le répéter, c'est le respect du suffrage universel, et la démocratie dans une alliance, avec ou sans guillemet, c'est aussi le respect de l'émergence d'un nouveau rapport de forces.
Alors que faire ?
Chers camarades, s'il n'y a pas de débat sur la stratégie, il y a à l'évidence un débat sur la tactique, c'est à-dire sur les modalités d'une même stratégie.
Il n'y aura pas au premier tour, en mars 1989, des listes d'union et des primaires, mais des listes communes et des primaires, et au second tour il y aura partout des listes d'union. De grâce, ne parlons pas de listes d'union pour des listes communes, ce serait en quelque sorte desservir nos camarades qui feront des primaires et qui sont tout aussi unitaires que les autres, pour autant que ces primaires seront justifiées.
Le Bureau exécutif vérifiera cette réalité.
L'union est un processus qui doit intégrer, comme la loi nous y invite, deux tours de scrutin. Vis à vis de la majorité présidentielle, notre attitude doit être simple. Je la résumerai ainsi : la majorité présidentielle, toute la majorité présidentielle, rien que la majorité présidentielle.
Je m'explique. Toute la majorité présidentielle : il ne saurait être question le moins du monde de recéder au dictât du Parti Communiste confirmé par la missive de ce matin.
Mais rien que la majorité présidentielle : il n'est pas question que par une spirale quelque peu perverse les amis de nos amis deviennent nos amis. Oui aux personnalités qui nous ont rejoints, qui sont venus vers nous avant le 8 mai ou après le 8 mai, mais non pas forcément à leurs amis qui sont restés de l'autre côté de la frontière.

Fondation Jean Jaurès

C’est parce que nous serons très clairs de ce côté que nous pourrons être et que nous serons plus forts de l’autre côté vis-à-vis du Parti Communiste.
Sur ce point, je voudrais répondre à la question que Jean-Marie Cambacérès a posée tout à l’heure à la convention sur les nombreuses villes de plus de 3500 habitants. Il s’agira dans ces communes de moins de 3500 habitants de faire un parallélisme avec le cadre défini par le Premier secrétaire pour les villes de moins de 20 000 habitants à plus de 3500, pour des villes de plus de 20 000 habitants.
La fédération sera habilitée, comme la Direction nationale et son Bureau exécutif, dans ces communes comme la Direction nationale l’est pour les villes de plus de 2 000 habitants.
Enfin, deuxième point de cette intervention, chers camarades, les conditions politiques de la victoire. Je ferai une remarque et trois suggestions, trois propositions Ces élections municipales, nous le savons, sont des élections intermédiaires, traditionnellement plus difficiles pour le Parti au pouvoir, encore qu’il ne faille pas généraliser cette loi. Mais plusieurs éléments peuvent nous rendre optimistes.
Tout d’abord, comme l’a rappelé tout à l’heure Alain Richard, le rapport de force national en mars 1983 était de 44, 45% pour la Gauche et 50, 55% pour la Droite. On peut légitimement espérer que le rapport de force peut encore s’améliorer dans les mois à venir, en tous cas être proche du rapport de force tangent 50-50, et ce serait alors un certain nombre de villes qui tomberaient dans notre escarcelle. Bref, on peut légitimement espérer un meilleur rapport de force national en mars 1989 qu’en mars 1983.
Mais pour que, si j’ose dire, la victoire soit complète, car on n’ose imaginer une défaite à ces élections municipales, trois conditions sont à réunir. Tout d’abord, nous appuyer sur la bonne image du Parti, du Président, du gouvernement et de nos municipalités, et sur l’excellente stratégie que nous définissons au cours de cette convention.
Deuxièmement, chers camarades, être attentif au mouvement social, et de grâce, si l’on doit proposer des augmentations de salaires, il vaudra mieux le faire deux ou trois jours avant l’élection que deux ou trois jours après l’élection, comme on a pu le constater récemment.
Enfin troisièmement, chers camarades, il faut réfléchir aux trois dernières élections et consultations qui se sont déroulées dans notre pays au cours des récents mois. Tout d’abord, par rapport aux élections législatives, contrairement à ces élections, il faudra être clair. La responsabilité est collective, elle est partagée, mais le moins qu’on puisse dire, c’est que notre comportement en général, sphère de l’exécutif comme sphère du Parti, ne fut pas exempt d’ambiguïté.
L’une des clés de la réussite dans les campagnes électorales, c’est la clarté.
Leçon par rapport aux législatives, mais aussi leçon par rapport aux cantonales. Ici je ne cherche pas à établir des responsabilités ici plus que là, mais il faut constater que pour le moins nous avons été très peu offensifs. On ne gagne pas une élection sans être offensif.

Fondation Jean Jaurès

Enfin par rapport à la dernière consultation, le referendum, chers camarades, la communication est une chose importante, c'est un surplus par rapport au fond et au rapport de force électoral, mais il faudra éviter, c'est une règle élémentaire de la communication politique, toute rupture de ton en campagne électorale.
Donc tirer les conclusions des différentes consultations et différentes élections, et trouver ainsi les garanties de la victoire.
Enfin, mes chers camarades, je voudrais dire un simple mot sur Marseille. La décision que nous nous apprêtons à prendre, à confirmer, devrais-je dire, correspond à la victoire du Parti sur lui-même. Elle consacre à la fois le respect de la légalité, c'est-à-dire le respect de nos règles internes, mais aussi, et ceci n'est pas assez dit, une certaine légitimité quand on analyse les bons résultats du Parti Socialiste aux élections législatives et aux élections cantonales à Marseille.
(Quelques applaudissements)
Je dirai, cher Robert, que la pugnacité est une qualité mais il y a un temps pour tout.
Aujourd'hui les choses se clarifient. Demain, je ne doute pas que tu sauras accepter la décision de ton Parti. Je dirai aussi cher Michel que la convention te souhaite bon vent.
Au total, mes chers camarades, je voudrais exprimer à la lumière des quelques remarques faites, notre bonne tactique et l'unanimité autour du cadre proposé par le Premier secrétaire... - un optimisme raisonné et raisonnable pour nos rendez-vous de mars 1989 - je suis sûr que le bilan aux soirs du premier et du second tour, sera largement positif.
Merci.
(Applaudissements)

Le président (Pierre Guidoni)

La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Mes chers camarades, je voudrais apporter ma contribution aux quelques réflexions, et à ce qui nous occupe principalement aujourd'hui. C'est-à-dire la préparation des élections municipales. Echéance, nous le savons, tout à fait importante.
Tout le monde convient que les grands succès que nous avons emportés au début de ce septennat ont été largement préparés sur le terrain, par l'implantation en profondeur des victoires que nous avons remportées dans les consultations locales en 1976, en 1977, en 1979... c'est dire que ce qui se passera dans quelques mois devra confirmer notre nouvelle progression et la traduire sur le terrain.
C'est cela, l'enjeu et c'est de cela essentiellement, je pense dont nous devons nous occuper sur quoi nous avons à décider aujourd'hui et ce n'est jamais commode.
C'est une fois de plus le problème de notre stratégie même si bien sûr - on y a

Fondation Jean-Jaurès

déjà travaillé beaucoup et on en a parlé - ils ont eu raison de ce que sera notre programme municipal, et notre manifeste n'est pas indifférent.
Il y a des problèmes de stratégie mais il y a beaucoup d'autres questions. Certaines ont été évoquées assez longuement. Moi je pense que chaque chose en son temps !
Le reste, on en parlera et on en parlera après et quand au fond... mais pour le moment, c'est de cela dont il s'agit... naturellement, c'est vrai... et c'est en rapport avec la conjoncture politique.
Et puis également avec les résultats déjà engrangés par ce gouvernement revenu au pouvoir après la parenthèse de deux années... Ce que nous avons déjà réalisé dans le sens de notre axe central, et dans le sens de plus de justice sociale.
Le RMI, l'impôt sur les solidarités, sur les fortunes, le remboursement à 100% rétabli... ce qui a été décidé pour l'école et l'enseignement. Ce qui a été décidé pour le logement, etc.
Mais, en même temps, nous constatons - est-ce vraiment une découverte - en tout cas vous me l'accorderez, pas pour tout le monde... en même temps, le monde du travail juge d'abord sur ses rémunérations... non pas que beaucoup d'autres questions ne soient pas importantes... et elles sont d'ailleurs posées dans les revendications presque partout.
Le statut de la durée du travail, les rapports avec l'Etat, quand c'est lui le patron, le patronat privé, etc. mais enfin, c'est d'abord, le salaire.
Permettez-moi, je le disais l'autre jour, à un camarade de Marseille tenant là-bas une réunion, d'évoquer un souvenir pas très ancien. Lorsque nous avons connu des difficultés un peu sérieuses en 1981, Gaston Defferre me disait : "que veux-tu, on a fait beaucoup... pour les travailleurs, cela reste vrai aujourd'hui... ça l'était en d'autres temps glorieux et illustres mais ils nous jugent d'abord, nous la Gauche, sur notre capacité à pouvoir augmenter et élever symboliquement, même graduellement, mais élever le niveau de vie, élever les salaires, élever les rémunérations".
Je crois que, pour une grande part, c'est vrai. C'est ce que nous avons appelé parfois, certains d'entre nous, le plus juste partage. Nous y sommes !
Et c'est de cela dont il est question.
Naturellement, la présentation des municipales ne peut pas se faire indépendamment de cela. Chacun le comprend.
L'appréciation que portera le monde du travail sur notre gestion sociale, elle aura ses conséquences sur les urnes. Elle l'est déjà... où éventuellement, à côté des urnes.
Le phénomène d'abstention, dont avec son talent habituel vient de parler Gérard Le Gall, vient de là. Evidemment...
C'est pourquoi ce qui va se passer dans les prochaines semaines sur ce terrain, nous y serons tous, le gouvernement bien sûr, et le Parti, je l'imagine, l'ensemble du mouvement social, attentifs.
Mais, en même temps, nous faciliterons les choses si nous sommes ce que nous sommes. C'est-à-dire depuis quelques 20 ans, sans remonter plus haut, et justement dans une salle dans une salle toute proche d'ici, le Parti du

Collection Jean Jaurès

rassemblement.
Rassembler les Socialistes, nous l'avons fait. Ca n'était pas facile. On le sait... c'est d'ailleurs toujours un peu à recommencer, mais c'est le sel de l'affaire.
Rassembler la Gauche, nous l'avons fait. Et ceux qui se sont mis en travers à certains moments, l'ont payé durement. C'est parce qu'ils se sont mis en travers en 1977 et ont essayé de se mettre en travers en 1978, que nous avons creusé l'écart en 1981... parce que nous avons tenu fermes sur la ligne de rassemblement à gauche.
Mais, il faut continuer pour une autre étape, à l'évidence.
La situation n'est pas ce qu'elle était au moment de l'accord d'union de la Gauche du gouvernement, il y a de cela plus de 15 ans... elle n'est même plus ce qu'elle était en 1983... le rapport des forces a changé à gauche. Les conditions d'un accord de gouvernement n'existent plus, on s'en réjouit et on le regrette.
C'est une donnée de fait.
C'est pourquoi, d'ailleurs, je pense parler simplement d'union de la Gauche, sinon cela ne correspond pas à une réalité. L'union de la Gauche, c'était la formule d'un accord de gouvernement entre les principales formations de la Gauche... Rassembler à gauche, puis rassembler au-delà... ça, c'est notre politique. C'est notre politique, à nous, les Socialistes.
Alors évidemment, il faut en tirer parti. Il faut en tirer parti même si c'est plus difficile vis-à-vis de ce partenaire.
Là, je voudrais dire à l'adresse de certains camarades qui - il n'y en a plus tellement maintenant car en quelques semaines les yeux se sont ouverts, s'il en était besoin - qui jugeraient de nos rapports avec le Parti Communiste, comme on a pu le faire en 1983. On n'est pas en 1983... ils ne sont pas avec nous au gouvernement... et donc, il est parfaitement évident qu'ils feront tout pour rendre difficile une véritable stratégie de rassemblement à gauche pendant ces élections... Cela, c'est la réalité sur laquelle nous devons travailler.
Si on imagine autre chose, alors on est dans les nuages et c'est là que nous aurons du mal à faire passer notre ligne de rassemblement, si nous vivons dans l'illusion idyllique que ça se passera comme l'autre fois.
Non, mes chers camarades, cela ne se passera pas comme l'autre fois, et cela risque d'être plus difficile même si, comme tous ceux qui se sont exprimés, et d'abord le Premier secrétaire, je suis tout à fait conscient sur l'issue, pourvu que nous fassions ce qu'il convient de faire.
Moi j'en ai la preuve, sans en exagérer l'importance... j'en ai la preuve dans la longue missive de ce matin.
Si nous n'avions pas dit clairement, y compris au Bureau exécutif, il y a trois jours, "nous, on ne déviera pas de notre ligne, priorité au rassemblement à gauche, et non pas priorité à la dispersion", ils n'auraient pas pris la peine de nous écrire et d'admettre qu'il faut peut-être se revoir.
Sur le contenu, bien sûr, ils n'ont pas bougé, c'est vrai. Certains disent qu'ils ne bougeront pas. Je ne prends pas ce genre de pari, je crois, car je crois aux mouvements politiques.
Je crois à la force de nos idées.

Fondation Jean Jaurès

Je crois à la force de notre capacité d'intervention. Et donc, ce qui s'est passé ce matin, est un hommage à notre fermeté dans l'orientation que nous avons choisie. Continuons !
Continuons là aussi à un nouveau stade.
Ce matin, le Premier secrétaire a évoqué ce vœu très fort du Bureau exécutif, d'organiser dans les départements, l'initiative de nos fédérations. Allons-y, mes chers camarades... mettons-les partout, au pied du mur. Disons que ça n'est pas facile nationalement... très bien discutons dans les fédérations... et voyons, cas par cas, comment faire progresser l'union. Il faut les mettre à nouveau sur la défensive. C'est nous qui avons la capacité offensive… alors servons-nous de cet atout.
(Applaudissements)
Ca veut dire quoi ?
Ca veut dire par rapport à leurs exigences, un peu ultimatistes, qu'ils renouvellent en effet, dans le contenu de leur lettre, les exclusives... allons donc...! Il me semble quand même que nous n'avons pas, éternellement, à nous justifier de je ne sais quel manquement, voire de je ne sais quel soupçon de trahison à la Gauche. Nous nous battons dans des conditions difficiles... et le gouvernement de Michel Rocard se bat pour une politique de gauche dans des conditions difficiles... avec beaucoup d'obstacles, avec un environnement international difficile... sans doute avons-nous besoin d'ajuster nos orientations ?... nous nous battons dans ce sens !
Alors pas de procès lorsque nous pensons que plus on est nombreux, pour appliquer cette politique, mieux cela vaut.
Reprenant une formule qui, je crois, est de Pierre Bérégovoy "nous voulons des additions, et pas de soustractions", nous ne paierons pas l'alliance et la consolidation de l'union de la Gauche, de renonciation à de nouveaux élargissements alors que tout cela correspond à une orientation de gauche.
Nous n'accepterons pas ce chantage. Nous n'accepterons pas d'entrer dans leur logique infernale qui est une logique d'éclatement de la volonté d'union du coup par coup... parce que le coup par coup, c'est le refus de l'union en réalité.
Si on veut l'union, on en cherche les conditions partout. Si on dit "le coup par coup, pas d'accord national, pas d'accord international", on se débrouille on s'arrange... alors c'est là, et je retourne l'argument qui était à nouveau dans la lettre de Laurent ce matin, "c'est de la magouille".
Les choses ne sont pas claires. Nous sommes dans une orientation d'ensemble.
D'autre part, évidemment, il faut le dire clairement. Moi-même, j'ai participé à une rencontre dans ma localité.
Non seulement ils veulent autant, mais ils veulent plus alors qu'ils sont moitié moins électoralement que l'autre fois.
Ca n'est pas du tout mon genre de les écraser... merci de votre témoignage... mais tout de même, il faut tenir compte de ce qui s'est passé entre-temps... et donc, cela veut dire apprécier, entre les nécessités politiques et les réalités mathématiques, à quel niveau on peut s'arrêter.
C'est là évidemment qu'il y a besoin d'une grande cohésion entre nous... que

Collection Jean Jaurès

dans telle localité on ne fasse pas ses affaires sans s'occuper de la voisine, c'est là que le dispositif mis en place est essentiel.
Chers camarades, j'y insiste... si nous n'avions pas de cohésion entre nous, alors nous aurions de graves déboires. Et nous risquerions de gâcher en partie les chances politiques que nous avons pour cette consultation municipale.
Je dois dire - et pas par le souci du balancement - que ce qu'il faut au côté Communiste, on peut l'avoir de l'autre côté.
Il ne faudrait pas que certains de nos partenaires - je dirai de nos nouveaux partenaires - que nous sommes heureux d'avoir avec nous, car chaque élargissement du rassemblement nous réjouit... et je ne sais pas pourquoi on a parlé d'ouverture... puisqu'on a toujours été ouverts... c'est pour cela que tant de gens sont rentrés chez nous et tant mieux... donc, nous nous réjouissons... mais là non plus, il ne faut pas que ce soit en posant des conditions inacceptables... pas plus que nous n'accepterons des Communistes, pas plus que nous ne pouvons l'accepter de certains de nos nouveaux partenaires, comme semble-t-il cela parait se dessiner ici ou là - qu'ils choisissent ce qu'ils considéreraient comme les bons Socialistes.
Ils doivent discuter avec les organisations du Parti Socialiste et, naturellement, assumer globalement l'alliance... sinon, où irions-nous alors là pour le coup nous trouverions un argument de l'autre côté ?
Donc cette volonté de cohésion et de cohérence en même temps, elle est générale.
Croyez-moi, si nous faisons cela - et j'arrive à la fin de mon propos car je veux me limiter à cela aujourd'hui - eh bien, la contradiction éclatera, en pratique, pour ce partenaire Communiste qui veut si ardemment (du moins, il le dit) l'accord dans les municipalités, mais qui continue frontalement de nous combattre nationalement, qui donc veut l'accord sur le terrain avec des gens qui soutiendraient une politique de droite et alors même qu'en effet, on l'a dit ce matin, il a fait voter pour le Président de la République, dont nous appliquons très exactement les grandes orientations telles qu'elles s'étaient définies dans la lettre. Il n'y a pas de surprise, c'est cela que nous avions annoncé et pas autre chose ! Donc, cela, croyez-moi, cela apparaîtra très vite, et le rassemblement se fera autour de nous, avec des listes comme nous les souhaitons.
Certains ont insisté - ont détaillé, même - sur ce que devaient être ces listes, la diversité des représentations sociologiques de l'ensemble du peuple de ce pays, ses différences aujourd'hui ethniques et culturelles qui tiennent maintenant une si grande place, notamment dans certaines régions, et bien entendu sur cet impératif absolu - ce n'est pas nouveau, mais cela ne doit pas être un rituel de convention ou de Congrès - nous devons, puisque c'est le seul moyen de progresser sur ce terrain, assurer la présence d'au moins une femme sur 3 sur nos listes !
(Applaudissements)
Croyez-moi, cela correspond à une exigence à la fois sociologique et politique, en même temps qu'à nos aspirations profondes. Tout cela, bien sûr, en harmonie par ailleurs - je termine... autorisez-moi à le faire par où j'ai commencé - avec

notre politique à l'égard du mouvement social.
Tout cela ira de pair. Ce que nous dirons dans les quartiers sera d'autant plus entendu qu'il y aura cette démarche sur le plan national.
Vous imaginez d'ailleurs aujourd'hui ce qu'est ma grande satisfaction d'avoir entendu certains propos et certaines formules. Je vois que des idées qui me sont chères avancent beaucoup... Mais cela, on en reparlera le moment venu, n'anticipons pas. Il suffit qu'elles servent à gagner cette bataille.
Moi, je suis confiant. C'est nous qui menons, qui animons la politique de la Gauche. Faisons gagner la Gauche ! Cela veut dire d'abord, c'est vrai - ce n'est pas un esprit de boutique - faisons gagner le Parti Socialiste !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Louis Mexandeau.

Louis Mexandeau

Chers camarades, je voudrais vous donner deux informations et exprimer un vœu.
Le temps nous est compté. Dans quatre mois, nous serons aux municipales.
Alors, j'indique à ceux et celles qui seront premier Socialiste ou première Socialiste, qu'un stage d'abord à leur intention sera organisé, les 25 et 26 novembre, en général ouvert aux candidats des villes de plus de 25 000 habitants et étant de l'opposition municipale, puisque aussi bien je ne doute pas que ceux qui sont déjà à la tête des mairies y resteront.
La deuxième information concerne l'autre volet de mon activité, c'est la célébration du bicentenaire.
Je crois qu'au travers de la préparation des municipales et au-delà, il faudra que nous soyons davantage présents.
Nous avons lancé des opérations qui peuvent se poursuivre, qui sont symboliques et peu coûteuses, comme la plantation d'arbres de la liberté. Eh bien, aussi bien la proximité des élections que la saison nous commandent de reprendre et d'amplifier cette campagne.
Je vous indique que, par delà les activités décentralisées, les réunions, les colloques, il y aura, le dimanche 24 juin 1989, à Vincennes, organisé par le Parti mais aussi par d'autres forces démocratiques, notamment celles qui gravitent autour de la fédération de l'Education nationale, un grand rassemblement populaire, une grande fête de la fraternité, et je crois qu'il convient déjà de le savoir et de la préparer.
En effet, je crois qu'il est nécessaire aujourd'hui de donner à la révolution française, au-delà des efforts méritoires de Max Gallo et de quelques autres, un sens qu'elle risque peut-être de perdre. Je sais bien que toute la conception et l'acception contre-révolutionnaire semblent aujourd'hui en perte de vitesse, encore que cela peut se traduire ici ou là par la non participation à la célébration, mais surtout, je crois qu'il y a ce que nous considérons comme des idées qui ne sont pas les nôtres, qui sont contraires à l'explication qui est la nôtre, que nous devons combattre

Fondation Jean-Jaurès

J’observe que ces temps-ci, grâce aux médias, dans les têtes de certains Socialistes eux-mêmes, il court, il court, le furet !...vous m’avez compris... avec son explication de l’héritage révolutionnaire, avec sa thèse que la révolution française, ce serait fini, que son message est mort comme du plâtre froid... Eh bien, c’est aussi contre ces idées-là que nous devons réagir.
(Applaudissements)
Voilà pour les informations.
Le vœu, c’est celui que nous prenions davantage en compte, dans notre manifeste municipal, au plan national et aussi dans ses diverses déclinaisons départementales et communales, les préoccupations relatives au cadre de vie et à l’environnement au sens large.
Depuis ce matin, on vient nous dire que, sur certains terrains, nous aurions reculé, par exemple sur le nombre de femmes ou l’intégration des femmes... Ce n’est pas faux, je crois qu’il y a eu une stagnation peut-être de ce point de vue.
Mais il y a un terrain aussi sur lequel nous avons reculé un peu - et je le dis à Epinay - c’est sur le "changer la vie" qui était notre slogan de l’unité retrouvée des Socialistes.
Or, j’observe que les préoccupations de nos concitoyens sont, dans ce domaine, de plus en plus vives, que leur intérêt grandit pour ce qui concerne la lutte contre les diverses pollutions, contre le bruit, contre l’insécurité, contre les nuisances de toutes sortes. J’observe aussi, au moment où on se plaint d’une désaffection sur le terrain associatif, que grandit l’audience des associations qui prennent en compte le retour à la nature, l’écologie, les randonneurs de toutes sortes, et qu’on y rencontre beaucoup d’anciens Socialistes ou de Socialistes d’aujourd’hui, qui y trouvent, semble-t-il, davantage de satisfaction qu’à militer dans un parti, fût-il le Parti Socialiste.
Peut-être est-ce là l’indice que notre Parti n’a pas toujours répondu à ces préoccupations.
J’observe aussi que les écologistes sont de mieux en mieux organisés, qu’ils ont refait, au moins en apparence, une certaine unité d’organisation et que leurs résultats aux dernières élections, qu’elles soient présidentielles, législatives, et même cantonales, sont des résultats qui sont loin d’être négligeables.
Eh bien, je dis, puisqu’ils prennent l’essentiel de leurs voix dans notre stock électoral, et puisqu’ils ont de plus en plus tendance, sauf exception, à renvoyer dos à dos pour le 2ème tour la Droite et la Gauche, c’est-à-dire à refuser de se désister, je dis qu’il y a là un phénomène qui est un phénomène dangereux et que le risque est grand qu’ayant dépassé un jour le seuil légal de représentation - par exemple, aux prochaines européennes - nous ayons affaire à un véritable tiers parti et que nous nous retrouvions dans une situation alarmante.
Je crois que, même pour des raisons utilitaires, pratiques et d’efficacité, il faut que nous réintégrions les préoccupations du cadre de vie, il faut que nous fassions l’effort d’imagination, de proposition, de présence sur le terrain et de réponse concrète en ce qui concerne notre politique municipale, si nous voulons redonner, à partir d’Epinay, le goût et la volonté de changer la vie.
Merci.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Henri Fiszbin.

Henri Fiszbin

Chers camarades, je voudrais limiter mon intervention à deux points.
Le premier concerne la dimension politique des élections municipales et je traiterai ensuite de la question Communiste, dont l'actualité est évidente.
En ce qui concerne la dimension politique des élections municipales, il n'est bien entendu pas question de sous-estimer l'importance des problèmes qui relèvent de la gestion municipale et, par conséquent, des enjeux proprement municipaux concernant la vie quotidienne des uns et des autres dans nos municipalités.
Cependant, je crois que le moment est opportun pour rappeler que l'apolitisme des scrutins locaux a toujours été un des fers de lance de la Droite et qu'au moment où, curieusement, le Parti Communiste adopte une attitude semblable, nous proposant ce matin de limiter la discussion pour les accords des élections municipales au seul problème des programmes municipaux, il est opportun de rappeler qu'en tout état de cause une élection, quelle qu'elle soit, et surtout une élection municipale, a une valeur politique générale qui doit être mise en avant si nous ne voulons pas être débordés par des phénomènes de désintérêt.
En vérité, chacun connaît l'enjeu politique et, comme en 1983, le résultat des élections municipales sera considéré comme un véritable test de l'action du pouvoir, de la Gauche, du Président de la République. Je pense que cette donnée doit être assumée par nous avec toute la combativité nécessaire.
Nous nous réclamons de valeurs et d'objectifs qui ont été proposés et adoptés par les Français à l'élection présidentielle, y compris par les voix qui s'étaient portées au 1er tour sur le candidat du Parti Communiste, et il ne saurait en aller autrement au plan de la question municipale.
Il s'agit de savoir si ce sont les valeurs de solidarité, de justice, de progrès social qui seront mises en œuvre dans la gestion municipale, ou, à l'inverse, les valeurs élitistes, libéralistes, la loi de l'argent. Dans un cas ou dans un autre, nous avons affaire à une gestion de droite ou à une gestion de gauche.
La question qui nous est posée est de savoir si nous pouvons obtenir la très large adhésion dont nous avons besoin de la part des Français lors des élections municipales, l'adhésion du monde du travail.
Je crois que les conditions favorables existent pour qu'il en soit ainsi. Cela nous pose le devoir d'utiliser correctement ces conditions et, d'abord, de donner toute son importance à la bataille politique et à la bataille idéologique autour des valeurs et des idées qui sous-tendent notre démarche.
Il est de mode d'affirmer aujourd'hui que les Français n'acceptent plus la rigueur dont feraient preuve le pouvoir et le gouvernement.
De quoi parle-t-on ?
Si la rigueur signifie l'austérité à perpétuité pour le monde du travail, si la rigueur signifie que les uns - le plus grand nombre - voient sans cesse leurs

conditions d'existence se dégrader, alors que les autres - une toute petite minorité - voient au contraire leurs conditions s'améliorer, alors oui, cette rigueur-là, cette austérité-la, les Français n'en veulent plus et je crois que c'est une des raisons essentielles de la victoire de François Mitterrand l'année dernière que ce rejet d'une politique réactionnaire.
Par contre, je crois que ce serait faire injure à la maturité politique et au sérieux du monde du travail que d'imaginer un seul instant qu'il n'est pas capable de comprendre qu'il serait, en tout état de cause, première victime d'un déclin économique ou industriel de notre pays et que c'est son avenir, avant tout, qui est en jeu dans la bataille pour le progrès et le maintien des grands équilibres.
Il ne veut pas, le monde du travail, c'est bien évident, être payé en monnaie de singe, et la démarche d'ensemble du gouvernement peut parfaitement être comprise dans un cadre qui est nécessairement et parfois conflictuel Qui peut croire un seul instant que nous serions dans un monde idyllique où tous les problèmes pourraient se régler en dehors des rapports de force ? Les rapports de force sont une donnée nécessaire, y compris avec un gouvernement de gauche. La différence est qu'un gouvernement de gauche résout ses conflits par la négociation et la concertation, à l'inverse de la Droite. Mais je crois aussi que nous ne serons entièrement compris qu'à la condition de mettre l'action quotidienne en perspective, si les problèmes d'aujourd'hui sont situés par rapport aux objectifs, aux buts qui sont les nôtres.
Certes, la proposition d'avoir, dans un an et demi, un grand débat sur la perspective du Socialisme que nous voulons, permettra de répondre, mais pas pour les élections municipales. Pour les élections municipales, ce qui doit, me semble-t-il, être développé avec force, c'est que pour nous, pour la Gauche, pour les forces de progrès, la situation actuelle qui voit le plus grand nombre ou en tout cas un grand nombre de travailleurs être condamnés à des conditions d'existence extrêmement difficiles, avec un pouvoir d'achat insuffisant, n'est pas acceptable, et que tous les efforts que nous déployons à la conduite des affaires du pays visent précisément à créer le plus vite possible les conditions pour que cette situation-là puisse être améliorée.
J'aborderai très brièvement le second point de mon propos, la question Communiste.
C'est évidemment une question-clé, parce qu'en France, la Gauche est pluraliste et que la sensibilité Communiste en est une composante authentique importante. Je parle de la sensibilité Communiste, c'est-à-dire du peuple Communiste dans son ensemble qui est une réalité qui s'est constituée historiquement, qui est faite d'une identité idéologique, culturelle, politique, et je ne parle pas seulement, je ne parle pas surtout du Parti Communiste, car, en effet, nous sommes dans une situation entièrement nouvelle, le Parti Communiste n'a pas, n'a plus le monopole de la représentation Communiste ; c'est une véritable diaspora qui existe aujourd'hui, avec les Communistes au Parti Communiste, les Communistes unitaires, rénovateurs, reconstructeurs, et aussi c'est un des faits dont je pense qu'il n'est pas sans importance, avec des Communistes qui sont membres du Parti Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

Il y a cette réalité-là, cette diversité-là, et je crois que ce serait une erreur que de croire un seul instant que la réponse à la question Communiste dépend du seul Parti Communiste ou dépend même principalement du Parti Communiste. Je crois que la réponse, c'est-à-dire le rassemblement dans une même démarche de toutes les forces de gauche, avant tout Socialistes et Communistes, dépend de la capacité du Parti Socialiste à répondre à l'attente du monde du travail, à l'attente des habitants des cités populaires, catégories qui se recoupent largement avec le peuple Communiste.

C'est ce rapport entre le Parti Socialiste et la masse de l'électorat Communiste qui commande depuis 1981 l'issue de toutes les consultations électorales et ceci quoi que fasse le Parti Communiste. Lorsque l'objectif est atteint, lorsqu'il y a osmose entre notre démarche et la volonté, l'attente de l'électorat Communiste, les élections sont victorieuses pour la Gauche. Ce fut le cas aux présidentielles et aux législatives de 1981. Lorsque le phénomène inverse se produit, c'est soit l'échec comme en 1986, soit un succès incomplet, comme aux législatives de 1988.

C'est une des grandes nouveautés de l'heure mais c'est un fait, de nos jours, c'est le Parti Socialiste qui a vocation et capacité à répondre aux aspirations et à l'attente de la sensibilité Communiste.

Au plan électoral, je ne suis pas certain que l'on soit toujours assez attentif à ce fait incontestable. C'est François Mitterrand qui a été au premier tour des élections présidentielles le candidat ayant rassemblé le plus grand nombre de suffrages d'électeurs Communistes.

Il en est résulté le désistement du Parti Communiste au second tour. A l'évidence, la politique d'union de la Gauche et de rassemblement correspond à l'attente de tout l'électorat de gauche, électeurs Communistes y compris.

Rien ne pourra, en effet, empêcher si nous faisons ce qu'il faut - et je pense que nous le ferons - qu'au tour décisif, c'est-à-dire dans la plupart des cas, le second tour, cette politique d'union et de rassemblement soit en définitive retenue, approuvée par toutes les forces de gauche, avec, qu'il le fasse de bon ou de mauvais gré, aussi la participation du Parti Communiste.

On peut comprendre, sur le fond, les motivations réelles du Parti Communiste. Elles concernent d'abord la volonté politique de se situer en dehors de la démarche de la Gauche, de la majorité présidentielle, alors que la contradiction est inhérente à sa position, puisqu'il a été qu'il le veuille ou non, dans la majorité qui a élu François Mitterrand au second tour.

On peut aussi comprendre sa motivation dans l'évolution du rapport des forces au sein de la Gauche.

RCH a procédé à une étude sur les résultats, dans les 55 villes de plus de 30 000 habitants dirigées par un maire Communiste, en comparant tous les résultats électoraux depuis 1978.

Ces études montrent qu'en 1978, 54 fois sur 55 l'avantage est au Parti Communiste. Aux présidentielles de 1981, il n'en reste plus que 35 pour donner l'avantage au Parti Communiste. Aux présidentielles de 1988, dans 54 villes, François Mitterrand devance largement, très largement André Lajoinie et, aux

Collection Jean Jaurès

législatives de 1988, le Parti Communiste reprend la tête, mais dans 34 villes seulement sur les 55 dont il assure la direction.
Quelques exemples sont particulièrement probants : à Amiens, aux législatives de 1988, le Parti Socialiste obtient 33%. Le Parti Communiste, 16%.
A Dieppe, le Parti Socialiste obtient 34%, et le Parti Communiste, 26.
A Evreux, le Parti Socialiste 37,7 et le Parti Communiste 13,4.
Au Havre, le Parti Socialiste, 34,8 et le Parti Communiste 32.
Au Mans, le Parti Socialiste 29,3 et le Parti Communiste 19,3.
A Lons le Saunier, le Parti Socialiste 32 et le Parti Communiste 13.
A Pantin, 33% pour le Parti Socialiste, 21% pour le Parti Communiste.
A Thionville, 38,8% pour le Parti Socialiste, 9,8% pour le Parti Communiste.
Et on pourrait continuer.
On peut donc penser que le Parti Communiste ne renoncera pas facilement à sa volonté de figer la situation active, fût-ce au détriment du respect de la volonté des électeurs. Cela explique aussi que nous aurons vraisemblablement un nombre relativement important de primaires, mais l'important, me semble-t-il, est de voir au-delà. Au-delà c'est qu'au second tour, l'enjeu sera obligatoirement entre la Gauche, électeurs Communistes et Parti Communiste compris, et donc la majorité présidentielle d'un côté, et de l'autre, la Droite et les forces conservatrices.
Je crois que nous avons toutes les raisons d'avoir confiance, à la condition, encore une fois, de faire ce qu'il faut, et notamment de donner toute sa place à la bataille politique et de ne jamais oublier que le vainqueur, à gauche, aura toutes les chances d'être celui qui sera le plus unitaire, le plus rassembleur pour des objectifs de progrès, des objectifs réalistes, des objectifs crédibles. Il ne fait aucun doute, à mes yeux, que le Parti Socialiste est le mieux placé pour être en mesure d'être ce gagnant-là !
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je voudrais avant de vous transmettre quelques communications puis de passer la parole à l'orateur suivant, au nom du bureau de la convention, saluer très amicalement notre camarade Henri Fiszbin qui, pour la première fois, a parlé devant nous aujourd'hui comme militant du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Nous avons été saisis d'un message de Michel Gillibert secrétaire d'Etat aux Handicapés et accidentés de la vie. Il nous écrit notamment : "Le Président de la République et le Premier Ministre l'ont dit clairement à la France en créant un secrétariat d'Etat aux Handicapés et accidentés de la vie, il faut avoir le courage de faire confiance aux handicapés. Ils l'ont montré en nommant l'un d'eux pour en occuper la charge. Ce jour-là, une nouvelle dynamique est née pour changer les mentalités, refuser certains systèmes de bonne conscience trop facile et confortable, ne plus nous marginaliser ; une façon, aussi, de se rappeler que, dans la vie, les uns pourraient être les autres.
Je vous demande d'être solidaires de cet élan qui nous concerne tous. Plusieurs

Fondation Jean Jaurès

d’entre vous ont déjà eu l’idée de nous insérer dans la gestion de la vie active. Bientôt, les Français vont vous demander de gérer leur environnement immédiat et quotidien. L’élan dont je viens de parler doit être aussi le vôtre.
Je vous demande, en tant qu’handicapé : sur vos listes de Conseillers municipaux, il est très important que soit présent, au moins, un handicapé ou un accidenté de la vie."
Je vous propose de transmettre cette lettre et la demande qu’elle comporte à la Commission des résolutions.
(Applaudissements)
Françoise Seligmann a une communication à nous faire.
(Communication de Françoise Seligmann sur l’heure et le lieu de réunion de la Commission des résolutions).
Merci, Françoise.
La parole est à Frédéric Vallier.

Frédéric Vallier

L’honneur vient enfin à la jeunesse, deux jeunes de suite, cela fait beaucoup !
Je viens donc prendre la parole ici au nom de l’équipe nationale du mouvement des jeunes Socialistes, parce que si, depuis ce matin, on a parlé beaucoup de la place des femmes sur les listes électorales, je vais vous parler un peu de la place des jeunes sur ces mêmes listes et je regrette, à l’occasion, de ne pas avoir pu dire ce que je vais dire plus tôt car cela aurait permis à tous les leaders de dire qu’ils allaient prendre des jeunes sur leurs listes !
Je commence tout de suite ; nous avons distribué un texte d’orientation, une contribution pour ces élections municipale qui a été par l’équipe nationale des JS à l’unanimité et qui explique un peu pourquoi nous réclamons une place plus importante des jeunes sur les listes municipales et pourquoi il est important de prendre conscience du rôle de la jeunesse aujourd’hui en 1988 et demain dans la société française.
Depuis un certain nombre d’années, on constate que les jeunes veulent prendre part à la vie politique du pays et veulent prendre part à la vie de la cité et aux choix électoraux qui sont amenés devant la population.
En 1986, il y a eu un mouvement étudiant, il y a eu un mouvement de la jeunesse qui, je crois, est un tournant qui a fait prendre conscience aux jeunes de la force qu’ils représentent, qui leur a permis de prendre conscience aussi du rôle de la politique dans ce pays.
En 1988, l’élection de François Mitterrand a été aussi facteur de mobilisation pour les jeunes et de nombreux jeunes se sont ralliés à la candidature de François Mitterrand par le biais des comités de soutien et par le biais de la campagne électorale.
Aujourd’hui, donc, à la veille des élections municipales, il est intéressant de voir un peu l’évolution des jeunes vis-à-vis des échéances.
En 1988, élection présidentielle, les jeunes se sont déplacés massivement et se sont mobilisés autour du Président de la République et de sa candidature.
Les législatives ont suivi, et on a vu par les sondages que les jeunes ne se sont

Fondation Jean-Jaurès

pas sentis concernés.
Les cantonales ont montré le même phénomène et il y a un petit retour au referendum, puisque l'on a pu constater que les jeunes se sont mobilisés plus pour le referendum que les autres couches de la population.
Je crois qu'il y a là des choix de la jeunesse dans la direction politique et dans les échéances électorales. Et je crois que l'élection municipale doit nous permettre, à nous, Parti Socialiste, d'intégrer les jeunes au maximum dans la vie de la cité, parce que tout à l'heure Laurent Fabius le rappelait, nous avons gagné 1981 grâce à 1977 et, en quelque sorte, nous avons eu un résultat plus malheureux en 1986 suite à 1983.
Je pense qu'effectivement les élections municipales permettent... sont l'échéance électorale qui permet d'associer un maximum de forces nouvelles à notre Parti et en particulier chez les jeunes.
C'est l'élection qui permet de faire entrer les jeunes dans une institution politique, les jeunes ont des idées, ils veulent les défendre et ils ont une vision de la politique qui est forcément un peu différente des adultes.
Alors, il est vrai que c'est beaucoup plus facile aussi pour des jeunes dans des cités, dans des villes, de venir voir un collègue jeune, Conseiller municipal, pour lui parler de la nécessité d'une salle de rock, ou de la nécessité d'espaces sportifs dont ils auront l'usage que de s'adresser à quelqu'un de plus âgé qui n'aura pas forcément la même compréhension vis-à-vis de la demande.
Si nous faisons aujourd'hui la démarche de demander à la Convention nationale de prendre conscience du rôle des jeunes dans les Conseils municipaux, c'est à la fois parce que l'avenir nous y oblige, l'avenir se fera avec les jeunes, et parce qu'il y a une demande de la jeunesse
C'est vrai qu'il y a plus longtemps les jeunes ne se sentaient pas forcément concernés par les échéances électorales et ne s'y impliquaient pas autant. Ils déléguaient à des adultes la gestion du pays, la gestion des idées, alors qu'aujourd'hui, on peut le voir dans les discussions qu'on a sur le terrain, dans les fédérations, dans nos villes, les jeunes ont la volonté d'assister au débat, de prendre part au débat, et de dire quels sont leurs choix.
Eh bien, chers camarades, je crois que l'élection municipale c'est vraiment l'élection qui doit permettre d'écouter les jeunes et de les faire participer, et je crois que nous ne gagnerons que si nous associons tout le monde et tout le monde, c'est vrai, c'est les femmes, c'est les handicapés, c'est les gens de la deuxième génération et c'est aussi forcément les jeunes.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Isabelle Thomas. Ensuite, Jean-Claude Boulard.

Isabelle Thomas

Je fais partie des gens qui pensent que le bilan, bon ou mauvais, d'une politique municipale, n'est pas le seul facteur de réussite et d'échec des élections. La victoire dépend aussi, et même surtout, d'une situation politique générale, sur

laquelle le Parti peut peser, car n'en doutons pas, chacun ici fera tout pour lui en donner les moyens.
De mon point de vue, les moyens que nous devons lui donner dans l'immédiat sont de trois ordres.

- Clarifier les objectifs.
- Adopter une méthode.
- Définir une stratégie.

Pour ce qui concerne les objectifs, je crois que c'est le plus simple. Il s'agit, bien sûr, de conserver les municipalités, mais il s'agit aussi de gagner le maximum de villes sur la Droite. La bataille politique se poursuit contre nos adversaires sempiternels au niveau local, où ils appliquent la même politique injuste, sélective, souvent même raciste et ségrégationniste, bref réactionnaire.
Personne ne doit s'y tromper, la Droite est la même dans les municipalités que celle en place de 1986 à 1988 au gouvernement.
Gagner le plus de villes possible à la Droite, l'objectif est simple, encore que pour l'atteindre il faille raviver la majorité du 8 mai, engourdie depuis, et que jusqu'à présent nous n'avons pas réussi à réveiller.
Je suis persuadée que ce n'est que sur elle que nous pourrons nous appuyer, mais je ne suis pas sûre que, dans le Parti, tout le monde ait des vues identiques.
Pour ma part, il s'agit d'abord de l'électorat traditionnel du Parti Socialiste, c'est-à-dire la grande masse des salariés, mais il s'agit aussi de tous ceux qui, plus sensibles, plus fragiles que d'autres face au chômage, à la baisse du niveau de vie, se sont lancés dans le vote présidentiel comme dans un canot de sauvetage. Je pense, bien sûr, aux jeunes, mais aussi aux enfants de l'immigration qui ont mis tous leurs espoirs d'intégration dans le retour de la Gauche au pouvoir.
Rappelez-vous la place de la République au soir du 8 mai. A cet égard, je voudrais exprimer une inquiétude. Il faut que nous cessions une bonne fois pour toutes de prendre systématiquement les mouvements sociaux pour des ennemis du gouvernement quand le gouvernement est à gauche !
(Applaudissements)
A ce petit jeu-là, nous risquons de glisser rapidement et de faire en sorte qu'ils deviennent les ennemis du Parti, pour les exclure progressivement de notre base sociale, à terme de notre électorat.
Mais bien sûr, cela n'a rien à voir avec les municipales et revenons-y.
Sur la méthode, une autre inquiétude : il ne faudrait pas que les responsables du Parti à tous les niveaux puissent sortir de cette convention avec, pour ligne de conduite, le message : au 1er tour, chacun fait ce qu'il veut, au 2ème tour, chacun fait ce qu'il peut !
Nous sommes un parti politique, le premier dans ce pays, nous ne sommes pas une confédération d'intérêts locaux, nous avons d'abord une volonté nationale à définir avant d'en déduire les implications au niveau local, sans quoi nous n'arriverons pas à réveiller cette majorité du 8 mai qui a besoin d'une grille de lecture unique pour y retrouver ses petits.
C'est pourquoi nous devons avoir une orientation et une stratégie uniques, certes

par respect de notre électorat, mais aussi par nécessité, car nous devons balayer le flou dans lequel nos adversaires, à droite, et nos partenaires, à gauche, ne manqueront pas de nous pousser, si tant est, bien sûr, que nous résistions.
Me voilà arrivée au dernier point de mon intervention, je n'ai pas pour ma part le sentiment que la stratégie telle qu'elle se dessine pour le moment soit d'une grande clarté.
Pour moi, le Parti Communiste a cherché et cherche encore à nous tendre un piège, et même si nous en avons l'habitude, il est aujourd'hui plus difficile de ne pas y succomber.
Pourquoi ?
Parce que les militants Socialistes que nous sommes sont plus solides qu'avant dans leurs rapports de force avec le PC, que, de ce fait, les militants Socialistes acceptent de moins en moins d'être mal traités dans les Conseils municipaux et au-delà.
Mais nous savons qu'on ne répond pas au sectarisme par le sectarisme, nous savons par une longue expérience qui remonte à 1971 que l'union est un combat et que notre démarche a fait ses preuves.
Ce combat, nous devons le mener avant de déclarer que nous l'avons perdu.
(Applaudissements)
La lettre que nous venons de recevoir cherche à mettre un point final, en rejetant sur le Parti Socialiste, la responsabilité de la division.
C'est nous qui avons donné le cadre jusqu'à présent, il serait dommage, aujourd'hui, où nous sommes et de loin, le premier parti de la Gauche, que nous nous laissions damner le pion.
Maintenons le cap, relançons la dynamique unitaire qui a fait notre force ; réveillons la majorité du 8 mai qui a fait notre victoire et nous gagnerons.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Claude Boulard.

Jean Claude Boulard

Mes chers camarades, je ne vous parlerai pas stratégie, il en a été beaucoup parlé depuis ce matin, tout a été dit et même parfois répété. Je parlerai de notre manifeste. C'est du reste une autre manière de parler de stratégie, puisque c'est d'abord sur nos idées, sur notre projet municipal, que nous devrons rassembler, et c'est à l'évidence au niveau de nos cités que nous pouvons le mieux faire vivre nos idées. Je voudrais aborder essentiellement 3 questions.

- La question de la coopération municipale.
- La question de la fiscalité.
- La question de la solidarité.

Coopération municipale d'abord : 36 000 communes en France, c'est à l'évidence un élément de richesse, c'est aussi un élément de faiblesse si nous ne savons pas développer dans les années qui viennent la coopération intercommunale, la développer aussi bien dans l'espace urbain que dans l'espace

Fondation Jean Jaurès

rural.
Dans le domaine urbain, il est clair que le 21ème siècle sera le siècle des villes et que l'Europe va s'organiser pour l'essentiel autour des villes...

Le président - Excuse-moi une seconde, on est obligé de faire un appel tout de suite. J'en profite d'ailleurs pour demander à nos camarades d'être relativement silencieux, il reste quelques orateurs, il faut qu'ils soient écoutés dans de bonnes conditions.
J'appelle Jérôme Lambert qui est impatiemment attendu à la Commission électorale.

Jean-Claude Boulard - Si nous voulons en Europe peser de tous le poids des villes, il nous faudra organiser nos agglomérations et le président de communauté urbaine que je suis souhaite effectivement, dans les années qui sont devant nous, pour que nous puissions faire pièce aux grandes villes européennes, que nous organisions à travers cette formule de coopération nos agglomérations.
Mais la coopération ne doit pas simplement se développer dans nos villes, elle doit se développer également en zone rural.
La notion de communauté rurale, de canton, pourrait constituer un instrument de coopération et je dois dire qu'on renouerait avec un débat qui s'est passé au moment de la révolution en 1789 entre deux hommes, l'un s'appelait Tourret, il n'a pas laissé un grand nom dans l'histoire, et l'autre Mirabeau. Mirabeau plaidait pour la France des clochers, Tourret pour une France rurale, organisée auprès des cantons. C'est Mirabeau qui l'a emporté… nous pourrions faire une certaine place aux idées d'un homme moins connu qui plaidait pour une certaine coopération et, si nous voulons que les villages puissent rééquilibrer leurs forces par rapport aux départements, il est tout à fait essentiel de développer cette coopération, et alors, pour la développer, il faut un instrument d'incitation, il faut une raison, probablement une ressource de caractère communautaire. C'est en effet par l'incitation financière que nous pourrons développer le phénomène de la coopération communale urbaine et rurale.
Deuxième thème, il n'en a pas été beaucoup parlé depuis ce matin, les impôts. Il ne sert à rien d'annoncer beaucoup de programmes, des promesses, de prendre beaucoup d'engagements, si nous ne parlons pas un tout petit peu de la manière dont nous les financerons. La fiscalité locale aujourd'hui est très lourde, elle est perçue comme étant très lourde et un certain nombre de débats municipaux vont se dérouler sur le thème de la capacité qu'ont eue nos élus à maîtriser l'évolution de la fiscalité locale.
Il faut savoir que lorsque l'Etat, parle de stabilisation ou même de baisse des prélèvements obligatoires, on n'échappe pas au niveau local à ce problème. On n'échappe pas à des engagements de stabilisation, éventuellement, de baisse des prélèvements fiscaux locaux ; on n'échappe pas non plus à un débat sur trois questions, sur le taux des impôts, sur l'assiette des impôts, sur le produit des impôts.
Sur le taux, il est urgent que nous retrouvions une liberté dans l'évolution du

Fondation Jean Jaurès

taux des impôts. Nous avons actuellement ce qu'on appelle une loi garde-fou, qui nous empêche de faire évoluer les taux en dehors d'une proportionnalité. Les propositions de Michel Charasse faites récemment permettant d'aller dans le sens d'une liberté, dans le maniement des taux de l'impôt, et la reconnaissance tout simplement de la responsabilité aujourd'hui des élus locaux.
Il nous faudra également réfléchir sur l'assiette, on nous parle de révision des assiettes, il ne faudra pas oublier le thème du changement d'assiette, quand une assiette locale n'est pas bonne, elle n'est pas bonne, il faut réfléchir à de nouveaux types d'assiette pour appuyer l'impôt et on n'échappera pas au fait de relier les impôts locaux avec les revenus.
Enfin, le produit : le problème de la péréquation, le problème d'une répartition moins inéquitable des ressources entre les communes reste posé.
La troisième question que je souhaite voir abordé au niveau de notre manifeste est la question de la solidarité sur trois points. J'en évoquerai simplement deux, pour mémoire, m'étendant un tout petit peu sur la troisième.
Le logement social, la réhabilitation du logement social, le développement social des quartiers, nous avons là une occasion de mener au niveau municipal une politique de cohérence avec la politique définie au niveau national par le gouvernement de Michel Rocard.
L'insertion : deuxième occasion de montrer notre cohérence entre une politique municipale, une politique définie au niveau national. Les communes seront des lieux privilégiés de mise en œuvre du revenu minimum d'insertion d'instruction des demandes et de définition des contrats de réinsertion.
Troisième question, et je me permettrai d'en parler un tout petit peu plus, car c'est une chose dont on ne parle pas beaucoup, qui est le problème auquel beaucoup d'élus vont être confrontés, dans les mois qui viennent, les personnes âgées dépendantes.
Il y a là un drame, dont nous avons peu parlé, aujourd'hui, nous sommes déjà débordés par ce problème du développement de la dépendance chez les personnes âgées.
Deux chiffres pour alerter, le premier c'est que d'ici l'an 2000, les personnes âgées de plus de 85 ans passeront de 700 000 à un million.
Deuxième élément c'est que pour la première fois dans l'histoire des hommes deux générations se trouvent en même temps à la retraite, que des personnes âgées ont à leur charge des parents âgés et invalides. Vous, qui êtes des élus, vous savez que d'ores et déjà aujourd'hui, nous sommes totalement débordés, qu'il faudra développer très fortement et que cela pèsera lourd sur nos budgets l'ensemble des moyens non seulement de maintien à domicile, mais d'accueil dans les familles d'auxiliaires de vie, de structures pour les personnes âgées dépendantes.
Cela sera certainement, dans les mois qui viennent, un des sujets les plus graves auxquels nous serons confrontés et il est vrai qu'on n'en parle pas beaucoup, parce que les personnes âgées dépendantes ne votent même plus, elles ne s'expriment plus, elles ne se déplacent plus pour aller voter, et quelque fois on ne s'en occupe plus.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne souhaite pas, car cela sera aussi notre problème, vieillir dans les conditions dans lesquelles aujourd'hui, en France, un certain nombre de personnes âgées, sont en train de vieillir.
Nous aurons sur ce point à nous montrer exemplaires, et à prendre un certain nombre d'initiatives au niveau de nos municipalités.
Voilà quelques éléments, mes chers camarades, pour alimenter notre programme, car il faut que l'on parle du fond des choses, c'est sur le fond des choses que nous avons toujours rassemblé autour de nous, rassemblé en faisant de nos communes des cadres de solidarité, et en faisant de ces communes des cadres de solidarité nous en ferons des cadres de la victoire pour les Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - Claude Ibanez, ensuite Jean-Luc Mélenchon

Claude Ibanez

Chers camarades, j'interviens au titre de la fédération du Doubs. Notre fédération est dans une situation particulière, pour réaliser ce que nous souhaitons : des listes avec le Parti Communiste.
Situation particulière, parce que la fédération du Doubs du Parti Communiste n'existe plus, elle a été dissoute par le Comité central. Néanmoins, les camarades du Parti Communiste représentent en opposition par rapport au Comité central, 90% de leurs adhérents. Ils détiennent 4 villes du département, et nous travaillons ensemble dans toutes les communes de notre département.
La question qui se pose à nous est de savoir avec quelle fédération nous allons pouvoir conclure des accords. Lors de notre convention fédérale, cette question a été abordée, une délibération a été acceptée, à l'unanimité, qui était celle de dire qu'en ce qui nous concerne, nous, fédération du Doubs du Parti Socialiste, nous ne connaissions qu'une seule fédération, celle conduite par Martial Bourquin, qui représente les reconstructeurs à l'intérieur de cette fédération.
Je demande donc à la Convention nationale de se prononcer sur ce point et de nous autoriser finalement à ce que dès lundi, nous prenions contact avec le Premier secrétaire de la fédération du Doubs du Parti Communiste, Martial Bourquin, pour que nous réalisions dans un maximum de villes les accords qui nous permettront d'aller à la victoire en mars 1989.
(Applaudissements)

Le président - Sans préjuger de la réponse qui pourra être apportée, j'imagine que la Commission des résolutions pourra se saisir de cette question, qui devra sans doute nécessairement être ensuite gérée par la direction du Parti.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon

Chers camarades, je voudrais commencer mon intervention en vous posant une question : s'il y avait des élections municipales, qui commencent demain matin,

Fondation Jean-Jaurès

que se passerait-il ? Quels seraient les résultats ?
Très vraisemblablement - j'assume la responsabilité de ce que je vais dire - je pense qu'elles seraient très mauvaises, car un abstentionnisme en serait la caractéristique. Et je ne crois pas que l'abstentionnisme, qui caractériserait ces municipalités, serait d'une nature différente de celle qui a caractérisé le referendum sur la Nouvelle-Calédonie, ou les élections législatives, et avant cela quelques élections dans la période qui a précédé 1986.
Trop de votes... peut-être, une mode intellectuelle qui conduit à se désintéresser des idées... peut-être, mais sommes-nous sûrs de n'avoir aucune espèce de responsabilité dans cette situation ? N'y a-t-il pas lieu de réfléchir sur ce que Laurent Fabius nous montrait du doigt tout à l'heure, en disant "certains pensent qu'il y a peut-être une crise de la représentation politique", pourquoi, certains peuvent-ils le penser ? Et comment ce phénomène a-t-il commencé ? Sinon, lorsque nous avons commencé à prendre les décisions que nous qualifions régulièrement de courageuses, qui furent prises en 1983, et qui furent certainement courageuses, mais le plus grand courage, dont il y a lieu de faire preuve, à partir de là, n'est-ce pas pour ceux qui ont subi, ces décisions, de le montrer et de le prouver ?
Il est vrai qu'à partir de là, et dans les conditions que nous ne maîtrisons pas bien, il y a eu plus de difficulté, plus de peine à vivre, et que cette difficulté, cette peine à vivre est à la racine des raisons pour lesquelles une partie de la Gauche sociale, nos bases sociales, a pu s'écarter de nous, parce qu'elle a pu avoir le sentiment que nous ne comprenions pas ce qu'elle vivait.
Et si elle s'est ressaisie lors des élections présidentielles de 1988, c'est parce qu'après avoir subi pendant deux ans la politique libérale dans toute sa nudité, elle a vu quelle différence il y avait entre la Droite et la Gauche, mais que quoi qu'il en soit, à cette date, avec la façon dont sont abordés les problèmes, je ne pense pas que nous réduirons cette distance qui s'est créée avec nos bases sociales.
Est-ce vraiment une surprise ? Tout le monde sait que si en 1983 nous n'avions pas d'autre choix, il est vrai qu'aujourd'hui les marges de manœuvre sont élargies et que ce qui est réclamé c'est que la redistribution recommence et que des réponses soient apportées aux revendications de notre base sociale.
Une plus forte redistribution est possible aujourd'hui, et ce débat là, chers camarades, c'est peut-être le débat ajourné par le Congrès de Lille. Certes la résolution finale disait que le Parti Socialiste n'avait pas à être le moteur des luttes sociales. La belle affaire !
Mais comme on savait qu'elles seraient le produit de l'aggravation de la crise, deux propositions avaient été faites dans ce domaine.
La première par Jean Poperen, qui était que l'on institue un grand pacte. Bref, c'était la réponse du contrat, On lui a reproché de vouloir mettre en place une machine globalisante.
Soit ! Une autre réponse était proposée par une contribution dont j'étais le signataire, avec Julien Dray, Isabelle Thomas, Mathus, et quelques autres, qui disait qu'il fallait que la politique du gouvernement de gauche avance, au pas du

mouvement, et de ses revendications. C'est ce que, je crois, on a baptisé de la gesticulation.
Bon... Mais alors, que veulent ceux qui ne veulent ni du contrat, ni du mouvement ?
Je pense qu'avec eux, avec cette absence de réponse, on ne peut aller qu'à une augmentation de l'abstention, et quand s'ajoute à cela une certaine gêne dans l'expression des formules politiques, les choses ne peuvent que s'aggraver.
On dit qu'il faut rassembler à gauche... naturellement cela fait mon affaire et c'était même le titre de la contribution dont j'ai parlé tout à l'heure et il a été ajouté "il faut rassembler la Gauche et la majorité présidentielle…" certains ont dit que cela constitue une addition, non, c'est une soustraction car chaque fois que l'on introduit ce concept de majorité présidentielle, on ne sait plus qui cela désigne.
C'est pourquoi je trouve que la formule de majorité du 8 mai qui met comme ligne de clivage "qui a contribué à la défaite de la Droite le 8 mai et qui a contribué à la victoire de la Gauche", est la seule base réaliste de rassemblement, après quoi il y a des gens qui rassemblent, qui disent le faire avec clarté et c'est parce qu'eux ne sont pas clairs, que nous intégrons le désordre qu'ils introduisent dans le paysage politique français.
On a procédé par allusion. Je ne vais pas le faire, je suis dans une position qui me permet de dire les choses en partant des noms et des responsabilités individuelles.
Après le débat ajourné sur le mouvement, s'en est ajouté un deuxième sur la présence d'une série de ministres dans le gouvernement, débat dont je m'excuse de dire qu'il n'avait pas été réglé politiquement, et tout le monde le sait.
L'état de M. Soisson est particulièrement exemplaire de ce point de vue. Il va faire une liste dans sa commune, son suppléant siège aujourd'hui comme député sur les bancs de l'UDF et vote contre nous. Cet homme là pourra-t-il être sur une liste que l'on baptisera "majorité présidentielle", ou je ne sais quoi ? Non, évidemment, mais M. Soisson, lui-même, peut-il continuer à être à la fois celui, au nom duquel nous sommes conduits à avoir des formules politiques aussi ambiguës, et être celui qui donne son pouvoir au sénateur Lucot, au Conseil régional de Bourgogne, ce qui justifie de la part de mon camarade Mathus, Premier secrétaire une interrogation à la direction du Parti : qu'est-ce qu'on fait lorsque le budget de Droite de la Bourogne est adopté avec une voix de majorité et que cette voix c'est celle de M. Soisson ?
(Applaudissements)
Alors, si l'éclaircissement n'a pas lieu sur ces confusions-là, on peut toujours dire que les formules qu'on utilise sont des formules claires, mais je suis au regret de dire : non.
La majorité du 8 mai, c'est aussi une solidarité qui va du gouvernement jusque dans les provinces, jusque dans les communes, dans les régions, les Conseils municipaux. Ce n'est pas parce que les Communistes utilisent habilement cet argument, pour passer une autre marchandise juste derrière, qu'il faut discréditer l'argument lui-même parce que cet argument-là est un bon argument et inutile

de vous dire, chers camarades, que partout, sur le terrain, il nous fait mal, il nous nuit d'ores et déjà, il renforce l'abstention et il peut, le cas échéant, fortifier les manœuvres sectaires du Parti Communiste.
Je vais finir en disant qu'il est étrange que l'on ait, à propos des primaires, de telles précautions de langage. Je veux donner ma position : je suis partisan de ce qu'il n'y ait aucune primaire, car une primaire ne s'organise pas parce qu'on a la volonté de trouver je ne sais quoi, elle s'organise parce qu'un des deux partenaires de la Gauche ne veut pas accepter la règle à laquelle tout le monde se réfère pour le rassemblement de la Gauche.
Si donc il y a quelque part des primaires, ce n'est pas parce que les Socialistes les auront voulues, c'est parce que les Communistes les auront provoquées.
La position des Socialistes est qu'ils souhaitent qu'il n'y ait pas de primaires. C'est sur une base comme celle-là, avec un dispositif qui permet de contrôler et de rassembler d'un point de vue national les intérêts de tous les Socialistes et de tout le pays, qu'il est possible de remporter des victoires. A la moindre confusion, au moindre à peu-près, par cette brèche-là, passeront tous ceux qui cherchent à nous faire voler en éclats.
Je finis en disant que rassembler, c'est d'abord rassembler nos bases et qu'il ne faut pas croire que les votes qui ont été acquis en mai 1988, sont acquis pour toujours. Le vote des jeunes qui a fait la décision n'est pas acquis pour toujours, si nous ne prenons pas les mesures qui s'imposent, les mesures spectaculaires qui s'imposent, et ce, dans la composition de nos listes, si nous ne faisons pas la vraie ouverture qu'il faut à la société elle-même, en renouvelant le pacte civique qui fonde la nation française, en ouvrant aux jeunes de la 2ème génération d'une manière spectaculaire, ostentatoire, en expliquant sa signification, parce que si nous allons à des élections, c'est bien sûr pour être élus, mais c'est aussi pour changer la société, pour faire avancer nos idées.
Deuxièmement, tout le monde a applaudi lorsqu'on a parlé de la nécessité d'introduire un plus grand nombre de candidatures féminines sur nos listes. Mais ces applaudissements ne valent rien s'ils ne s'accompagnent pas du vote de la mesure proposée par Laurent Fabius tout à l'heure, c'est-à-dire que les listes qui ne comportent pas ces quotas ne peuvent pas être enregistrées. Sinon, c'est un effet de Congrès de plus.
J'estime que nous sommes au moment où cette décision doit être prise, en sachant que cela signifie l'invalidation des listes Socialistes qui ne comportent pas ces quotas.
Voilà, chers camarades, quelques idées.
Mon dernier mot est pour le mouvement. Nous devrions être contents du mouvement, nous devrions être satisfaits de la mobilisation des salariés, car ce sont les nôtres. Il faut flétrir ceux qui reprochent aux travailleurs de se mettre en mouvement maintenant, sous prétexte que c'est un gouvernement de la Gauche, car s'ils se mettent en mouvement, c'est parce qu'ils se sentent plus fort, justement parce qu'il y a la Gauche.
C'est la raison pour laquelle la principale question que nous devrions poser, c'est de savoir comment faire pour vaincre l'abstention en s'appuyant sur ces

Fondation Jean Jaurès

mouvements pour qu'ils viennent conforter nos positions dans les élections municipales. Ce ne sont pas des adversaires.
La vraie question qu'on devrait se poser à propos de la grève des infirmières plutôt que la façon dont on va répondre à leurs revendications, cela devrait être aussi de savoir… (illisible)… vont nous soutenir au moment des municipales.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, bien évidemment notre débat sur le manifeste et sur les élections municipales doit être relié à l'analyse que nous faisons de la situation actuelle.
Je voudrais vous parler en quelques mots de la situation de la fonction publique et du secteur public.
Je me félicite des propositions faites par le ministre de la fonction publique concernant le pouvoir d'achat et qui, je crois, ont été bien accueillies par les organisations syndicales. Mais je ne suis pas sûre que ces propositions soient de nature à éviter la multiplication de mouvements de grèves et de luttes dans le secteur public. Je pense en effet que le problème du pouvoir d'achat était important, et qu'il est sans doute difficile d'aller au-delà des propositions qui ont été faites par le gouvernement, mais ce simple problème quantitatif n'embrasse pas l'ensemble des difficultés, des inquiétudes et des interrogations des salariés du secteur public aujourd'hui. Beaucoup réside dans le traitement des questions qualitatives.
J'en citerai plusieurs.
L'échéance de 1992 va avoir quelques incidences dans le secteur public, pas dans tous les domaines, et nous ne pouvons pas laisser les salariés dans l'incertitude et l'inquiétude dans ce domaine.
Aujourd'hui, nous le sentons bien aussi, un nouvel arbitrage, en tous cas un arbitrage a été réalisé entre le secteur public et le secteur privé, et par le biais de la sous-traitance on a pu voir se développer, disons, une pré-privatisation du secteur public.
On a pu voir aussi des secteurs compétitifs, dynamiques, qui auraient pu être inclus dans le secteur public, être créés par une voie privée.
Aujourd'hui, exposer la question du contour, des missions, des fonctions d'organisation du secteur public est finalement du rôle de l'Etat dans nos sociétés contemporaines. Nous le voyons aussi, sur plusieurs des conflits qui ont lieu est posée la question de la rigidité du statut de la fonction publique.
Alors si nous n'engageons pas sérieusement une réflexion sur la façon dont nous pouvons conserver au sein de la fonction publique à la fois des possibilités d'évolution, de mobilité, de dynamisme et en même temps être capables de répondre aux enjeux modernes de différents secteurs à haute compétitivité, si nous voulons pouvoir au sein du secteur public valoriser l'initiative individuelle et collective qui trop souvent aujourd'hui n'est pas valorisée, il nous faut

Fondation Jean-Jaurès

rediscuter en profondeur de ce secteur public et de l'avenir de la fonction publique.
Si nous différons cette réflexion, nous verrons se multiplier une série de conflits qui poseront ponctuellement ces questions. Au mieux nous y répondrons ponctuellement, mais sans vision d'ensemble nous nous affaiblirons politiquement à long terme.
C'est pourquoi j'ai proposé que nous réfléchissions à l'idée d'états généraux de la fonction publique.
Je suis favorable à une démarche de mise à plat métier par métier, mais cette mise à plat métier par métier a besoin d'un cadre. Nous devons savoir ce que nous voulons faire de la fonction publique, quel est son contour, quelles sont ses missions, quel est son fondement, quelle est sa légitimité.
J'ai eu l'occasion de suivre certains conflits dans des secteurs très variés comme par exemple celui des contrôleurs aériens. Je vous le dis, mes camarades, à l'échéance de 1992, ou bien quand on verra monter des nouvelles demandes, le cadre actuel de la fonction publique va se révéler étriqué et la proposition qui a été faite par M. Longuet d'agence risquera alors de s'imposer.
Je ne suis pas sûr que pour une action aussi essentielle pour la souveraineté populaire et nationale qu'est le contrôle du ciel, et qui n'est pas un secteur compétitif, cette agence soit une bonne solution, mais elle risque de s'imposer, faute de réflexion globale sur le secteur public.
Or cette question ne nous éloigne pas des municipales, car derrière ce que je veux dire, il y a la réflexion sur le rôle de l'Etat. Bien sur le gouvernement de Jacques Chirac a discrédité le libéralisme et notamment le libéralisme débridé.
Pour autant, sommes-nous sûrs que nos concitoyens ne trouvent pas encore que notre état est un peu bureaucratique ? Que notre état est atrophié et qu'à force d'être rigide est… (illisible)… par ses habitudes. Il est lui-même impuissant sur les missions essentielles qui devaient lui être confiées. A être trop lourd, trop rigide, il perd sa légitimité auprès du peuple, et il me semble que nous ne pouvons longtemps différer la réflexion sur cette affaire.
Je ne suis pas favorable à un système qui maintienne l'uniformité, car ces pseudo uniformités du service public cachent bien des corporatismes et des privilèges, et si avec Jean-Luc Mélenchon je suis d'accord pour soutenir le mouvement social, je crois aussi qu'on ne peut pas dire que tout mouvement est a priori positif, que s'il est le simple départ de nos revendications corporatistes, il n'a pas tout à fait la même légitimité qu'un mouvement plus global plus de réflexion de l'ensemble des salariés du secteur public sur leur devenir.
L'Etat ne peut plus être gestionnaire de tout, l'Etat doit être animateur dans bien des domaines, il doit permettre de faire faire et pas de faire lui même et c'est là que notre manifeste municipal est important, car dire : l'Etat doit permettre de faire faire, suppose qu'il y ait des partenaires qui prennent la balle au bond, qui soient effectivement des partenaires actifs pour que l'esprit public, c'est-à-dire l'appropriation par le plus grand nombre des questions de la vie quotidienne, de la chose publique se fasse, il faut que nos élus soient à la hauteur de ces taches.
Je prendrai deux exemples.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons mis en place les comités de prévention de la délinquance, c'était une excellente idée ; le problème de la sécurité, de la délinquance et l'affaire de tous, cela ne peut pas être simplement le problème de la gestion de l'Etat, mais l'Etat doit être là comme garant d'une démarche collective de traitement de ces affaires.
Combien de nos élus se sont réellement impliqués dans les CPD ? Combien de subventions obtenues, mais qui finalement n'ont pas vraiment été relayées par des financements communaux ? Combien d'élus ont fait passer justement le message politique de la rénovation de l'action publique, alors que la plupart du temps nous avions agi un peu en rasant les murs ?
Je pense aussi au développement social des quartiers ; la méthode était novatrice et nous n'avons… (illisible)…
Nous allons être confrontés, chers camarades, à une lourde tâche, réussir l'insertion des exclus, nous ne le ferons ni par décret, ni par une action spécifique des administrations, mais par une démarche du même ordre d'inter-partenariat entre les acteurs publics ou privés qui suppose des élus qui s'engagent concrètement, personnellment et activement dans cette direction.
Je souhaite que notre manifeste ouvre cette voie vers une conception modernisée de l'Etat et du secteur public.
Il me semble aussi que sur les secteurs de la démocratie et de la démocratie locale, il y a encore beaucoup à faire et je crois que c'est important car beaucoup de nos concitoyens sentent une distance qui se crée entre eux et la classe politique, et en tout cas les responsables politiques, c'est qu'ils ne se sentent plus toujours associés suffisamment aux choix concrets et au traitement efficace des problèmes qu'ils rencontrent.
On les a de plus en plus pris comme des consommateurs de services que les communes leur offraient et non pas comme initiateurs d'actions collectives.
Combien de promesses sur les Commissions extra-municipales, sur des formes nouvelles de démocratie locale et de vies de quartiers ont été faites ? Combien ont été tenues, mes chers camarades ?
Il me semble qu'il faut aujourd'hui reprendre l'initiative sur ce terrain.
Je pense que cette démocratie locale doit aller au-delà de simplement des modes habituels de participation des citoyens à la vie locale. Il me paraît qu'il y a deux sujets qui sont incontournables dans les élections municipales,
Le premier est celui du vote des immigrés. Vous savez moi je suis une naïve... je crois aux textes du Parti... on me le reproche beaucoup parce que je mets un certain acharnement à faire qu'ils puissent, à mon avis, correspondre aux attentes qui sont les miennes ou celles d'une partie de la population.
Je vous rappelle que lors de notre convention des 16 et 17 janvier nous avions écrit : ".. allant à rebours de la démarche de la Droite, il faut au contraire faciliter la participation des immigrés à la vie de la collectivité. Nous demeurons favorables à leur participation aux élections locales. Pour ce faire, nous entreprendrons dans les municipalités que les Socialistes dirigent des expériences, afin de préparer la mise en œuvre de cette réforme.
Les expériences sont limitées camarades, on peut recenser dans les grandes

Contribution Jean Daniel

villes l'expérience qui avait déjà eu lieu à Mons-en-Barœul et à Amiens.
Il me paraîtrait tout à fait essentiel, aujourd'hui, au moment ou nous voterons notre manifeste, de nous engager clairement dans l'application de ce que nous avons décidé à cette convention, car rappelons-nous des propos de François Mitterrand dans sa lettre aux Français.
"Même si je sais que vous êtes dans-votre -grande majorité hostiles à une mesure de ce genre, il faut reconnaître à nos immigrés un droit de regard par le vote sur les décisions locales ou nationales.
Je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous le permette pas."
Qui a vocation d'essayer d'infléchir l'état des mœurs ? Est-ce que c'est trop demander à un parti politique de concourir à un renforcement du rapport de forces sur ce terrain ?
Moi, je crois à la pédagogie de l'action.
J'ai pu expérimenter que des attitudes parfois d'exclusion ou de refus de solidarité quand elles étaient lointaines déshumanisées, et désincarnées, pouvaient très bien être renversées à partir du moment où les uns et les autres nous étions confrontés au traitement des problèmes de notre voisin, au traitement des problèmes de notre environnement proche. Je vous le dis.
Je vous le dis : ce problème de la participation et de l'intégration des immigrés se traitera mieux avec cette méthode que par toutes les déclarations lénifiantes ou manifestations globales que nous pourrons faire contre le racisme.
Les deux sont nécessaires mais l'un ne peut vivre sans l'autre.
Le second problème concernant la démocratie locale qui doit à mon avis faire l'objet d'une réflexion tout à fait approfondie du Parti, est le problème du referendum d'initiative populaire.
Vous savez, c'est une vieille idée à laquelle je suis attachée. Pendant longtemps, on m'a traitée de gauchiste irresponsable... il se trouve que le Président de la République a, pour sa part, pris clairement position.
Dans la lettre aux Français, il rappelle qu'effectivement il sera intéressant de faire prendre en compte dans notre Constitution la possibilité de ce referendum.
Moi je pense qu'au niveau local, c'est tout à fait réaliste. Et je crois que c'est aussi une façon de redonner un certain sens à la vie locale.
Nos concitoyens revendiquent une forte autonomie. Ils souhaitent pouvoir donner leur avis et se sentent impuissants devant l'arbitraire quand ils ont le sentiment que c'est l'arbitraire. Il faut donc permettre des espaces nouveaux de contestation et d'affirmations... personne ne saurait se satisfaire du seul referendum d'initiative locale, surtout un réseau de démocratie locale.
Il n'y aura pas de démocratie locale si nous ne faisons pas de débats de cette nature.
Chers camarades, je voudrais terminer mes propos en disant que pour ces élections, ce que je redoute le plus, comme adversaire, c'est l'immobilisme. C'est le conservatisme. C'est le conformisme ambiant...
La grande mode c'est : "on pourra faire des tas de choses sans le dire".
Nos concitoyens ne sont pas prêts. Ils ne sont pas favorables à la solidarité. Ils ne sont pas favorables au droit de vote des immigrés. Peut-être, camarades,

Collection Jean Jaurès

qu'effectivement, il y a eu du recul dans ce sens mais je suis persuadé, qu'au contraire, c'est en les associant concrètement à une pratique rénovée au niveau local, en l'inscrivant dans un dessein politique plus large, en politisant au sens noble, les démarches qu'individuellement ils font, font qu'ils retrouveront confiance dans un projet de gauche pour les années à venir.
(Applaudissements)

Le président - Il me reste trois inscrits... sans vouloir nuire à la liberté de parole, je suggère qu'ils synthétisent autant que possible leurs interventions si elles sont complémentaires aux interventions qui ont déjà eu lieu.
Marie-Claude Nectoux ?... elle n'est pas là... Marie-Andrée Laubère. Tu as la parole.

Marie-Andrée Laubère

Mes chers camarades, le président vient de demander que nous soyons le plus bref possible. La salle est vide... et il est difficile de parler à cette heure-ci.
Mais enfin, ce soir, je voudrais parler pour prendre date à l'intérieur de notre Parti.
Cette convention, qui est consacrée aux élections municipales, a eu pour thème ce matin, un sujet qui a mobilisé nos débats. Les relations Parti Communiste/ Parti Socialiste.
Les délégués de la fédération de l'ile de la Réunion tiennent à attirer l'attention de tous sur la situation qui prévaut au sein de la Gauche réunionnaise.
Mes chers camarades, pour la boutade, je dirai que cette situation, elle s'articule comme une charade.
Mon premier, c'est le Premier secrétaire général du Parti Communiste réunionnais qui décide d'aller affronter le Premier secrétaire de la fédération Socialiste de la Réunion dans une primaire lors des élections législatives...alors qu'un accord global avait été proposé par les Socialistes, ceci sans succès.
Résultat : un député de droite est élu.
Mon deuxième, c'est une campagne de dénigrement systématique à travers l'organe de presse du Parti Communiste réunionnais à l'encontre du Parti Socialiste et de ses responsables locaux. Ceci, depuis plusieurs mois.
Mon troisième, ce sont des candidatures Communistes devancées largement par des candidats Socialistes, lors des dernières cantonales. Candidats Communistes devancés largement mais qui se maintiennent et font ouvertement campagne pour la Droite et pour les candidatures du RPR.
Résultat : un peu plus de Conseillers généraux de droite élus.
Après mon premier, mon deuxième et mon troisième, il y a mon tout et c'est l'apothéose.
L'apothéose, c'est l'élection à la présidence du Conseil général de la Réunion d'un candidat RPR grâce à l'alliance Parti Communiste réunionnais, et RPR. Une alliance que les Réunionnais n'ont pas bien comprise et qui est désormais appelée alliance RPCR.
Le Parti Communiste réunionnais, c'est vrai, a appelé à voter pour François

Fondation Jean Jaurès

Mitterrand dès le premier tour des élections. C'était en grande partie pour éviter de voir le candidat soutenu par le Parti Socialiste, passer devant le candidat Communiste français... s'il l'avait soutenu.
Des camarades à Paris en ont tiré des conclusions encourageants mais prématurées. Le PCR est un grand Parti indépendant. Il a le sens de ses intérêts, et ceux-ci ne sont pas d'aider la fédération réunionnaise du Parti Socialiste à devenir une force incontournable.
Or, qu'observons-nous ?
De 1981 à ce jour, notre fédération est passée de 5% à 20% de l'électorat réunionnais. Vous devez donc comprendre que le Parti Communiste réunionnais est tout miel à Paris, et est tout fiel dans l'Océan Indien.
Nous souhaiterions que notre Parti ne cautionne pas ce double langage. A la veille des élections municipales nous voulons dire qu'il dépend de nous tous, nous tous, que cette avancée des Socialistes dans ce département, qui a été tenu pendant longtemps par le RPR et par Michel Debré, que cette avancée se poursuive et devienne irréversible. Cela suppose, mes chers camarades, une confiance réciproque et totale entre la direction de notre Parti ici, et la fédération Socialiste de la Réunion.
Je vous remercie... d'avoir prêté attention à nos propos.
(Applaudissements)

Le président - Dernier orateur inscrit... Gérard Dupeyrat...

Dans la salle - Il est à la Commission électorale... reporte-le...

Le président - Je lui pardonne volontiers. Il a perdu une grande occasion de s'adresser à la Convention nationale.
Chers camarades, je vais maintenant lever la séance. La Commission des résolutions se réunira dans quelques instants. Etant donné que nous avons épuisé la liste des orateurs, sans je l'espère épuiser votre patience, la séance reprendra demain à 11 h.
Merci.

Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire d'Epinay-sur-Seine
12 et 13 novembre 1988

Séance du dimanche 13 novembre 1988 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Bernard Roman.

Le président (Bernard Roman)
Mes chers camarades, la Commission des résolutions a travaillé tard hier soir. Elle a reprise ses travaux ce main et nous allons entendre successivement trois

Collection Jean Jaurès

rapports d'inégale importance.
Le rapporteur général de la Commission des résolutions, Marcel Debarge nous présentera dans un premier temps le texte d'orientation, la motion qui sera soumise au vote de la Convention nationale.
Nous entendrons ensuite le rapport de Gérard Le Gall, qui rapportera sur les investitures qui ont été examinées par la Commission des résolutions.
Pour conclure, nous entendrons un rapport très court de Yannick Bodin, sur un certain nombre de procédures de réintégration. Si cet ordre du jour agréé l'ensemble des participants, je donne sans plus attendre la parole à Marcel Debarge.

Marcel Debarge

Mes camarades, je vais vous demander de vous munir si possible des documents qui ont été en votre possession, pour bien suivre le rapport général de la Commission des résolutions, notamment le PS Info, qui vous a été envoyé ou qui est à votre disposition pour cette convention.
La Commission a donc traité d'un certain nombre de questions. Elle a évoqué des questions relatives aux cas ou de litige, ou de discussions en ce qui concerne les têtes de listes où les premiers des Socialistes dans un certain nombre de villes, mais cela, c'est Gérard Le Gall qui, tout à l'heure, rapportera là-dessus.
Elle a également évoqué, au cours de ces débats, la lettre qui nous a été envoyée par le Parti Communiste. Il n'y a pas eu de texte à ce sujet, simplement un commentaire ou une réaction aux nombreuses initiatives que nous avons prises en direction, entre autres, du Parti Communiste.
Cette lettre nous apparaît comme une lettre défensive. Elle ne comporte pas d'éléments nouveaux mais en évoquant cela dans cette ville d'Epinay-sur-Seine, compte tenu de l'orientation qui a été prise en 1971, il faut dire que nous sommes toujours les mêmes, que nous sommes toujours profondément attachés au rassemblement à gauche... (applaudissements)... et que nous sommes précisément disponibles maintenant pour parvenir à un accord national, notamment avec la direction du Parti Communistes sur les élections municipales.
Nous verrons, par la suite, que la Commission des résolutions, tout en mesurant l'importance de tous les événements politiques, s'est simplement bornée à ce commentaire qui a quand même son importance.
Quant au texte proprement dit, la Commission ayant affiné, si j'ose dire, le texte de la résolution ce matin, c'est le texte suivant qui vous est proposé... même s'il est un peu long... je pense qu'il convient de le dire en entier, étant bien entendu qu'en ce qui concerne ce qui pourrait s'apparenter au manifeste municipal, c'est véritablement la Convention nationale qui est fixée aux 14 et 15 janvier qui aura pour but de bien affiner tout cela et de faire un texte plus complet.
Il s'agit, si on peut employer cette expression, de lignes de forces...
Je vous lis le texte, avec plus d'ajouts d'ailleurs que de retraits :
"Un projet municipal au service du développement local.
Est-il utile de souligner l'importance des choix municipaux dans la vie

démocratique de notre pays ?
Attentifs aux politiques locales, les Français sont attachés à leurs communes, dotées aujourd'hui de compétences élargies et de moyens nouveaux.
C'est en s'enracinant dans le pays, en prenant en compte la vie quotidienne de tous les Français, que les Socialistes font vivre leurs idées. Or, c'est dans chaque commune que doit s'exprimer prioritairement cette ambition.
Le manifeste qu'adopteront prochainement le Socialistes traduira concrètement nos perspectives pour les six années qui viennent.
Contentons-nous ici d'énumérer ses principales lignes de force"
Là, nous avons un premièrement... non, je suis en train de me tromper, excusez-moi...
"La commune, lieu privilégié de la démocratie locale. Elle est la collectivité locale qui permet d'expérimenter les pratiques de concertation permanente.
La commune, lieu privilégié de la démocratie locale"… - excusez-moi je reviens en arrière, j'ai retrouvé mon texte, cela s'est fait rapidement même si la Commission a siégé jusqu'à minuit, il a fallu retravailler ce matin -... "la commune lieu privilégié de la démocratie locale : elle est la collectivité locale qui permet d'expérimenter les pratiques de concertation permanente.
Elle est aussi celle qui permet à des femmes et à des hommes d'exercer leurs propres responsabilités politiques mais la complexité des tâches électives exige aujourd'hui une plus grande disponibilité, d'où la nécessité de progresser à terme dans la définition d'un statut local comme dans celle d'un statut de l'élu associatif.
Un autre ajout : "la commune, lieu privilégié de la coopération intercommunale, compte tenu du défi que représente l'union économique européenne : le Parti Socialiste devra formuler des propositions pour conduire la coopération intercommunale vers des formes plus achevées. 20 ans après la création des 9 premières communautés urbaines, il est temps de re-préciser leurs compétences, d'augmenter leur nombre et d'aller vers leur démocratisation.
De la même manière, toutes les autres formes de coopération internationales devront être développées. C'est ainsi que les communautés rurales doivent répondre aux exigences nouvelles de l'aménagement du territoire et aider à revitaliser la France rurale.
Pour progresser dans cette voie, il sera nécessaire de prévoir des incitations financières et de procéder à une réforme fiscale par ailleurs indispensable pour accéder à une plus grande justice et à une plus grande efficacité."
Nous revenons après à "la commune lieu privilégié de développement économique : les réponses aux grands défis liés à la crise n'appartiennent pas aux seuls états et aux seules institutions nationales. Le niveau local, constitue de plus de plus un champ d'intervention privilégié au service du développement économique et social.
La commune, lieu privilégié des politiques d'insertion et de solidarité : collectivité de proximité, la commune constitue le niveau le plus efficace pour la mise en œuvre des politiques d'intégration et de promotion sociale, notamment en direction des populations issues de l'immigration.

Collection Jean Jaurès

Le manifeste aura aussi à adopter au mois de janvier un ajout concernant les handicapés.
La commune, lieu privilégié de la formation des jeunes : la mise en œuvre des stratégies éducatives locales, l'attention portée au problème de l'école constituent l'un des éléments essentiels des politiques municipales.
La commune, lieu privilégié d'une action en faveur du cadre de vie : les Socialistes ont beaucoup innové, notamment pour le développement social des quartiers. Beaucoup reste à faire en matière d'aménagement de l'espace urbain et rural, d'équipement des communes dans le souci d'une meilleure qualité de la vie.
Mais c'est en priorité aux problèmes du droit au logement que notre manifeste devra s'attacher : propositions en matière d'habitat social - celui-ci concerne plus de 5 millions de personnes - effets de la conjoncture économique sur les revenus que les Français consacrent à se loger, ou disfonctionnements du marché immobilier.
La commune, lieu privilégié d'une action en faveur de la protection de l'environnement : c'est au sein des communes que doit se manifester la volonté politique de relever le défi écologique par la concertation avec les industriels, les agriculteurs, les associations et les pouvoirs publics, en vue de trouver les solutions les mieux appropriées du bruit, aux pollutions des rivières et de l'air, aux questions d'assainissement et de la protection des sites.
La commune lieu privilégié des services publics de qualité : c'est au sein des communes qu'ont pu se constituer des structures innovantes et efficaces prenant en compte les nouvelles demandes Socialistes.
Le développement de ces politiques ne sera possible que si la mise en œuvre d'un véritable statut de la fonction publique locale parachève la décentralisation. Une plus grande équité de traitement à l'égard des fonctionnaires et agents des services publics locaux devra être assurée.
Les gouvernements à direction Socialiste ont mis en œuvre la décentralisation. Ce processus doit se poursuivre notamment par une réflexion sur l'aménagement du territoire et la coopération souhaitable entre les collectivités locales afin de disposer de communes à l'échelle de l'Europe.
Enfin, c'est au niveau communal que la croissance et souvent l'injustice de la fiscalité sont fortement ressenties.
La Commune, lieu privilégié d'un regard sur le monde : c'est enfin à partir des communes que peut être concrètement améliorée une politique de coopération et de développement fondée notamment sur les jumelages avec les collectivités étrangères et tout particulièrement en direction de l'Europe et du tiers-monde".
"Une stratégie au service de notre projet".
Il s'agit d'un texte quelque peu remodelé qui est issu de la Commission des résolutions.
"Il s'agit de gagner les élections municipales. Le Parti Socialiste aborde cette échéance en se fixant trois objectifs.
Renforcer le Parti Socialiste : celui-ci, né du rassemblement des Socialistes, s'est continuellement enrichi par des éléments nouveaux adhérant à ses idées. Il

est le premier parti de France et doit accroître sa représentation dans le plus grand nombre de communes.
Rassembler la Gauche : cette volonté a toujours caractérisé notre démarche. C'est une orientation fondamentale des Socialistes depuis le Congrès d'Epinay, et nous la réaffirmons aujourd'hui.
Assurer le rassemblement de la majorité présidentielle : la vocation du rassemblement de la Gauche est de s'élargir. C'est une condition de succès. Il s'agit de tenir compte au mieux de l'évolution du corps électoral, des choix des différentes composantes de la Gauche et d'appuyer une transformation politique, économique et sociale sur une base de plus en plus large; les précédentes échéances électorales ont ouvert des occasions favorables.
Comment ces objectifs peuvent-ils se concrétiser ?
Fidèles à leurs valeurs, les Socialistes doivent tenir compte de l'évolution des aspirations des Français et de la modification de la situation politique créée par la réélection de François Mitterrand en 1988.
Aujourd'hui ce sont toutes les composantes de la majorité présidentielle qui doivent être représentées sur nos listes.
Il nous faut rassembler les Françaises et les Français ayant voté pour François Mitterrand le 8 mai 1988, rassembler aussi les électrices et les électeurs qui acceptent de rejoindre cette majorité.
Les responsables Socialistes ont le devoir de faire prévaloir cette ambition au niveau local. C'est sur ces bases qu'un accord doit être recherché avec les partis, mouvements politiques ou personnalités ayant voté pour François Mitterrand ou soutenant la majorité présidentielle.
Telle est la position de principe définie par la présente Convention nationale, qui exclut donc que des Socialistes puissent figurer sur des listes qui ne seraient pas réalisées sur de telles bases.
(Applaudissements)
De manière à pouvoir mener à bien cette stratégie de rassemblement, le Parti Socialiste décide d'adopter le dispositif suivant : le Bureau exécutif a mandat de procéder à l'examen des listes proposées, avec pouvoir de refuser la ratification de celles qui seraient non conformes à notre stratégie.
Les fédérations rencontreront leurs homologues de Gauche, Communistes en particulier, pour constituer sur la base des évolutions électorales postérieures aux dernières élections municipales des listes communes dès le premier tour.
(Applaudissements)
Elles informeront les sections locales et les appelleront à constituer ces listes communes.
Dans les villes de moins de 20 000 habitants, il appartiendra aux fédérations de ratifier les accords conclus. En cas de désaccord, elles décideront des primaires après en voir informé le Bureau exécutif.
Dans les villes de plus de 20 000 habitants, le Bureau exécutif ratifiera la constitution des listes après avis des fédérations. En cas de désaccord, il décidera des primaires après avoir consulté les fédérations
Le contentieux qui résulterait de ces décisions sur appel d'une section ou d'une

Fondation Jean-Jaurès

fédération sera transmis par le Bureau exécutif à la Convention nationale des 14 et 15 janvier qui statuera définitivement, quelle que soit la population de la localité.
La convention rappelle par ailleurs que le Bureau exécutif est chargé de veiller à l'application de l'objectif qu'elle s'est donné en ce qui concerne la représentation des femmes, 30% en position éligible.
(Applaudissements)
Enfin elle recommande que puissent figurer sur nos listes des jeunes, des Français de la 2ème génération et tous ceux qui représentent la population locale dans sa diversité.
(Applaudissements)
A l'occasion de ces élections municipales, le Parti doit faire preuve d'une cohésion sans faille, les municipales ne sont pas seulement des élections locales, elles ont de considérables incidences nationales. Les discussions avec nos partenaires ne peuvent être conclues qu'à partir d'une appréciation politique globale. Il est donc indispensable de créer les conditions d'une solidarité nationale évitant les contradictions et les disparités locales.
C'est pourquoi la prochaine convention, qui se tiendra en janvier, décidera en dernier ressort de la conformité de chacune des listes proposées par les fédérations".
(Applaudissements)

Le président - Merci à Marcel Debarge pour ce rapport de la Commission des résolutions.
Je vais mettre dans quelques instants ce rapport aux voix.
Auparavant, y a-t-il sur le rapport de Marcel Debarge des demandes d'explication ou d'intervention ?

Gérard Dupeyrat

Je souhaiterais simplement, avant de faire mon intervention, demander à Marcel Debarge - parce que, malheureusement, les travaux de la Commission se faisant de nuit, il est impossible qu'on nous distribue le texte, ce qui serait évidemment d'un confort plus grand pour pouvoir l'analyser de nous relire très précisément les deux lignes qui s'insèrent dans la partie 2 et qui concernent le fait que nos élus ne pourront pas être aux côtés d'élus qui seraient des partis de droite.
Ceci est très important et tout le monde a bien compris que c'est le point capital qui est attendu à l'extérieur par nos électeurs.

Marcel Debarge - Si le président en est d'accord.
"... Les responsables Socialistes ont le devoir de faire prévaloir cette ambition au niveau local. C'est sur ces bases qu'un accord doit être recherché avec les partis, mouvements politiques ou personnalités ayant voté pour François Mitterrand ou soutenant la majorité présidentielle.
Telle est la position de principe définie par la présente Convention nationale, qui exclut donc que des Socialistes puissent figurer sur des listes qui ne seraient pas

Fondation Jean Jaurès

réalisées sur de telles bases."

Gérard Dupeyrat - Je remercie Marcel.
Pour ma part, je pense que nous devons être extrêmement précis sur cette question et nous sommes un certain nombre de délégués de la convention à le penser aussi.
En effet, on peut imaginer qu'une tête de liste sortante, qui nous a rejoints - qui donc était de droite hier - soit éventuellement d'accord, à titre personnel, pour souscrire aux engagements qui sont écrits dans notre texte, mais que, pour des "réalités locales" - entre guillemets - cette personnalité nous explique qu'il est vraiment impossible d'exclure complètement tous ces hommes et ces femmes qui, certes, sont à l'UDF ou au RPR, mais qui ont si bien travaillé, dans le passé, pour la ville...
Je crois donc qu'il ne faut pas de confusion et le texte qui avait été voté à l'unanimité - je dis bien, à l'unanimité - par la section d'Auxerre, qui a le privilège (le triste privilège...) d'être "aux premières loges" dans cette affaire, me paraît être un texte qui est infiniment plus précis et qui permettrait d'éviter toute dérive et toute confusion sur le terrain.
Je vais donc me permettre de vous le lire. Il pourrait éventuellement s'insérer dans la partie 2, à la place du texte qui vient de nous être relu, ou bien entre le paragraphe qui dit "Aujourd'hui, ce sont toutes les composantes de la majorité présidentielle qui doivent être représentées au sein de nos listes..." et celui qui commence par : "Il nous faut rassembler les Françaises et les Français..."
Je vous le lis : "Mais, pas de confusion, il ne peut être question d'une liste sur laquelle les Socialistes voisineraient avec des membres de l'opposition de droite, RPR ou UDF, a fortiori quand ils sont élus départementaux, régionaux ou nationaux."
Je fais référence à l'intervention que faisait notre camarade Mélenchon hier, quand il rappelait tout de même ce point tout à fait extraordinaire, à savoir qu'aujourd'hui le Conseil régional de Bourgogne a une majorité qui ne tient qu'à une voix, que le budget n'est adopté qu'à une voix, et que cette voix, eh bien, elle correspond au pouvoir qui est délégué par Jean-Pierre Soisson au président du Conseil régional de Bourgogne !
Cela nous pose tout de même un problème !
Alors, mes camarades, je pense que nous aiderions à la clarification, nous conforterions nos camarades qui se battent dans des villes de cette nature, en suivant ma proposition, et je rappellerai que, par exemple, les négociations qui sont en cours avec le sénateur Rausch ont marqué des progrès qui sont tout à fait déterminants par rapport à ce qui se passe actuellement à Auxerre. Certes, il y a un problème avec le sénateur Rausch, c'est qu'il lance une exclusive pour l'instant, il n'accepte pas que les Communistes figurent sur la liste et il faut le faire progresser là-dessus, mais par contre il semblerait qu'il exclura vraiment les UDF et les RPR.
Je pense qu'une clarification est indispensable.
Je demande donc que ce texte, voté unanimement par la fédération d'Auxerre,

Fondation Jean Jaurès

soit soumis au vote, à moins qu'une nouvelle rédaction plus précise soit proposée par le rapporteur de la Commission.
Je vous remercie, mes camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marcel Debarge.

Marcel Debarge

Une petite question de forme... n'y voyez pas malice de ma part : il aurait été bien que ce soit la fédération de l'Yonne qui vienne expliquer les choses, mais enfin je dis cela au passage...
Je dirai simplement qu'il ne faut pas faire non plus de procès tatillon, d'éventuelle intention, qui serait ceci ou cela... La Commission des résolutions, unanime, après débat, a adopté ce texte qui, je vous le rappelle - d'ailleurs, tout à l'heure, si j'ai bien compris, il y avait une réaction d'approbation spontanée - dit ceci : "Il nous faut rassembler les Françaises et les Français ayant voté pour François Mitterrand le 8 mai 1988, rassembler aussi les électrices et les électeurs qui acceptent de rejoindre cette majorité".
Il faut assumer le fait de la majorité présidentielle. Nous faisons de la politique, mais nous assumons aussi et la direction du Parti assume le fait qu'elle est la direction d'un Parti Socialiste. C'est un commentaire personnel et entre parenthèses.
"Les responsables Socialistes ont le devoir de faire prévaloir cette ambition au niveau local. C'est sur ces bases qu'un accord doit être recherché avec les partis, mouvements politiques ou personnalités ayant voté pour François Mitterrand ou soutenant la majorité présidentielle. Telle est la position de principe définie par la présente Convention nationale, qui exclut donc que les Socialistes puissent figurer sur des listes qui ne seraient pas réalisées sur de telles bases."
Je vous demande d'adopter ce texte.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, ces précisions ayant été apportées par Marcel Debarge, qui, je le pense, sur le fond - mais c'est un débat que nous avons eu dans la Commission des résolutions - lèvent toute ambiguïté et sur la forme nous permettent, à l'issue de notre convention, d'aborder les discussions avec nos partenaires dans de meilleures conditions, pensons-nous.
Je vais mettre aux voix le texte présenté de manière unanime par la Commission des résolutions.
Que ceux qui sont d'accord avec ce texte le manifestent en levant la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte est donc adopté à l'unanimité. Je vous remercie, mes camarades.
(Applaudissements)
Je vous propose maintenant d'entendre le rapport de Gérard Le Gall sur les investitures.

Fondation Jean Jaurès

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, parallèlement aux travaux de la convention, la Commission électorale mise en place par le dernier Bureau exécutif a pu exercer normalement sa mission d'investigation et d'écoute des délégués à la convention, sur un certain nombre de dossiers dont elle avait été saisie.

Elle a pu dès lors demander à la Commission des résolutions de la suivre, afin d'émettre un vote de clarification des candidatures au statut de premier des Socialistes.

En revanche, en raison de la complexité de certains dossiers et des délais tardifs dans lesquels la Commission a été saisie, elle a proposé à la Commission des résolutions de reporter la décision de ratification en mandatant le Bureau exécutif pour un certain nombre de villes.

De même, la Commission des résolutions propose de mandater le Bureau exécutif pour tout contentieux concernant la désignation du premier des Socialistes dans les villes de plus de 20 000 habitants et de moins de 20 000 habitants dont la convention n'a pas été saisie.

A l'issue de ses travaux, la Commission des résolutions propose à la convention de la suivre sur les dossiers dont je vais vous parler.

Premier cas.

Dans un certain nombre de villes, les fédérations ont souhaité, pour des raisons particulières, pouvoir disposer d'un délai supplémentaire pour désigner ou investir le premier des Socialistes.

Il s'agit des villes suivantes : Bordeaux, Talence, Libourne, Blois, Paris, 3ème et 10ème arrondissements, Perigueux, Cognac, Fécamp, Bourgoin-Jallieu, Autun, Dunkerque, Bègles.

La Commission des résolutions propose à la convention de faire droit à ces demandes.

Dans le cas de Montbéliard, la Commission prend acte du vote intervenu. Elle vous demande de laisser cependant quelques jours au Premier secrétaire pour prendre les contacts nécessaires avec le maire sortant et le candidat désigné.

Pour Perpignan, la Commission a constaté que, compte tenu des difficultés internes à la fédération des Pyrénées Orientales, il n'a pas été possible de départager les deux candidats.

En ce sens, elle vous demande de mandater le Bureau exécutif pour prendre une décision conforme à l'intérêt du Parti.

Deuxième cas de figure.

Dans trois villes : à Montluçon et à Firminy d'une part, à Aies, d'autre part, il est apparu à la Commission des résolutions la nécessité de surseoir à l'investiture des premiers des Socialistes, avant échange de points de vue entre la Direction nationale, les directions fédérales et les 3 candidats pressentis.

Enfin, 6 cas de nature contentieuse pour lesquels la Commission a été saisie par les parties en cause.

La Commission des résolutions vous propose de prendre les décisions suivantes : A Drancy et à Lyon, 5ème arrondissement de Lyon, elle vous invite à ratifier la

Fondation Jean Jaurès

décision de la convention fédérale, elle même conforme au vote des militants.
En revanche, dans 4 villes, elle vous demande de mandater le Bureau exécutif pour prendre les décisions.
A Noisy le Grand, et à Savigny sur Orge, elle propose cette demande de saisine du Bureau exécutif, après nécessaire réexamen des dossiers par la Commission électorale.
A Villepinte, la Commission des résolutions a été sensible à l'orientation de la convention fédérale, mais souhaite que le Bureau exécutif puisse disposer d'un délai de quelques jours pour prendre la décision.
De même, a Melun, le Bureau exécutif prendra dans les meilleurs délais, probablement au prochain Bureau exécutif, la décision de ratification.
Je voudrais préciser un point qui a fait l'objet de beaucoup de commentaires dans la presse depuis de nombreuses semaines et nombreux mois, c'est notre camarade et ami Michel Pezet, qui dirigera les listes à Marseille, c'est la décision unanime de la Commission des résolutions.
(Applaudissements)
Au total, la convention peut constater que sur près de 400 villes de plus de 20 000 habitants, la Commission des résolutions n'a été saisie que de 6 contentieux, au demeurant de nature très différente, et vous demande de réserver la décision dans une dizaine de cas.
Ceci témoigne d'une bonne maîtrise de nos instances locales, fédérales et nationales, gage, soyons-en sûr, d'un bon travail commun dans les semaines à venir, et d'un franc succès électoral en mars 1989.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, je vais, de la même manière que pour le premier rapport, dans quelques instants, mettre aux voix le rapport que vient de présenter Gérard Le Gall.
Y a-t-il préalablement des demandes d'intervention ou d'explication ?
Il n'y en a pas.
Je demande à ceux qui sont d'accord avec les conclusions présentées au nom de la Commission des résolutions par Gérard Le Gall de la manifester en levant le carton rouge ?
...
Merci.
Avis contraires ?
Abstentions ?
2.
Le rapport de Gérard Le Gall est adopté à l'unanimité moins deux abstentions.
(Applaudissements)
Mes camarades, les travaux de notre Convention nationale touchent à leur fin, nous avons un dernier rapport très bref à entendre, celui que va nous présenter, à l'instant, Yannick Bodin sur les procédures de réintégration.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Yannick Bodin

Mes chers camarades, la Commission des résolutions a examiné les demandes de réintégration suivantes.
Dans la fédération du nord, il s'agit d'André et Lucienne Dehouc (?), ainsi qu'André Decamp.
Avis favorable de la section de Lille, et de la fédération du nord.
Dans la fédération du Gard, il s'agit de Serges Fabre, Charles Lebouet, et Christian Valette, du canton de Sommières.
Avis favorable de la section et de la fédération du Gard.
Dans la fédération du Calvados, il s'agit de Roger Achard.
Avis favorable de la section de Mézidon, et de la fédération du Calvados.
La Commission des résolutions, unanime, vous demande d'accepter ces 7 réintégrations. Vous accomplirez un acte statutaire certes, mais aussi un geste symbolique tout à fait dans l'esprit de cette convention, puisqu'il s'agit de rassembler les Socialistes.
En raison des perturbations du courrier, quelques dossiers ne nous sont pas parvenus, nous a-t-on dit. Aussi, nous vous demandons de mandater le Bureau exécutif pour examiner ces dossiers et se prononcer sur les demandes de réintégration avant les élections municipales, et ce dans l'intérêt général du Parti.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Yannick Bodin. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce rapport ?
Je le mets aux voix.
Que ceux qui sont favorables à l'adoption des conclusions de ce rapport le manifestent en levant la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le rapport est adopté à l'unanimité.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, nous arrivons à la fin des travaux de notre Convention nationale. La présence massive des délégués des fédérations, l'atmosphère studieuse de nos travaux, le caractère unanime des votes intervenus sur les rapports de la Commission des résolutions sont, nous le pensons tous ici aujourd'hui, le gage de notre cohésion.
Sous le signe de cette cohésion, nos fédérations, nos sections vont maintenant se mettre au travail, rencontrer nos partenaires et constituer leurs listes.
C'est aussi sous le signe de cette cohésion que nous nous retrouverons en Convention nationale le 14 janvier prochain. En attendant, au travail, mes camarades, et bon courage !
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès